

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe MACHENAUD-JACQUIER  
Mail : philippe.machenaud@mail.pfMatahiti 161  
N° 51

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 20  
no Titema 2012

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 50 05 85

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 2193 DIPAC du 6 décembre 2012 portant reconduction, à compter du 1er janvier 2012, à 25 597 F CFP par mois le taux de base de l'indemnité représentative de logement -IRL- à verser à certaines catégories d'instituteurs (dotation spéciale instituteurs) .....	8089
Arrêté n° HC 2194 DIPAC du 6 décembre 2012 portant attribution aux communes de Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 2012 (première part), au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs .....	8090
Arrêté n° HC 2196 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par l'agence de l'Office des postes et télécommunications de Faa'a centre .....	8090
Arrêté n° HC 2197 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la bijouterie Blue Pearl à Papeete .....	8091
Arrêté n° HC 2198 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le port de Vaiare à Moorea .....	8092
Arrêté n° HC 2199 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin de vente en téléphonie mobile Tahiti Phone à Mahina .....	8093
Arrêté n° HC 2200 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la SARL Tahiti SAV Mobile à Papeete .....	8094
Arrêté n° HC 2201 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin de vente en téléphonie mobile Tahiti Phone - Fare Tony à Papeete .....	8095
Arrêté n° HC 2202 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin Pacific Natura à Papeete .....	8096
Arrêté n° HC 2203 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la pharmacie Moana Nui sise dans le centre commercial Carrefour à Punaauia .....	8097
Arrêté n° HC 2223 CAB/DDPC du 11 décembre 2012 désignant le président et les membres du jury d'examen pour l'obtention du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, le 14 décembre 2012, à la piscine Pater, commune de Pirae (Tahiti) .....	8098
Arrêté n° HC 2227 CAB/DDPC du 12 décembre 2012 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen de rattrapage SSIAP 2 à la date du 13 décembre 2012 pour les candidats présentés par Formation poly sécurité .....	8099

**EXTRAITS**

Arrêté n° HC 35 SAITG du 7 décembre 2012 portant modification de l'arrêté n° HC 10 SAITG du 18 mai 2012 relatif à la réalisation de l'opération "Construction de la clôture en murets munis de claustras du cimetière communal de Kaukura" ..... 8099

Arrêté n° HC 36 SAITG du 7 décembre 2012 portant modification de l'arrêté n° HC 8 SAITG du 18 mai 2012 relatif à la réalisation de l'opération "Reconstruction de l'école primaire de Takaroa à titre provisoire" ..... 8099

**ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)**

Convention d'application n° 356-12 du 27 novembre 2012 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'opération "Renforcement des compétences des professionnels de santé en promotion de la santé en éducation à la sexualité" de l'action 1.5 "Former les professionnels de santé" dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Santé", modifiée, programmation 2012 (contrat de projets 2008-2013). ..... 8100

Convention d'application n° 357-12 du 27 novembre 2012 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'action 1.5 "Former les professionnels de santé", formation des agents de la direction de la santé dans les instituts de formation des cadres de santé de Pau et Rennes dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Santé", modifiée, programmation 2012 (contrat de projets 2008-2013) ..... 8102

Convention d'application n° 358-12 du 27 novembre 2012 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'opération "Organisation du service de soins de l'hôpital de Taravao" de l'action 1.5 "Former les professionnels de santé" dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Santé", modifiée, programmation 2012 (contrat de projets 2008-2013). ..... 8105

Convention d'application n° 371-12 du 3 décembre 2012 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'opération "Travaux de rénovation des logements de passage et de fonction de l'hôpital de Taiohae" de l'action 1.3 "Entretenir et maintenir les infrastructures" dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Santé", modifiée, programmation 2011 (contrat de projets 2008-2013) ..... 8108

Avenant n° 359-12 du 27 novembre 2012 à la convention d'application n° 38-10 du 18 février 2010 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'opération de construction et d'aménagement d'un logement de fonction pour les besoins du personnel de santé, situé sur l'atoll de Tikehau, dans l'archipel des Tuamotu-Gambier, dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Santé", action 1.1 "Construire des centres de santé et des logements" (contrat de projets 2008-2013) ..... 8111

**ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française  
ou de sa commission permanente**

Délibération n° 2012-55 APF du 10 décembre 2012 portant modification de la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ..... 8112

Avis n° 2012-8 A/APF du 12 décembre 2012 sur le projet de modification des limites territoriales entre les deux sections de communes de Parea et Haapu sur le territoire de la commune de Huahine. .... 8112

**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

Arrêté n° 1818 CM du 13 décembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française dans le cadre de l'organisation de la foire agricole 2012 ..... 8113

**EXTRAITS**

Arrêté n° 1820 CM du 14 décembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 8-2012 CSPC du 10 décembre 2012 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 2 de l'exercice 2012 de la Caisse de soutien des prix du coprah ..... 8116

Erratum à l'arrêté n° 1809 CM du 6 décembre 2012 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2-2003 et n° 3-2003 du 7 avril 2003, n° 2-2004 et n° 3-2004 du 5 avril 2004, n° 2-2005 et n° 3-2005 du 11 avril 2005, n° 4-2006 et n° 5-2006 du 3 avril 2006, n° 8-2007 et n° 9-2007 du 3 avril 2007, n° 5-2008 et n° 6-2008 du 24 avril 2008, n° 9-2009 et n° 10-2009 du 23 mars 2009, n° 8-2009-2010 et n° 9-2009-2010 du 23 mars 2010, n° 2-2001 et n° 3-2001 du 21 mars 2011, n° 3-2012 et n° 4-2012 du 27 mars 2012 des conseils d'établissement portant adoption des comptes financiers et affectation des résultats des années 2002 à 2011 du collège de Faaroa, paru au JOPF n° 50 du 13 décembre 2012, page 7869 ..... 8126

Erratum à l'arrêté n° 1811 CM du 6 décembre 2012 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2-2006 et n° 3-2006 du 23 mars 2006, n° 18 et n° 19 du 5 avril 2007, n° 11-2008 et n° 12-2008 du 17 mars 2008, n° 14-2009 et n° 15-2009 du 17 mars 2009, n° 2-2010 et n° 3-2010 du 26 avril 2010, n° 22-1010-2011 et n° 23-2010-2011 du 21 mars 2011, n° 00-2012 et n° 24-2011-2012 du 26 mars 2012 des conseils d'établissement portant adoption des comptes financiers et affectation des résultats des années 2005 à 2011 du collège de Paopao, paru au JOPF n° 50 du 13 décembre 2012, page 7869. ....	8126
--	------

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### Présidence

Arrêté n° 1312 PR du 11 décembre 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes. ....	8126
Arrêté n° 1313 PR du 11 décembre 2012 portant agrément de l'appareil de désinfection des déchets d'activités de soins Matachana série 2000 RBE. ....	8126
Arrêté n° 1317 PR du 13 décembre 2012 portant attribution d'une licence d'agence de voyages à l'EURL Polynésie Trip. ....	8127
Arrêté n° 1318 PR du 14 décembre 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines. ....	8127

### Ministère de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi

Arrêté n° 9198 MEF du 11 décembre 2012 proclamant les résultats du concours externe pour le recrutement, sur titres, de 35 praticiens hospitaliers relevant de la fonction publique de la Polynésie française, appelés à exercer au Centre hospitalier de la Polynésie française. ....	8128
Arrêté n° 9267 MEF du 14 décembre 2012 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade de rédacteur principal, au titre de l'année 2011 (régularisation). ....	8129

### Ministère de l'équipement et des transports terrestres

Arrêté n° 9079 MET/DTT du 7 décembre 2012 portant remise en exploitation de la licence de transport touristique n° 01B 09CTG délivrée à Mme Cécile Ariihohoa épouse David pour l'île de Rangiroa. ....	8129
Arrêté n° 9106 MET du 7 décembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 8444 MET du 9 novembre 2012 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. ....	8130
Arrêté n° 9176 MET/DTT du 11 décembre 2012 portant délivrance d'une licence de transport touristique sur l'île de Nuku Hiva (îles Marquises), à M. Eric Bastard. ....	8130
Arrêté n° 9221 MET/DTT du 12 décembre 2012 portant délivrance d'une licence de transport touristique sur l'île de Moorea, à Mlle Paloma Taumihau. ....	8131
Arrêté n° 9222 MET/DTT du 12 décembre 2012 portant délivrance de deux licences de transport touristique sur l'île de Moorea, à la SARL Gem Pearls. ....	8132
Arrêté n° 9223 MET/DTT du 12 décembre 2012 portant remise en exploitation de la licence de transport touristique n° 08B 10T sur l'île de Tahiti attribuée à la SARL Marama Transports Touristiques et portant modification de l'arrêté n° 8571 MET/DTT du 16 novembre 2012. ....	8133
Arrêté n° 9224 MET/DTT du 12 décembre 2012 portant retrait définitif de la licence de transport touristique n° 01B 40T, délivrée à Mlle Paloma Taumihau, pour l'île de Tahiti. ....	8133
Erratum à l'arrêté n° 8940 MET du 4 décembre 2012 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Fakahaga ou Fakahanga (plan 8) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu, paru au JOPF n° 50 du 13 décembre 2012, page 7871. ....	8134

### Ministère des ressources marines

Arrêté n° 9154 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 7954 MRM/PRL du 12 novembre 2010 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mlle Thérèse Teretia Heirai Tekopunui-Teapiki à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 303). ....	8134
---	------

Arrêté n° 9155 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. William Geoffrey Nijland à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 394) .....	8135
Arrêté n° 9156 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 427 MPI/PRL du 27 octobre 2008 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Charles Avaemai à l'usage de son exploitation perlicole sise à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 242) .....	8135
Arrêté n° 9157 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1599 MRM/PRL du 29 avril 2011 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Antoine Teapiki à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 95) .....	8136
Arrêté n° 9158 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Heremoana Gérard Hiti à l'usage de son exploitation perlicole sise à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 107) .....	8136
Arrêté n° 9159 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Daniel Ismaël Tuamea Takotua à l'usage de son exploitation perlicole sise à Katiu, commune de Makemo (exploitant n° 112) .....	8137
Arrêté n° 9160 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de Mlle Teta Mahine Teuruna Roi à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 296) .....	8138
Arrêté n° 9161 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Heimata Léry Oaoa à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 295) .....	8138
Arrêté n° 9162 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 259) .....	8139
Arrêté n° 9163 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Robert Meurisse à l'usage de son exploitation perlicole sise à Tikehau, commune de Rangiroa (exploitant n° 79) .....	8139
Arrêté n° 9164 MRM du 10 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 7749 MRM du 8 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Tumaraa, au profit de M. Ahiti Teuia .....	8140
Arrêté n° 9165 MRM du 10 décembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Pouturu, commune de Tahaa, au profit de M. Gilbert Teva Pia .....	8141
Arrêté n° 9166 MRM du 10 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 2435 MRM du 8 juin 2011 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de Mme Tetaahi Poimata Christine Fareata épouse Buillard .....	8142
Arrêté n° 9167 MRM du 10 décembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Tagata Rehua ...	8143
Arrêté n° 9168 MRM du 10 décembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Tagata Rehua .....	8145
Arrêté n° 9169 MRM du 10 décembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de M. Roddy Ruta Tiroa .....	8147
Arrêté n° 9170 MRM du 10 décembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de M. Bernard Marii Natua .....	8149
Arrêté n° 9174 MRM du 11 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 7748 MRM du 8 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Tumaraa, au profit de M. Rodrigue Tihoni Raapoto .....	8150
Arrêté n° 9227 MRM/DRM du 12 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Gabriel Tevai Haumani à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 261) .....	8151



Arrêté n° 9228 MRM/DRM du 12 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Claude Rua Rehua à l'usage de son exploitation pericole sise à Apataki, commune de Arutua (exploitant n° 79) .....	8152
Arrêté n° 9229 MRM/DRM du 12 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Hio Raioho à l'usage de son exploitation pericole sise à Mopelia, commune de Maupiti (exploitant n° 231) .....	8152
Arrêté n° 9230 MRM/DRM du 12 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Marcello Raioho à l'usage de son exploitation pericole sise à Mopelia, commune de Maupiti (exploitant n° 98) .....	8153
Arrêté n° 9246 MRM du 13 décembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Robert Tevaeaari sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 114) .....	8153
Arrêté n° 9247 MRM du 13 décembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Julien Teuira Tiiahu sis à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 24) .....	8154
Arrêté n° 9248 MRM du 13 décembre 2012 accordant l'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française au profit de M. Augustin Teiho Tuhoe .....	8155
Arrêté n° 9249 MRM du 13 décembre 2012 accordant la qualité d'éleveur de bénitiers ainsi que l'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française au profit de M. Moerani Taromahina Lehartel .....	8156
Arrêté n° 9250 MRM du 13 décembre 2012 accordant à M. Lazar Choig Chong Ah-Min le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation de ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française .....	8157
Arrêté n° 9251 MRM du 13 décembre 2012 accordant à M. Hector Vetea Panapa le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française .....	8158
Arrêté n° 9252 MRM du 13 décembre 2012 accordant à M. Jonathan Philippe Constant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française .....	8159
Arrêté n° 9253 MRM/DRM du 13 décembre 2012 portant abrogation des dispositions de l'arrêté n° 7223 MRM/PRL du 2 octobre 2009 modifié relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Petario dit Puea Taerea à l'usage de son exploitation pericole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 59) .....	8160
Arrêté n° 9254 MRM/DRM du 13 décembre 2012 portant abrogation des dispositions de l'arrêté n° 6855 MRM/PRL du 27 septembre 2010 modifié relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Vairau Philippe Otare à l'usage de son exploitation pericole sise à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 100) .....	8160
Arrêté n° 9255 MRM/DRM du 13 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Eddy Ririfatu Moeterauri Horoi à l'usage de son exploitation pericole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 299) .....	8161
Arrêté n° 9256 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 21 MPA du 4 février 2009 accordant à M. Vaitua Chee Ayee le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française .....	8161
Arrêté n° 9257 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 1167 CM du 27 octobre 1997 accordant à M. Paul Noëi Teuna o Hema Teikipupuni le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française .....	8162
Arrêté n° 9258 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 1242 CM du 23 septembre 1998 accordant à M. Temarii Teriipaia le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française .....	8162

Arrêté n° 9259 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 491 MRM du 12 janvier 2012 accordant à M. Emile Faito le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française. . . . .	8163
Arrêté n° 9260 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 4836 MRM du 21 juin 2012 accordant à M. Albert Tapi le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française. . . . .	8163
Arrêté n° 9261 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 7177 MRM du 11 octobre 2011 accordant à Mme Raina Diana Teauna le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française . . . . .	8164
Arrêté n° 9262 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 5012 MRM du 28 juillet 2010 accordant à M. André Poehina Koheatu le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française . . . . .	8164
Arrêté n° 9263 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 7484 MRM du 27 octobre 2010 accordant à M. Gérard Aurentz le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française . . . . .	8165
Arrêté n° 9264 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 3721 MRM du 8 juillet 2009 accordant à M. Jean-Luc Marutea Chavey le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française . . . . .	8165
Arrêté n° 9265 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 9163 MRM du 15 décembre 2009 accordant à M. Patrick Manavarere le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française . . . . .	8166
<b>Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports</b>	
Arrêté n° 9183 MEJ du 11 décembre 2012 portant attribution du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française. . . . .	8166
<b>Ministère de l'aménagement et du logement</b>	
Arrêté n° 9087 MAA du 7 décembre 2012 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Teamae 5, cadastrée commune de Moorea-Maiao, section de commune de Paopao, section EN n° 149, au profit du service de l'artisanat . . . . .	8167
Arrêté n° 9088 MAA du 7 décembre 2012 portant affectation des parcelles dépendant des terres Teamae 4 et Teamae 5, cadastrées commune de Moorea-Maiao, section de commune de Paopao, section EN n° 12 et n° 150, au profit de la direction de l'équipement . . . . .	8168
Arrêté n° 9107 MAA du 7 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 1318 VP du 29 mars 2011 autorisant la location d'une parcelle à détacher de la terre domaniale Paparatea, cadastrée section ID n° 1, sise à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, au profit de Mme Wong-Yoëne Wong Lam . . . . .	8169
Arrêté n° 9191 MAA du 11 décembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1730 MAA du 10 mai 2011 portant affectation de locaux sis au 3e et 4e niveau de l'immeuble Putia Oro, édifié sur la parcelle cadastrée commune de Papeete, section CR n° 11, à la direction de l'environnement . . . . .	8169
<b>Ministère de la santé et de la solidarité</b>	
Arrêté n° 9297 MSS du 14 décembre 2012 portant désignation des membres médecins à la commission technique à l'adoption créée au sein de la direction des affaires sociales . . . . .	8170
Arrêté n° 9298 MSS du 14 décembre 2012 portant désignation des membres médecins à la commission technique à l'adoption créée au sein de la direction des affaires sociales . . . . .	8170
<b>Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt</b>	
Arrêté n° 9108 MAE du 7 décembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 835 MAA du 14 février 2011 autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 8 du lotissement agricole Maraeroa sis à Raiatea, au profit de M. René Haapa . . . . .	8171

Arrêté n° 9192 MAE du 11 décembre 2012 relatif à la cession gratuite de plants pour le lycée Tuiani-Le Gayic de Papara.	8171
Arrêté n° 9193 MAE du 11 décembre 2012 relatif à la cession gratuite de plants pour l'association Comité quartier Hotuarea Nui .....	8172
Arrêté n° 9194 MAE du 11 décembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 808 CM du 4 juin 2010 et autorisant la résiliation du bail du 15 décembre 2010 relatif à la location du lot n° 3a dépendant du lotissement agricole Vaianae sis à Moorea, au profit de Mme Mere Etaia .....	8172
Arrêté n° 9195 MAE du 11 décembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 804 CM du 4 juin 2010 et autorisant la résiliation du bail du 13 décembre 2010 relatif à la location du lot n° 3a dépendant du lotissement agricole Rotui sis à Moorea, au profit de M. Marius Teihotaata .....	8173
Arrêté n° 9196 MAE du 11 décembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 792 CM du 4 juin 2010 et autorisant la résiliation du bail du 7 juin 2011 relatif à la location du lot n° 5 dépendant du lotissement agricole Opunohu rive gauche sis à Moorea, au profit de M. Georges Ahupu .....	8173
Arrêté n° 9197 MAE du 11 décembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 799 CM du 4 juin 2010 et autorisant la résiliation du bail du 7 juin 2011 relatif à la location du lot n° 13 dépendant du lotissement agricole Opunohu rive gauche sis à Moorea, au profit de M. Xavier Lopez .....	8174
Arrêté n° 9200 MAE du 12 décembre 2012 portant mise sous surveillance de l'exploitation de poules pondeuses de M. Fati Wong Kui Long (Papara - Tahiti) .....	8174

#### **Ministère du développement des archipels et des transports interinsulaires**

Arrêté n° 9138 MDA du 7 décembre 2012 autorisant le navire Hawaiki Nui à desservir à titre exceptionnel l'île de Moorea du 8 au 10 décembre 2012 .....	8175
Arrêté n° 9190 MDA du 11 décembre 2012 autorisant Mlle Lolita Teura Teivao à occuper le domaine public aéroportuaire de Aratika (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation du snack-bar .....	8175

#### **ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Arrêté n° 19-2012 PR/APF du 10 décembre 2012 proclamant les résultats du concours externe pour le recrutement de 4 fonctionnaires de catégorie B, relevant du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française. ....	8179
Arrêté n° 20-2012 PR/APF du 10 décembre 2012 proclamant les résultats des concours externe et interne pour le recrutement de 2 fonctionnaires de catégorie A, relevant du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française .....	8179

### **ACTES MUNICIPAUX**

#### **Commune de Bora Bora**

Délégation municipale n° 88-2012 du 30 novembre 2012 relative au contrat d'affermage du service d'assainissement des eaux usées .....	8180
---	------

#### **Commune de Papeete**

Arrêté municipal n° 2012-580 DST du 4 décembre 2012 autorisant une mesure temporaire d'occupation des places de stationnement payant dans la contre-allée du boulevard Pomare devant le centre Vaima par les taxis .....	8180
--	------

### **ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

#### **ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

##### **EXTRAITS**

Arrêté ministériel du 5 décembre 2012 portant ouverture au titre de l'année 2013 de l'examen professionnel pour l'accès au premier grade du corps des greffiers de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (JORF du 7 décembre 2012) .....	8183
Avenant n° 347-12 du 23 novembre 2012 à la convention n° 70-12 du 30 mars 2012 relative aux bourses sur critères sociaux en faveur de l'Etablissement public d'enseignement et formation professionnelle agricole (EPEFPA PF).	8183

Avenant n° 348-12 du 23 novembre 2012 à la convention n° 97-12 du 27 avril 2012 relative aux bourses sur critères sociaux en faveur du comité polynésien des maisons familiales et rurales (CPMFR) ..... **8184**

Avenant n° 365-12 du 29 novembre 2012 à la convention n° 228-12 du 3 août 2012 relative à la subvention "article 44" aux établissements d'enseignement technique agricole privés du temps plein, ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire, chapitre 143, article 02 (exercice 2012) ..... **8184**

### **ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**

Service de l'urbanisme.— 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 19 au 23 novembre 2012 ..... **8184**

2° Certificat de conformité n° L/2012-01-2/MAA/AU.MAR du 3 décembre 2012 concernant les travaux du lotissement Matatini (1re tranche) sis à Taiohae, réalisés par M. Guy Lejeune, gérant de la société de développement de Taiohae ..... **8184**

Direction de l'équipement.— Etat récapitulatif des autorisations d'extractions d'agrégats délivrées sur l'île de Tahiti pour la période du 31 octobre au 31 décembre 2012 ..... **8185**

Textes des lois du pays adoptés par l'assemblée.— Erratum à l'erratum au texte adopté n° 2012-117 LP/APF du 19 octobre 2012 de la loi du pays portant diverses dispositions en matière d'aide à l'emploi. (JOPF n° 47 NS du 29 octobre 2012, page 2899), paru au JOPF n° 50 du 13 décembre 2012, page 8064. .... **8185**

## **PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces judiciaires et légales. .... **8185**

Annonces diverses ..... **8192**



# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° HC 2193 DIPAC du 6 décembre 2012 portant reconduction, à compter du 1er janvier 2012, à 25 597 F CFP par mois le taux de base de l'indemnité représentative de logement - IRL - à verser à certaines catégories d'instituteurs (dotation spéciale instituteurs).**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par les lois organiques n° 2007-223 du 21 février 2007 et n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement réformée par la loi de finances pour 1989, et notamment son article 85 ;

Vu la loi du 30 octobre 1886 relative à l'organisation de l'enseignement primaire ;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de service ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 83-367 du 2 mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs ;

Vu le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, et notamment son article D. 2573-51 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil de l'enseignement primaire du 26 avril 1984 aux termes duquel le principe d'une réévaluation annuelle de l'indemnité représentative de logement versée aux instituteurs a été adopté ;

Vu la circulaire du ministère de l'intérieur NOR : INT/ B12/39049/C fixant le montant unitaire national de la dotation spéciale instituteurs 2012 pour les deux parts correspondants aux deux catégories d'instituteurs (logés ou ayants droit à l'indemnité représentative de logement),

Arrête :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 2012, le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser à chaque instituteur, répondant aux conditions du décret du 2 mai 1983 susvisé est reconduit pour l'ensemble des communes de Polynésie française à 25 597 F CFP par mois (soit 307 164 F CFP par an).

Ce montant sert de référence pour le calcul des majorations servies par les communes à certaines catégories d'instituteurs.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat, l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française, le vice-recteur de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 décembre 2012.  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,*  
Gilles CANTAL.

**ARRETE n° HC 2194 DIPAC du 6 décembre 2012 portant attribution aux communes de Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 2012 (première part), au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par les lois organiques n° 2007-223 du 21 février 2007 et n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement réformée par la loi de finances pour 1989, et notamment son article 85 ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 83-367 du 2 mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs ;

Vu le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, et notamment son article D. 2573-51 ;

Vu les instructions du ministre de l'intérieur par circulaire NOR : INT/B12/39049/C ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française :

- compte 465.1200000 : dotation spéciale pour le logement des instituteurs - ouvert en 2012,

Arrête :

Article 1er. — Par imputation sur les crédits ouverts au titre de la première part de la dotation spéciale instituteurs de l'exercice 2012, il est attribué et versé aux communes de la Polynésie française les sommes figurant dans le tableau annexé au présent arrêté.

Le montant total de cette dotation s'élève à 87 048 euros, soit 10 387 590 F CFP.

Art. 2. — Le trésorier-payeur général procèdera au mandatement -versement unique- dans la semaine du 10 décembre 2012 et au plus tard le 17 décembre 2012.

Art. 3. — Les dotations versées aux communes concernées au titre de la dotation spéciale instituteurs 2012 seront imputées en recettes des budgets communaux au compte n° 745.

Art. 4. — Le secrétaire général du haut-commissariat, l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 décembre 2012.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,  
Gilles CANTAL.*

**DOTATION SPECIALE INSTITUTEURS 2012**

Communes	Instituteurs logés	DSI 2012/euros (pm : Montant unitaire = 2 808 euros)	DSI 2012 (en F CFP)
Rapa	1	2 808	335 084
Rimatarā	2	5 616	670 167
Moorea-Maiao	1	2 808	335 084
Fatu Hiva	1	2 808	335 084
Hiva Oa	2	5 616	670 167
Tahuata	1	2 808	335 084
Ua Huka	1	2 808	335 084
Ua Pou	3	8 424	1 005 251
Anaa	3	8 424	1 005 251
Arutua	3	8 424	1 005 251
Fakarava	1	2 808	335 084
Hao	4	11 232	1 340 334
Hikueru	1	2 808	335 084
Manihi	1	2 808	335 084
Nukutavake	1	2 808	335 084
Takaroa	1	2 808	335 084
Tatakoto	1	2 808	335 084
Tureia	3	8 424	1 005 251
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>87 048</b>	<b>10 387 590</b>

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 3 mois à compter de la notification de celle-ci.

Durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de nos services. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de notre réponse.

En application de l'article R. 421-2 du code précité "le silence gardé pendant plus de trois mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet".

**ARRETE n° HC 2196 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par l'agence de l'Office des postes et télécommunications de Faa'a centre.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;



Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéoprotection pris pour l'application des articles de l'ordonnance précitée ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation adressée le 15 juin 2012 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection par M. Klint Vernaudon, receveur du bureau de poste de Faa'a centre, à Faa'a ;

Vu l'accusé de réception établi le 17 juillet 2012 ;

Vu l'avis réputé donné par la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéoprotection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéoprotection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

#### Arrête :

Article 1er. — Le receveur de l'agence de l'Office des postes et télécommunications de Faa'a centre est autorisé à installer et à exploiter un système de vidéoprotection, conformément au dossier déposé, au sein de ladite agence postale sise PK 4, centre ville, à Faa'a (98516).

La présente autorisation est enregistrée sous le numéro HC 110 CAB/SSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 3 caméras intérieures et d'une caméra extérieure, permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface du bureau de poste.

Art. 2. — Les personnes habilitées à accéder aux images sont MM. Klint Vernaudon, receveur et Moerangi Rota, responsable sécurité.

Art. 3. — Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 25 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 4. — Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen de trois affiches placées à l'entrée et dans le hall d'accueil du public, avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéoprotection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès du receveur de l'agence de l'Office des postes et télécommunication de Faa'a centre, 98516 Faa'a, tél. : 83 59 09.

Art. 5. — Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéoprotection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 6. — La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article 17 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 7. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 8. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. Klint Vernaudon, receveur de l'agence de l'Office des postes et télécommunication de Faa'a centre.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le directeur de cabinet,*

Stéphane JARLEGAND.

**ARRETE n° HC 2197 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la bijouterie Blue Pearl à Papeete.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéoprotection pris pour l'application des articles de l'ordonnance précitée ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation adressée le 6 juillet 2012 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection par M. Loïc Wiart, gérant de la bijouterie Blue Pearl à Papeete ;

Vu l'accusé de réception établi le 9 août 2012 ;

Vu l'avis réputé donné par la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéoprotection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéoprotection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

Arrête :

Article 1er. — Le gérant de la bijouterie Blue Pearl est autorisé à installer et à exploiter un système de vidéoprotection, conformément au dossier déposé, au sein de la bijouterie éponyme sise immeuble Donald, front de mer, à Papeete (98713).

La présente autorisation est enregistrée sous le numéro HC 112 CAB/SSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de quatre caméras intérieures permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface de vente de la bijouterie d'une superficie de 118 mètres carrés.

Art. 2. — Les personnes habilitées à accéder aux images sont M. Loïc Wiart, gérant et Mme Anne Soullignac, responsable de la bijouterie Blue Pearl.

Art. 3. — Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 30 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 4. — Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen de deux affiches placées à l'entrée et à la caisse du magasin, avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéoprotection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès du responsable de la bijouterie Blue Pearl, BP 41619 Fare Tony, 98713 Papeete, tél. : 41 98 66.

Art. 5. — Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéoprotection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 6. — La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article 17 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 7. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 8. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. Loïc Wiart, gérant de la bijouterie Blue Pearl à Papeete.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le directeur de cabinet,*

Stéphane JARLEGAND.

**ARRETE n° HC 2198 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le port de Vaïare à Moorea.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéoprotection pris pour l'application des articles de l'ordonnance précitée ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation adressée le 31 juillet 2012 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéo-protection par M. Mario Banner-Martin, directeur du port autonome de Papeete ;

Vu l'accusé de réception établi le 9 août 2012 ;

Vu l'avis réputé donné par la commission des systèmes de vidéo-protection de la Polynésie française ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéo-protection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéo-protection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

Arrête :

Article 1er. — Le directeur du port autonome de Papeete est autorisé à installer et à exploiter un système de vidéo-protection, conformément au dossier déposé, au sein des parkings des quais du port de Vaiare, à Moorea (98729).

La présente autorisation est enregistrée sous le numéro HC 113 CAB/SSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéo-protection est composé de neuf caméras extérieures permettant de surveiller les entrées et les sorties des quatre parkings ainsi que les caisses automatiques du port de Vaiare.

Art. 2. — Les personnes habilitées à accéder aux images archivées sont MM. Mario Banner-Martin, directeur du port autonome de Papeete, François Chaumette, commandant du port autonome de Papeete et Rocky Poroi, responsable du port de Vaiare.

Les personnes responsables de la maintenance du système sont MM. Olivier Chungal, chef du service informatique et Heimata Fauura, technicien informatique.

Les personnes exploitants le système de vidéo-protection sont M. Rocky Poroi, responsable du port de Vaiare et Mme Lesley Tavaea, garde portuaire.

Art. 3. — Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 30 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 4. — Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen de six affiches placées à l'entrée des parkings du port de Vaiare et sur les deux caisses automatiques, avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéo-protection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès de la capitainerie du port autonome de Vaiare, BP 9164 Motu Uta (98715 Papeete), tél. : 56 26 97.

Art. 5. — Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéo-protection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéo-protection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 6. — La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article 17 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 7. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 8. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. Mario Banner-Martin, directeur du port autonome de Papeete.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
Le directeur de cabinet,  
Stéphane JARLEGAND.

**ARRETE n° HC 2199 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéo-protection par le magasin de vente en téléphonie mobile Tahiti Phone à Mahina.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéo-protection pris pour l'application des articles de l'ordonnance précitée ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéo-protection, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéo-protection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation adressée le 8 août 2012 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection par M. André Carotenuto, gérant de la SARL Import Discount (Tahiti Phone) à Mahina ;

Vu l'accusé de réception établi le 31 août 2012 ;

Vu l'avis réputé donné par la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéoprotection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéoprotection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

Arrête :

Article 1er. — Le gérant de la SARL Import Discount (Tahiti Phone) est autorisé à installer et à exploiter un système de vidéoprotection, conformément au dossier déposé, au sein du magasin de vente en téléphonie mobile Tahiti Phone sis Supermarché Champion, pointe Vénus à Mahina (98709).

La présente autorisation est enregistrée sous le numéro HC 114 CAB/SSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé d'une caméra intérieure permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface de vente d'une superficie de 40 mètres carrés.

Art. 2. — Les personnes habilitées à accéder aux images sont M. André Carotenuto, gérant, Dominique Carotenuto, directrice administrative, Kamal Soussi, directeur commercial.

Art. 3. — Les images font l'objet d'un traitement dans un lieu différent (Papeete) de celui de l'implantation du système (Mahina). Pour être transmises sur les réseaux, les images doivent être codées et généralement compressées pour pouvoir être communiquées en temps réel. Le système de transmission doit offrir une garantie de sécurité, de confidentialité et d'intégrité des données.

Art. 4. — Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 30 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 5. — Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen de deux affiches placées à l'entrée et à l'intérieur du magasin, avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéoprotection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès de la direction de Tahiti Phone, BP 380165 (Tamanu), 98718 Punaauia, tél. : 50 71 53.

Art. 6. — Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéoprotection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 7. — La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article 17 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 8. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. André Carotenuto, gérant de la SARL Import Discount (Tahiti Phone) à Mahina.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le directeur de cabinet,*

Stéphane JARLEGAND.

**ARRETE n° HC 2200 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la SARL Tahiti SAV Mobile à Papeete.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéoprotection pris pour l'application des articles de l'ordonnance précitée ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation adressée le 8 août 2012 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection par M. André Carotenuto, gérant de la SARL Tahiti SAV Mobile à Papeete ;

Vu l'accusé de réception établi le 31 août 2012 ;

Vu l'avis réputé donné par la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéo-protection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéoprotection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

Arrête :

Article 1er. — Le gérant de la SARL Tahiti SAV Mobile est autorisé à installer et à exploiter un système de vidéoprotection, conformément au dossier déposé, au sein du point service mobiles sis 72, rue des Remparts à Papeete (98713).

La présente autorisation est enregistrée sous le numéro HC 115 CAB/SSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de deux caméras intérieures permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface du service après-vente d'une superficie de 93,5 mètres carrés.

Art. 2. — Les personnes habilitées à accéder aux images sont MM. André Carotenuto et Kamal Soussi, cogérants ainsi que Mme Céline Carotenuto, directrice administrative.

Art. 3. — Les images font l'objet d'un traitement dans un lieu différent (avenue Prince-Hinoui à Papeete) de celui de l'implantation du système (72, rue des Remparts à Papeete). Pour être transmises sur les réseaux, les images doivent être codées et généralement compressées pour pouvoir être communiquées en temps réel. Le système de transmission doit offrir une garantie de sécurité, de confidentialité et d'intégrité des données.

Art. 4. — Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 30 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 5. — Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen de deux affiches placées à l'entrée et à l'intérieur du magasin, avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéo-protection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès de la direction de Tahiti Phone, BP 380165 (Tamanu), 98718 Punaauia, tél. : 50 71 53.

Art. 6. — Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéoprotection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 7. — La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article 17 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 8. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. André Carotenuto, gérant de la SARL Tahiti SAV Mobile à Papeete.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

Le directeur de cabinet,  
Stéphane JARLEGAND.

**ARRETE n° HC 2201 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin de vente en téléphonie mobile Tahiti Phone, Fare Tony à Papeete.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéoprotection pris pour l'application des articles de l'ordonnance précitée ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéo-protection, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation adressée le 8 août 2012 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection par M. André Carotenuto, gérant de la SARL Import Discount (Tahiti Phone) à Papeete ;

Vu l'accusé de réception établi le 31 août 2012 ;

Vu l'avis réputé donné par la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéoprotection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéoprotection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

Arrête :

Article 1er.— Le gérant de la SARL Import Discount (Tahiti Phone) est autorisé à installer et à exploiter un système de vidéoprotection, conformément au dossier déposé, au sein du magasin de vente en téléphonie mobile Tahiti Phone sis rue du Général-de-Gaulle, Fare Tony, à Papeete (98713).

La présente autorisation est enregistrée sous le numéro HC 116 CAB/SSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de quatre caméras intérieures permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface de vente d'une superficie de 80 mètres carrés.

Art. 2.— Les personnes habilitées à accéder aux images sont M. André Carotenuto, gérant, Dominique Carotenuto, directrice administrative, Kamal Soussi, directeur commercial.

Art. 3.— Les images font l'objet d'un traitement dans un lieu différent (avenue Prince-Hinoui à Papeete) de celui de l'implantation du système (rue du Général-de-Gaulle, Fare Tony à Papeete). Pour être transmises sur les réseaux, les images doivent être codées et généralement compressées pour pouvoir être communiquées en temps réel. Le système de transmission doit offrir une garantie de sécurité, de confidentialité et d'intégrité des données.

Art. 4.— Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 30 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 5.— Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen de deux affiches placées à l'entrée et à l'intérieur du magasin, avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéoprotection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès de la direction de Tahiti Phone, BP 380165 (Tamanu), 98718 Punaauia, tél. : 50 71 53.

Art. 6.— Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéoprotection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 7.— La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article 17 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 8.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 9.— Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. André Carotenuto, gérant de la SARL Import Discount (Tahiti Phone) à Papeete.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le directeur de cabinet,*  
Stéphane JARLEGAND.

**ARRETE n° HC 2202 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin Pacific Natura à Papeete.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéoprotection pris pour l'application des articles de l'ordonnance précitée ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;



Vu la demande d'autorisation adressée le 22 août 2012 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection par Mme Hong Laux, gérante du magasin Pacific Natura à Papeete ;

Vu l'accusé de réception établi le 31 août 2012 ;

Vu l'avis réputé donné par la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéo-protection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéoprotection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

Arrête :

Article 1er. — La gérante du magasin Pacific Natura est autorisée à installer et à exploiter un système de vidéo-protection, conformément au dossier déposé, au sein du magasin éponyme sis 26, rue Colette à Papeete (98713).

La présente autorisation est enregistrée sous le numéro HC 117 CAB/SSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de quatre caméras intérieures permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface de vente de médicaments, de produits chinois et d'alimentation générale du magasin Pacific Natura d'une superficie de 50 mètres carrés.

Art. 2. — Les personnes habilitées à accéder aux images sont Mme Hong Laux, gérante et M. Christian Laux, employé du magasin.

Art. 3. — Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 15 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 4. — Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen de trois affiches placées à l'entrée et à l'intérieur du magasin, avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéoprotection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès du responsable du magasin, BP 2197, 98713 Papeete, tél. : 48 37 15.

Art. 5. — Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéoprotection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 6. — La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article 17 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 7. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 8. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à Mme Hong Laux, gérante du magasin Pacific Natura à Papeete.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le directeur de cabinet,*  
Stéphane JARLEGAND.

**ARRETE n° HC 2203 CAB/SSIRI/CSVS du 10 décembre 2012  
portant autorisation d'installation d'un système de  
vidéoprotection par la pharmacie Moana Nui sise dans  
le centre commercial Carrefour à Punaauia.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéoprotection pris pour l'application des articles de l'ordonnance précitée ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéo-protection, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation adressée le 20 août 2012 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection par M. Samuel Bride, gérant de la pharmacie Moana Nui sise dans le centre commercial Carrefour à Punaauia ;

Vu l'accusé de réception établi le 31 août 2012 ;

Vu l'avis réputé donné par la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéo-protection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéoprotection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

Arrête :

Article 1er.— Le gérant de la pharmacie Moana Nui est autorisé à installer et à exploiter un système de vidéo-protection, conformément au dossier déposé, au sein de la pharmacie éponyme sise centre commercial Carrefour, PK 8,900, côté mer, à Punaauia (98717).

La présente autorisation est enregistrée sous le numéro HC 118 CAB/SSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de quatorze caméras intérieures permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface de vente de médicaments de la pharmacie Moana Nui d'une superficie de 725 mètres carrés.

Art. 2.— Les personnes habilitées à accéder aux images sont MM. Samuel Bride, Jean-François Cazaux et Mme Juliette Prevost, pharmaciens.

Art. 3.— Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 30 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 4.— Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen de huit affiches placées à l'entrée et à l'intérieur de la pharmacie, avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéoprotection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès du responsable de la pharmacie Moana Nui, BP 13049, 98717 Punaauia, tél. : 42 80 48.

Art. 5.— Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéoprotection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection, haut-commissariat de la République, bureau du cabinet, section "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 6.— La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article 17 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 7.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 8.— Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à M. Samuel Bride, gérant de la pharmacie Moana Nui à Punaauia (centre commercial Carrefour).

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le directeur de cabinet,*  
Stéphane JARLEGAND.

**ARRETE n° HC 2223 CAB/DDPC du 11 décembre 2012 désignant le président et les membres du jury d'examen pour l'obtention du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, le 14 décembre 2012, à la piscine Pater, commune de Pirae (Tahiti).**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 modifiée portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1979 modifié fixant les modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

Vu l'arrêté du 16 août 2012 portant extension en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de diverses dispositions intéressant la sécurité civile ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er.— Un examen permettant l'obtention du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique est prévu le 14 décembre 2012 à la piscine Pater, commune de Pirae (Tahiti).

Art. 2.— Le jury d'examen sera composé comme suit :

- lieutenant-colonel Franck Machingorena, directeur adjoint de la défense et de la protection civile, *président* du jury d'examen ;
- M. Gérard Dubois, inspecteur de la jeunesse et des sports, chef de la mission d'aide et d'assistance technique jeunesse et sports (MAAT), titulaire du BEESAN ;
- M. Romain Ah Mi, titulaire du certificat PAE 1 ;
- M. Dominique Paie, titulaire du BEESAN.

Les membres suppléants seront :

- colonel Maxence Jouannet, directeur de la défense et de la protection civile ;
- M. Thierry d'Angelo, inspecteur de la jeunesse et des sports ;
- Mme Marinella Hauata, titulaire du certificat PAE 1 ;
- Mme Marie-Nui Tumarae, titulaire du BNSSA.

Art. 3.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le directeur de cabinet,*  
Stéphane JARLEGAND.

**ARRETE n° HC 2227 CAB/DDPC du 12 décembre 2012 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen de rattrapage SSIAP 2 à la date du 13 décembre 2012 pour des candidats présentés par Formation poly sécurité.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, notamment son article 8 ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er.— Un examen de rattrapage pour des candidats présentés par Formation poly sécurité prévu pour l'obtention du diplôme de chef d'équipe de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 2) aura lieu le 13 décembre 2012 à l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM), dans la commune de Punaauia.

Art. 2.— Les épreuves de l'examen se dérouleront :

- de 7 h 30 à 8 h 30 pour l'épreuve écrite ;
- à partir de 8 h 30 pour les épreuves pratiques et orales.

Art. 3.— Le jury d'examen sera composé comme suit :

*Président* : lieutenant de vaisseau Guillaume Scailteux, officier au sein de la direction de la défense et de la protection civile.

*Membres* :

- M. Roger Mahinui, chef de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes au Centre hospitalier de Polynésie française ;

- M. Ronald Tung, chef de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes à l'aéroport de Tahiti ;
- M. Patrick Oubre, chef de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes à l'hôtel des postes ;
- M. Alain Maissener, gérant de société (Tahiti Nui Incendie).

Art. 4.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2012.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le directeur de cabinet,*  
Stéphane JARLEGAND.

**Par arrêté n° HC 35 SAITG** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 7 décembre 2012.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 10 SAITG du 18 mai 2012 relatif à la réalisation de l'opération "Construction de la clôture en murets munis de claustras du cimetière communal de Kaukura" en son article 5.

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté n° HC 10 SAITG du 18 mai 2012 relatif à la réalisation de l'opération "Construction de la clôture en murets munis de claustras du cimetière communal de Kaukura" sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération :

*Au lieu de* : "exécuter cette opération dans un délai maximum de 6 mois à partir de la date de signature de l'arrêté" ;

*Lire* : "exécuter cette opération dans un délai maximum de 14 mois à partir de la date de signature de l'arrêté".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 10 SAITG du 18 mai 2012 relatif à la réalisation de l'opération "Construction de la clôture en murets munis de claustras du cimetière communal de Kaukura" demeurent inchangées.

**Par arrêté n° HC 36 SAITG** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 7 décembre 2012.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 8 SAITG du 18 mai 2012 relatif à la réalisation de l'opération "Reconstruction de l'école primaire de Takaroa à titre provisoire" en son article 5.

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté n° HC 8 SAITG du 18 mai 2012 relatif à la réalisation de l'opération "Reconstruction de l'école primaire de Takaroa à titre provisoire" sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération :

*Au lieu de* : "exécuter cette opération dans un délai maximum de 6 mois à partir de la date de signature de l'arrêté" ;

*Lire* : "exécuter cette opération dans un délai maximum de 9 mois à partir de la date de signature de l'arrêté".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 8 SAITG du 18 mai 2012 relatif à la réalisation de l'opération "Reconstruction de l'école primaire de Takaroa à titre provisoire" demeurent inchangées.

## ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

**CONVENTION D'APPLICATION n° 356-12 du 27 novembre 2012 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'opération "Renforcement des compétences des professionnels de santé en promotion de la santé en éducation à la sexualité" de l'action 1.5 "Former les professionnels de santé" dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Santé", modifiée, programmation 2012 (contrat de projets 2008-2013).**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi de finances n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 pour 2012 ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 92-1176 du 30 octobre 1992 modifié relatif à la Caisse française de développement ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement auquel il est fait référence à l'article 9.6 du contrat de projets ;

Vu le contrat de projets 2008-2013 signé entre l'Etat et la Polynésie française le 27 mai 2008 modifié ;

Vu la convention d'exécution n° 171-08 du 21 juillet 2008 modifiée relative au volet santé ;

Vu la MADI AE n° 2 000 078 594 du 18 octobre 2012 d'un montant de 12 196 138 euros délégué sur le programme "Conditions de vie outre-mer" du ministère des outre-mer ;

Vu la demande présentée par le bénéficiaire le 5 septembre 2012, le dossier d'engagement (prévu à l'article 9.4 du contrat de projets) ayant été déclaré complet par accusé de réception n° 472-2012 VP/DBP du 7 septembre 2012,

- L'Etat (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Et :

- La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,

Convienient de ce qui suit :

### Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour but d'arrêter le montant, les modalités et les conditions de la participation en fonctionnement de l'Etat et de la Polynésie française aux dépenses liées à la réalisation de l'opération "Renforcement des compétences des professionnels de santé en promotion de la santé en éducation à la sexualité" de l'action 1.5 "Former les professionnels de santé" de la programmation 2012, du volet santé du contrat de projets Etat/Polynésie française 2008-2013.

L'ensemble des dépenses relatives à la réalisation de cette action sera ci-après dénommé "opération".

Au titre de la présente convention, les dépenses telles que décrites dans le dossier d'engagement qui sont prises en considération dans la présentation des bilans financiers, sont les suivantes :

- les frais de transports (aériens et taxi) ;
- les indemnités journalières ;
- les frais d'honoraires des experts ;
- divers frais imputables au voyage (taxi, train, 1 nuit d'hôtel à Los Angeles) ;
- les frais d'hébergement ;
- les frais de location de véhicule.

### Art. 2. — *Description et coût de l'opération*

En 2011, une formation initiale des professionnels de santé des cellules de santé publique sur la méthodologie en promotion de la santé a été réalisée. Il est désormais important de compléter cette formation initiale en ciblant des thématiques plus spécifiques telle que l'éducation à la sexualité afin que ces agents puissent disposer de compétences élargies. Les agents concernés sont les agents des cellules de santé publique de Tahiti et les îles (infirmiers, sages-femmes, agents de promotion de la santé) et des professionnels de la direction de la santé, les infirmiers scolaires de l'éducation. Ils seront à même de mener des projets de promotion de la santé en éducation à la sexualité auprès des élèves.

Un programme prévisionnel de l'opération est établi annuellement et est annexé à la présente convention à titre indicatif.

Le coût total prévisionnel de l'opération s'élève à 40 285,28 euros HTVA, soit 4 807 313 F CFP HTVA.

**Art. 3. — Exécution de la convention**

L'opération devra se réaliser selon le calendrier prévisionnel suivant :

**1 - Durée de la convention****Prise d'effet de la convention :**

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

**Date de fin de la convention :**

La présente convention prendra fin dès le versement du solde de l'opération.

**2 - Commencement d'exécution de l'opération**

La Polynésie française s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'accusé réception du dossier d'engagement.

**3 - Date limite de réalisation**

La Polynésie française s'engage à terminer l'opération dans un délai de 24 mois à compter du démarrage de l'opération.

**4 - Date limite de transmission des justificatifs pour le solde**

Les justificatifs pour le solde devront être produits impérativement dans le délai maximal de 12 mois après la date d'achèvement de l'opération précitée.

A défaut de production dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement du solde.

**Art. 4. — Plan de financement**

L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon le plan de financement HTVA suivant :

Partenaires financiers	Montant de la participation		Taux de participation
	en euros	en F CFP	%
Etat	20 142,64	2 403 657	50
Polynésie française	20 142,64	2 403 656	50
<b>Total</b>	<b>40 285,28</b>	<b>4 807 313</b>	<b>100</b>

La TVA sera à la charge de la Polynésie française.

**Art. 5. — Engagements financiers****1 - Engagement de l'Etat**

L'Etat s'engage à apporter son concours financier à la Polynésie française pour la réalisation de l'opération tel que précisé au plan de financement figurant à l'article 4 de la présente convention.

Le concours financier de l'Etat est imputé sur les crédits délégués par le ministère des outre-mer sur le centre financier 0123-D987-D987, domaine fonctionnel 0123-02-02, groupe de marchandise 10.06.01.

Le concours financier de l'Etat est de 20 142,64 euros HTVA, soit 2 403 657 F CFP HTVA.

**2 - Engagement de la Polynésie française**

a) La Polynésie française s'engage à financer l'opération dans les termes précisés au plan de financement figurant à l'article 4 de la présente convention.

La dépense budgétaire est imputée sur le chapitre 970, sous-chapitre 970.01.

Le concours financier de la Polynésie française est de 20 142,64 euros HTVA, soit 2 403 656 F CFP HTVA.

Au titre de la même imputation et selon le même échéancier de versement que celui prévu à l'article 7, la Polynésie française garantit, en complément, le paiement de la TVA à hauteur de 697,61 euros, soit 83 247 F CFP. Ce montant sera ajusté en fonction du coût total HTVA de l'opération et du taux de TVA qui lui est applicable.

b) En cas de modification du plan de financement initial exposé à l'article 4, la Polynésie française devra en informer l'Etat.

**3 - Dispositions générales**

En tout état de cause et sous réserve des dispositions de l'article 6 ci-dessous, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût prévisionnel indiqué à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours de l'Etat et de la Polynésie française sera plafonné à hauteur du montant prévu à l'article 4 ci-dessus ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours de l'Etat et de la Polynésie française sera calculé au prorata du montant au coût réel HTVA indiqué dans l'attestation de fin de l'opération.

**Art. 6. — Clause dérogatoire de révision**

Une révision à la hausse des financements de l'Etat et de la Polynésie française pour la réalisation de l'opération pourra être présentée dans le cadre des redéploiements de crédits prévus à l'article 13, 2e alinéa du chapitre 5 du contrat de projets, par voie d'avenant à la présente convention pour tenir compte notamment :

- des résultats issus des consultations supérieurs au coût prévisionnel indiqué à l'article 2 ci-dessus ;
- de l'augmentation éventuelle du coût des prestations intellectuelles ou honoraires.

**Art. 7. — Modalités de paiement**

Sous réserve de la disponibilité des crédits, les modalités de versement des financements conformes aux engagements financiers de l'Etat et de la Polynésie française définis au 5.1 et 5.2 sont les suivantes :

- une avance pourra être versée jusqu'à hauteur de 30 % du montant prévisionnel de la participation financière de chacun des partenaires, sur présentation de la Polynésie française de justificatifs de démarrage de l'opération (certificat administratif de démarrage d'opération) ;

- des acomptes peuvent être versés jusqu'à hauteur de 80 % du montant prévisionnel de la participation financière de chacun des partenaires, sur présentation de justificatifs de l'Etat d'avancement financier (état de mandatement HTVA visé par le payeur de la Polynésie française et situation d'avancement de l'opération certifiée exacte ou facture acquittée) ;
- le solde sera versé sur production par la Polynésie française de la justification technique et financière de la réalisation effective de l'opération et de la concordance de ses caractéristiques avec celles du dossier d'engagement (états de mandatement HTVA et TTC visés par le payeur de la Polynésie française et courrier attestant de la réalisation effective de l'opération).

Prise en compte des mandats : seuls seront retenus les documents dont la date respecte les délais prévus de début et de fin d'opération prolongée de douze mois (pour tenir compte du délai global de paiement).

#### Art. 8.— *Autres engagements de la Polynésie française*

En contrepartie des engagements précédents, la Polynésie française s'engage à :

- respecter le plan de financement prévu à l'article 4 ;
- réaliser ou faire réaliser l'opération définie à l'article 2 ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit de l'Etat ;
- exécuter cette opération dans les délais prévus à l'article 3 ;
- tenir une comptabilité particulière à l'opération dans le cadre de son plan comptable général ;
- faciliter les contrôles, sur pièces, techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles ;
- fournir toute information utile au suivi et à l'évaluation du projet par le comité opérationnel visé à l'article 8.2 du contrat de projets ;
- porter à la connaissance du public les éléments d'information prévus à l'article 11 du contrat de projets ;
- faire référence à la participation de chacun des partenaires financiers dans le cadre du contrat de projets, à l'occasion de chaque action de médiatisation.

#### Art. 9.— *Contrôle*

##### a) *Contrôle de la légalité*

Le haut-commissaire s'assure du respect par la Polynésie française des procédures légales de passation des marchés publics. Pour ce faire, la Polynésie française transmettra au fur et à mesure de la procédure de passation des marchés, les pièces permettant de s'assurer de la légalité de la procédure.

##### b) *Contrôle de la réalisation de l'opération*

Les services techniques de l'Etat et de la Polynésie française assureront, sous l'autorité respective du haut-commissaire de la République et du Président de la Polynésie française, le contrôle de la réalisation de l'opération.

#### Art. 10.— *Conséquences du non-respect des engagements*

Il sera mis fin à l'aide et le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de :

- refus de la Polynésie française de se soumettre aux contrôles ;
- non-respect des clauses de la présente convention ;
- non-exécution partielle ou totale de l'opération dans les délais prévus à l'article 3 ;

- constat d'un changement dans l'objet du financement ou dans l'affectation de la dépense sans autorisation préalable expresse donnée dans les mêmes formes que la décision attributive.

En cas d'abandon de l'opération, la Polynésie française s'engage à en informer l'Etat sans délai, par écrit, et à demander qu'il soit mis fin à la convention. Elle devra procéder au reversement des sommes perçues non utilisées dans les plus brefs délais.

#### Art. 11.— *Caducité de la convention*

La convention deviendra caduque de plein droit si :

- l'exécution de l'opération a commencé avant la date d'accusé de réception du dossier complet d'engagement sauf dérogation prévue à l'article 9.3 du contrat de projets ;
- l'opération ne fait pas l'objet d'un commencement d'exécution dans le délai prévu à l'article 3.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai prévu à cet article entraîne la caducité de la présente convention, sauf autorisation de report octroyée par les partenaires financiers, par avenant modificatif, sur demande justifiée de la Polynésie française antérieure à l'expiration de ce délai.

#### Art. 12.— *Modifications*

Sur demande de la Polynésie française présentée dans les délais prévus à l'article 3, les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant, soumis à la signature des parties.

#### Art. 13.— *Responsabilité civile et financière*

La Polynésie française en sa qualité de maître d'ouvrage, assure les conséquences directes des responsabilités civiles et financières qu'elle encourt en application du droit commun dans le cadre de l'exécution des dispositions de la présente convention.

Fait en 4 exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2012.

Pour la Polynésie française :  
*Le Président*  
de la Polynésie française.

Pour l'Etat :  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général,*  
du haut-commissariat,  
Gilles CANTAL.

**CONVENTION D'APPLICATION n° 357-12 du 27 novembre 2012 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'action 1.5 "Former les professionnels de santé", formation des agents de la direction de la santé dans les instituts de formation des cadres de santé de Pau et Rennes dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Santé", modifiée, programmation 2012 (contrat de projets 2008-2013).**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;



Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi de finances n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 pour 2012 ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 92-1176 du 30 octobre 1992 modifié relatif à la Caisse française de développement ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement auquel il est fait référence à l'article 9.6 du contrat de projets ;

Vu le contrat de projets 2008-2013 signé entre l'Etat et la Polynésie française le 27 mai 2008 modifié ;

Vu la convention d'exécution n° 171-08 du 21 juillet 2008 modifiée relative au volet santé ;

Vu la MADI AE n° 2 000 054 147 du 26 juillet 2012 d'un montant de 7 378 591 euros délégué sur le programme "Conditions de vie outre-mer" du ministère des outre-mer ;

Vu la demande présentée par le bénéficiaire le 8 septembre 2011, le dossier d'engagement (prévu à l'article 9.4 du contrat de projets) ayant été déclaré complet par accusé de réception n° 387-2012 VP/DBP du 24 juillet 2012,

- L'Etat (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Et :

- La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,

Convienient de ce qui suit :

#### Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour but d'arrêter le montant, les modalités et les conditions de la participation en fonctionnement de l'Etat et de la Polynésie française aux dépenses liées à la réalisation de l'action 1.5 "Former les professionnels de santé" finançant l'opération "Formation des agents de la direction de la santé dans les instituts de formation des cadres de santé de Pau et de Rennes" programmation 2012, du volet santé du contrat de projets Etat/Polynésie française 2008-2013.

L'ensemble des dépenses relatives à la réalisation de cette action sera ci-après dénommé "opération".

Au titre de la présente convention, les dépenses telles que décrites dans le dossier d'engagement qui sont prises en

considération dans la présentation des bilans financiers, sont les suivantes :

- les frais d'inscription ;
- les frais pédagogiques ;
- les indemnités journalières, les frais de transports.

#### Art. 2. — *Description et coût de l'opération*

L'objectif de la formation est d'améliorer et d'assurer l'efficacité des infirmiers cadres dans l'encadrement des personnels paramédicaux au sein des structures de santé en matière de gestion des équipes et des activités ainsi que d'assurer une meilleure prise en charge de la population. La formation permettra de préparer les étudiants à l'exercice des fonctions d'animation et de gestion d'une part, de formation et de pédagogie d'autre part, en leur apportant les concepts, les savoirs et les pratiques nécessaires.

La formation a pour objectif de préparer les étudiants à l'exercice des fonctions d'animation et de gestion d'une part, de formation et de pédagogie d'autre part, en leur apportant les concepts, les savoirs et les pratiques nécessaires. Les stages qui seront réalisés durant la formation devront leur permettre un apprentissage pratique et approfondi de leurs fonctions de cadre par une application concrète.

Le coût total prévisionnel de l'opération s'élève à 29 099,79 euros HTVA, soit 3 472 529 F CFP HTVA.

#### Art. 3. — *Exécution de la convention*

L'opération devra se réaliser selon le calendrier prévisionnel suivant :

##### 1 - *Durée de la convention*

##### *Prise d'effet de la convention :*

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

##### *Date de fin de la convention :*

La présente convention prendra fin dès le versement du solde de l'opération.

##### 2 - *Commencement d'exécution de l'opération*

La Polynésie française s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'accusé réception du dossier d'engagement.

##### 3 - *Date limite de réalisation*

La Polynésie française s'engage à terminer l'opération avant le 30 août 2013.

##### 4 - *Date limite de transmission des justificatifs pour le solde*

Les justificatifs pour le solde devront être produits impérativement dans le délai maximal de 12 mois après la date d'achèvement de l'opération précitée.

A défaut de production dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement du solde.

**Art. 4. — Plan de financement**

L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon le plan de financement HTVA suivant :

Partenaires financiers	Montant de la participation		Taux de participation
	en euros	en F CFP	%
Etat	14 549,90	1 736 265	50
Polynésie française	14 549,89	1 736 264	50
Total	29 099,79	3 472 529	100

La TVA sera à la charge de la Polynésie française.

**Art. 5. — Engagements financiers****1 - Engagement de l'Etat**

L'Etat s'engage à apporter son concours financier à la Polynésie française pour la réalisation de l'opération tel que précisé au plan de financement figurant à l'article 4 de la présente convention.

Le concours financier de l'Etat est imputé sur les crédits délégués par le ministère des outre-mer sur le centre financier 0123-D987-D987, domaine fonctionnel 0123-02-02, groupe de marchandise 10.06.01.

Le concours financier de l'Etat est de 14 549,90 euros HTVA, soit 1 736 265 F CFP HTVA.

**2 - Engagement de la Polynésie française**

a) La Polynésie française s'engage à financer l'opération dans les termes précisés au plan de financement figurant à l'article 4 de la présente convention.

La dépense budgétaire est imputée sur le chapitre 970, sous-chapitre 970.01.

Le concours financier de la Polynésie française est de 14 549,89 euros HTVA, soit 1 736 264 F CFP HTVA.

Au titre de la même imputation et selon le même échéancier de versement que celui prévu à l'article 7, la Polynésie française garantit, en complément, le paiement de la TVA à hauteur de 29,37 euros, soit 3 505 F CFP. Ce montant sera ajusté en fonction du coût total HTVA de l'opération et du taux de TVA qui lui est applicable.

b) En cas de modification du plan de financement initial exposé à l'article 4, la Polynésie française devra en informer l'Etat.

**3 - Dispositions générales**

En tout état de cause et sous réserve des dispositions de l'article 6 ci-dessous, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût prévisionnel indiqué à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours de l'Etat et de la Polynésie française sera plafonné à hauteur du montant prévu à l'article 4 ci-dessus ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours de l'Etat et de la Polynésie française sera calculé au prorata du montant au coût réel HTVA indiqué dans l'attestation de fin de l'opération.

**Art. 6. — Clause dérogatoire de révision**

Une révision à la hausse des financements de l'Etat et de la Polynésie française pour la réalisation de l'opération pourra être présentée dans le cadre des redéploiements de crédits prévus à l'article 13, 2e alinéa du chapitre 5 du contrat de projets, par voie d'avenant à la présente convention pour tenir compte :

- des résultats issus des consultations supérieurs au coût prévisionnel indiqué à l'article 2 ci-dessus ;
- de l'augmentation éventuelle du coût des prestations intellectuelles ou honoraires.

Cette révision ne peut intervenir que dans les conditions limitatives suivantes :

- l'opération n'aura pas connu de commencement d'exécution (absence de la lettre de commande) ;
- l'opération a été suspendue pour faire face à une situation exceptionnelle dûment justifiée par la Polynésie française au comité opérationnel.

**Art. 7. — Modalités de paiement**

Sous réserve de la disponibilité des crédits, les modalités de versement des financements conformes aux engagements financiers de l'Etat et de la Polynésie française définis au 5.1 et 5.2 sont les suivantes :

- une avance pourra être versée jusqu'à hauteur de 30 % du montant prévisionnel de la participation financière de chacun des partenaires, sur présentation de la Polynésie française de justificatifs de démarrage de l'opération (attestation de démarrage) ;
- des acomptes peuvent être versés jusqu'à hauteur de 80 % du montant prévisionnel de la participation financière de chacun des partenaires, sur présentation de justificatifs de l'Etat d'avancement financier (état de mandatement HTVA visé par le payeur de la Polynésie française et situation d'avancement de l'opération certifiée exacte ou facture acquittée) ;
- le solde sera versé sur production par la Polynésie française de la justification technique et financière de la réalisation effective de l'opération et de la concordance de ses caractéristiques avec celles du dossier d'engagement (états de mandatement HTVA et TTC visés par le payeur de la Polynésie française et une attestation de fin de formation).

Prise en compte des mandats : seuls seront retenus les documents dont la date respecte les délais prévus de début et de fin d'opération prolongée douze mois (pour tenir compte du délai global de paiement).

**Art. 8. — Autres engagements de la Polynésie française**

En contrepartie des engagements précédents, la Polynésie française s'engage à :

- respecter le plan de financement prévu à l'article 4 ;
- réaliser ou faire réaliser l'opération définie à l'article 2 ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit de l'Etat ;
- exécuter cette opération dans les délais prévus à l'article 3 ;
- tenir une comptabilité particulière à l'opération dans le cadre de son plan comptable général ;

- faciliter les contrôles, sur pièces, techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles ;
- fournir toute information utile au suivi et à l'évaluation du projet par le comité opérationnel visé à l'article 8.2 du contrat de projets ;
- porter à la connaissance du public les éléments d'information prévus à l'article 11 du contrat de projets ;
- faire référence à la participation de chacun des partenaires financiers dans le cadre du contrat de projets, à l'occasion de chaque action de médiatisation.

#### Art. 9. — *Contrôle*

##### a) Contrôle de la légalité

Le haut-commissaire s'assure du respect par la Polynésie française des procédures légales de passation des marchés publics. Pour ce faire, la Polynésie française transmettra au fur et à mesure de la procédure de passation des marchés, les pièces permettant de s'assurer de la légalité de la procédure.

##### b) Contrôle de la réalisation de l'opération

Les services de l'Etat et les services territoriaux de la Polynésie française désignés pour instruire l'opération assureront conjointement et sous l'autorité respective du haut-commissaire de la République et du Président de la Polynésie française, le contrôle de la réalisation de l'opération.

#### Art. 10. — *Conséquences du non-respect des engagements*

Il sera mis fin à l'aide et le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de :

- refus de la Polynésie française de se soumettre aux contrôles ;
- non-respect des clauses de la présente convention ;
- non-exécution partielle ou totale de l'opération dans les délais prévus à l'article 3 ;
- constat d'un changement dans l'objet du financement ou dans l'affectation de la dépense de fonctionnement sans autorisation préalable expresse donnée dans les mêmes formes que la décision attributive.

En cas d'abandon de l'opération, la Polynésie française s'engage à en informer l'Etat sans délai, par écrit, et à demander qu'il soit mis fin à la convention. Elle devra procéder au reversement des sommes perçues non utilisées dans les plus brefs délais.

#### Art. 11. — *Caducité de la convention*

La convention deviendra caduque de plein droit si :

- l'exécution de l'opération a commencé avant la date d'accusé de réception du dossier complet d'engagement sauf dérogation prévue à l'article 9.3 du contrat de projets ;
- l'opération ne fait pas l'objet d'un commencement d'exécution dans le délai prévu à l'article 3.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai prévu à cet article entraîne la caducité de la présente convention, sauf autorisation de report limitée à un an octroyée par les partenaires financiers, par avenant modificatif, sur demande justifiée de la Polynésie française antérieure à l'expiration de ce délai.

#### Art. 12. — *Modifications*

Sur demande de la Polynésie française présentée dans les délais prévus à l'article 3, les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant, soumis à la signature des parties.

#### Art. 13. — *Responsabilité civile et financière*

La Polynésie française en sa qualité de maître d'ouvrage, assure les conséquences directes des responsabilités civiles et financières qu'elle encourt en application du droit commun dans le cadre de l'exécution des dispositions de la présente convention.

Fait en 4 exemplaires originaux.

Pour la Polynésie française :  
*Le Président*  
*de la Polynésie française.*

Pour l'Etat :  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général,*  
*du haut-commissariat,*  
Gilles CANTAL.

**CONVENTION D'APPLICATION n° 358-12 du 27 novembre 2012 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'opération "Organisation du service de soins de l'hôpital de Taravao" de l'action 1.5 "Former les professionnels de santé" dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Santé", modifiée, programmation 2012 (contrat de projets 2008-2013).**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi de finances n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 pour 2012 ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 92-1176 du 30 octobre 1992 modifié relatif à la Caisse française de développement ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement auquel il est fait référence à l'article 9.6 du contrat de projets ;

Vu le contrat de projets 2008-2013 signé entre l'Etat et la Polynésie française le 27 mai 2008 modifié ;

Vu la convention d'exécution n° 171-08 du 21 juillet 2008 modifiée relative au volet santé ;

Vu la MADI AE n° 2 000 078 594 du 18 octobre 2012 d'un montant de 12 196 138 euros délégué sur le programme "Conditions de vie outre-mer" du ministère des outre-mer ;

Vu la demande présentée par le bénéficiaire le 8 septembre 2011, le dossier d'engagement (prévu à l'article 9.4 du contrat de projets) ayant été déclaré complet par accusé de réception n° 544-2012 VP/DBP du 11 octobre 2012,

- L'Etat (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Et :

- La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,

Conviennt de ce qui suit :

#### Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour but d'arrêter le montant, les modalités et les conditions de la participation en fonctionnement de l'Etat et de la Polynésie française aux dépenses liées à la réalisation de l'opération "Organisation du service de soins de l'hôpital de Taravao" de l'action 1.5 "Former les professionnels de santé", de la programmation 2012, du volet santé du contrat de projets Etat/Polynésie française 2008-2013.

L'ensemble des dépenses relatives à la réalisation de cette action sera ci-après dénommé "opération".

Au titre de la présente convention, les dépenses telles que décrites dans le dossier d'engagement qui sont prises en considération dans la présentation des bilans financiers, sont les suivantes :

- Les honoraires de formation.

#### Art. 2. — *Description et coût de l'opération*

L'hôpital de Taravao, prenant acte de l'évolution des besoins de santé, de l'existence de contraintes internes et externes, a décidé de s'engager dans une démarche en vue de mettre en œuvre une organisation pertinente et optimale de ses services de soins.

A travers cette opération, la mise d'une formation en faveur de tous ses agents, permettra à l'organisation, une efficience des services de soins afin d'offrir des soins continus et adaptés aux besoins de santé de la population de la côte sud de Tahiti.

L'objectif du projet est donc de réaliser d'une part un état des lieux pour connaître précisément la situation actuelle de l'organisation des services de soins de l'hôpital de Taravao et aussi l'implication des personnels et d'autre part proposer une organisation du service des soins adaptée à l'hôpital de Taravao.

Un programme prévisionnel de l'opération est annexé à la présente convention à titre indicatif.

Le coût total prévisionnel de l'opération s'élève à 22 397,45 euros HTVA, soit 2 672 727 F CFP HTVA.

#### Art. 3. — *Exécution de la convention*

L'opération devra se réaliser selon le calendrier prévisionnel suivant :

##### 1 - Durée de la convention

##### *Prise d'effet de la convention :*

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

##### *Date de fin de la convention :*

La présente convention prendra fin dès le versement du solde de l'opération.

##### 2 - Commencement d'exécution de l'opération

La Polynésie française s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'accusé réception du dossier d'engagement.

##### 3 - Date limite de réalisation :

La Polynésie française s'engage à terminer l'opération dans un délai maximal de 24 mois à compter de la date de démarrage de l'opération.

##### 4 - Date limite de transmission des justificatifs pour le solde

Les justificatifs pour le solde devront être produits impérativement dans le délai maximal de 12 mois à compter de la date d'achèvement de l'opération précitée.

A défaut de production dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement du solde.

#### Art. 4. — *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon le plan de financement HTVA suivant :

Partenaires financiers	Montant de la participation		Taux de participation
	en euros	en F CFP	%
Etat	11 198,72	1 336 363	50
Polynésie française	11 198,73	1 336 364	50
<b>Total</b>	<b>22 397,45</b>	<b>2 672 727</b>	<b>100</b>

La TVA sera à la charge de la Polynésie française.

#### Art. 5. — *Engagements financiers*

##### 1 - Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à apporter son concours financier à la Polynésie française pour la réalisation de l'opération tel que précisé au plan de financement figurant à l'article 4 de la présente convention.

Le concours financier de l'Etat est imputé sur les crédits délégués par le ministère des outre-mer sur le centre financier 0123-D987-D987, domaine fonctionnel 0123-02-02, groupe de marchandise 10.06.01.

Le concours financier de l'Etat est de 11 198,72 euros HTVA, soit 1 336 363 F CFP HTVA.

## 2 - Engagement de la Polynésie française

a) La Polynésie française s'engage à financer l'opération dans les termes précisés au plan de financement figurant à l'article 4 de la présente convention.

La dépense budgétaire est imputée sur le chapitre 970, sous-chapitre 970.01.

Le concours financier de la Polynésie française est de 11 198,73 euros HTVA, soit 1 336 364 F CFP HTVA.

À titre de la même imputation et selon le même échéancier de versement que celui prévu à l'article 7, la Polynésie française garantit, en complément, le paiement de la TVA à hauteur de 2 239,75 euros, soit 267 273 F CFP. Ce montant sera ajusté en fonction du coût total HTVA de l'opération et du taux de TVA qui lui est applicable.

b) En cas de modification du plan de financement initial exposé à l'article 4, la Polynésie française devra en informer l'Etat.

## 3 - Dispositions générales

En tout état de cause et sous réserve des dispositions de l'article 6 ci-dessous, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût prévisionnel indiqué à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours de l'Etat et de la Polynésie française sera plafonné à hauteur du montant prévu à l'article 4 ci-dessus ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours de l'Etat et de la Polynésie française sera calculé au prorata du montant au coût réel HTVA indiqué dans l'attestation de fin de l'opération.

### Art. 6. — *Clause dérogatoire de révision*

Une révision à la hausse des financements de l'Etat et de la Polynésie française pour la réalisation de l'opération pourra être présentée dans le cadre des redéploiements de crédits prévus à l'article 13, 2e alinéa du chapitre 5 du contrat de projets, par voie d'avenant à la présente convention pour tenir compte notamment :

- des résultats issus des consultations supérieurs au coût prévisionnel indiqué à l'article 2 ci-dessus ;
- de l'augmentation éventuelle du coût des prestations intellectuelles ou honoraires.

### Art. 7. — *Modalités de paiement*

Sous réserve de la disponibilité des crédits, les modalités de versement des financements conformes aux engagements financiers de l'Etat et de la Polynésie française définis au 5.1 et 5.2 sont les suivantes :

- une avance pourra être versée jusqu'à hauteur de 30 % du montant prévisionnel de la participation financière de chacun des partenaires, sur présentation de la Polynésie française de justificatifs de démarrage de l'opération (certificat administratif de démarrage d'opération) ;
- des acomptes peuvent être versés jusqu'à hauteur de 80 % du montant prévisionnel de la participation financière de chacun des partenaires, sur présentation de

justificatifs de l'Etat d'avancement financier (état de mandatement HTVA visé par le payeur de la Polynésie française et situation d'avancement de l'opération certifiée exacte ou facture acquittée) ;

- le solde sera versé sur production par la Polynésie française de la justification technique et financière de la réalisation effective de l'opération et de la concordance de ses caractéristiques avec celles du dossier d'engagement (états de mandatement HTVA et TTC visés par le payeur de la Polynésie française et courrier attestant de la réalisation effective de l'opération).

Prise en compte des mandats : seuls seront retenus les documents dont la date respecte les délais prévus de début et de fin d'opération prolongée douze mois (pour tenir compte du délai global de paiement).

### Art. 8. — *Autres engagements de la Polynésie française*

En contrepartie des engagements précédents, la Polynésie française s'engage à :

- respecter le plan de financement prévu à l'article 4 ;
- réaliser ou faire réaliser l'opération définie à l'article 2 ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit de l'Etat ;
- exécuter cette opération dans les délais prévus à l'article 3 ;
- tenir une comptabilité particulière à l'opération dans le cadre de son plan comptable général ;
- faciliter les contrôles, sur pièces, techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles ;
- fournir toute information utile au suivi et à l'évaluation du projet par le comité opérationnel visé à l'article 8.2 du contrat de projets ;
- porter à la connaissance du public les éléments d'information prévus à l'article 11 du contrat de projets ;
- faire référence à la participation de chacun des partenaires financiers dans le cadre du contrat de projets, à l'occasion de chaque action de médiatisation.

### Art. 9. — *Contrôle*

#### a) Contrôle de la légalité

Le haut-commissaire s'assure du respect par la Polynésie française des procédures légales de passation des marchés publics. Pour ce faire, la Polynésie française transmettra au fur et à mesure de la procédure de passation des marchés, les pièces permettant de s'assurer de la légalité de la procédure.

#### b) Contrôle de la réalisation de l'opération

Les services de l'Etat et les services territoriaux de la Polynésie française désignés pour instruire l'opération assureront conjointement et sous l'autorité respective du haut-commissaire de la République et du Président de la Polynésie française, le contrôle de la réalisation de l'opération.

### Art. 10. — *Conséquences du non-respect des engagements*

Il sera mis fin à l'aide et le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de :

- refus de la Polynésie française de se soumettre aux contrôles ;

- non-respect des clauses de la présente convention ;
- non-exécution partielle ou totale de l'opération dans les délais prévus à l'article 3 ;
- constat d'un changement dans l'objet du financement ou dans l'affectation de la dépense de fonctionnement sans autorisation préalable expresse donnée dans les mêmes formes que la décision attributive.

En cas d'abandon de l'opération, la Polynésie française s'engage à en informer l'Etat sans délai, par écrit, et à demander qu'il soit mis fin à la convention. Elle devra procéder au reversement des sommes perçues non utilisées dans les plus brefs délais.

#### Art. 11. — *Caducité de la convention*

La convention deviendra caduque de plein droit si :

- l'exécution de l'opération a commencé avant la date d'accusé de réception du dossier complet d'engagement sauf dérogation prévue à l'article 9.3 du contrat de projets ;
- l'opération ne fait pas l'objet d'un commencement d'exécution dans le délai prévu à l'article 3.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai prévu à cet article entraîne la caducité de la présente convention, sauf autorisation de report octroyée par les partenaires financiers, par avenant modificatif, sur demande justifiée de la Polynésie française antérieure à l'expiration de ce délai.

#### Art. 12. — *Modifications*

Sur demande de la Polynésie française présentée dans les délais prévus à l'article 3, les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant, soumis à la signature des parties.

#### Art. 13. — *Responsabilité civile et financière*

La Polynésie française en sa qualité de maître d'ouvrage, assure les conséquences directes des responsabilités civiles et financières qu'elle encourt en application du droit commun dans le cadre de l'exécution des dispositions de la présente convention.

Fait en 4 exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2012.

Pour la Polynésie française :  
*Le Président  
de la Polynésie française.*

Pour l'Etat :  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général,  
du haut-commissariat,  
Gilles CANTAL.*

**CONVENTION D'APPLICATION n° 371-12 du 3 décembre 2012 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'opération "Travaux de rénovation des logements de passage et de fonction de l'hôpital de Taiohae" de l'action 1.3 "Entretien et maintenir les infrastructures" dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Santé", modifiée, programmation 2011 (contrat de projets 2008-2013).**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi de finances n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 pour 2012 ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 92-1176 du 30 octobre 1992 modifié relatif à la caisse française de développement ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement auquel il est fait référence à l'article 9.6 du contrat de projets ;

Vu le contrat de projets 2008-2013 signé entre l'Etat et la Polynésie française le 27 mai 2008 modifié ;

Vu la convention d'exécution n° 171-08 du 21 juillet 2008 modifiée relative au volet santé ;

Vu la MADI AE n° 2000078594 du 18 octobre 2012 d'un montant de 12 196 138 euros délégué sur le programme "conditions de vie outre mer" du ministère des outre-mer ;

Vu la demande présentée par le bénéficiaire le 26 octobre 2012, le dossier d'engagement (prévu à l'article 9.4 du contrat de projets) ayant été déclaré complet par accusé de réception n° 586-2012 VP/DBP du 31 octobre 2012,

- L'Etat (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Et :

- La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,

Conviennt de ce qui suit :

#### Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour but d'arrêter le montant, les modalités et les conditions de la participation en investissement de l'Etat et de la Polynésie française aux dépenses liées à la réalisation de l'opération "Travaux de rénovation des logements de passage et de fonction de l'hôpital de Taiohae" de l'action 1.3 "Entretien et maintenir les infrastructures", de la programmation 2011, du volet "Santé" du contrat de projets Etat/Polynésie française 2008-2013.

L'ensemble des dépenses relatives à la réalisation de cette action sera ci-après dénommé "opération".

Au titre de la présente convention, les dépenses telles que décrites dans le dossier d'engagement qui sont prises en considération dans la présentation des bilans financiers, sont les suivantes :

- travaux de réhabilitation.



**Art. 2. — Description et coût de l'opération**

L'opération consiste à effectuer des travaux de remise aux normes, de rénovation et de réaménagement afin d'accueillir le personnel de santé ainsi que la population dans des structures conformes aux règles d'hygiène et sanitaires et de sécurité.

Un programme prévisionnel de l'opération est annexé à la présente convention à titre indicatif.

Le coût total prévisionnel de l'opération s'élève à 238 238,37 euros HTVA, soit 28 429 400 F CFP HTVA.

**Art. 3. — Exécution de la convention**

L'opération devra se réaliser selon le calendrier prévisionnel suivant :

**1 - Durée de la convention****Prise d'effet de la convention :**

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

**Date de fin de la convention :**

La présente convention prendra fin dès le versement du solde de l'opération.

**2 - Commencement d'exécution de l'opération**

La Polynésie française s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'accusé réception du dossier d'engagement.

**3 - Date limite de réalisation :**

La Polynésie française s'engage à terminer l'opération dans un délai de 24 mois à compter du démarrage de l'opération précitée.

**4 - Date limite de transmission des justificatifs pour le solde**

Les justificatifs pour le solde devront être produits impérativement dans le délai maximal de 12 mois à compter de la date de fin de l'opération précitée.

A défaut de production dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement du solde.

**Art. 4. — Plan de financement**

L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon le plan de financement HTVA suivant :

Partenaires financiers	Montant de la participation		Taux de participation
	en euros	en F CFP	%
Etat	119 119,18	14 214 700	50
Polynésie française	119 119,19	14 214 700	50
<b>Total</b>	<b>238 238,37</b>	<b>28 429 400</b>	<b>100</b>

La TVA sera à la charge de la Polynésie française.

**Art. 5. — Engagements financiers****1 - Engagement de l'Etat**

L'Etat s'engage à apporter son concours financier à la Polynésie française pour la réalisation de l'opération tel que précisé au plan de financement figurant à l'article 4 de la présente convention.

Le concours financier de l'Etat est imputé sur les crédits délégués par le ministère des outre-mer sur le centre financier 0123-D987-D987, domaine fonctionnel 0123-02-02, groupe de marchandise 10.06.01.

Le concours financier de l'Etat est de 119 119,18 euros HTVA soit 14 214 700 F CFP HTVA.

**2 - Engagement de la Polynésie française**

a) La Polynésie française s'engage à financer l'opération dans les termes précisés au plan de financement figurant à l'article 4 de la présente convention.

La dépense budgétaire est imputée sur le chapitre 901, sous-chapitre 901.04, AP n° 306-2011.

Le concours financier de la Polynésie française est de 119 119,19 euros HTVA, soit 14 214 700 F CFP HTVA.

Au titre de la même imputation et selon le même échéancier de versement que celui prévu à l'article 7, la Polynésie française garantit, en complément, le paiement de la TVA à hauteur de 23 823,84 euros, soit 2 842 940 F CFP. Ce montant sera ajusté en fonction du coût total HTVA de l'opération et du taux de TVA qui lui est applicable.

b) En cas de modification du plan de financement initial exposé à l'article 4, la Polynésie française devra en informer l'Etat.

**3 - Dispositions générales**

En tout état de cause et sous réserve des dispositions de l'article 6 ci-dessous, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût prévisionnel indiqué à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours de l'Etat et de la Polynésie française sera plafonné à hauteur du montant prévu à l'article 4 ci-dessus ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours de l'Etat et de la Polynésie française sera calculé au prorata du montant au coût réel HTVA indiqué dans l'attestation de fin de l'opération.

**Art. 6. — Clause dérogatoire de révision**

Une révision à la hausse des financements de l'Etat et de la Polynésie française pour la réalisation de l'opération pourra être présentée dans le cadre des redéploiements de crédits prévus à l'article 13, 2e alinéa du chapitre 5 du contrat de projets, par voie d'avenant à la présente convention pour tenir compte notamment :

- des résultats issus des consultations supérieurs au coût prévisionnel indiqué à l'article 2 ci-dessus ;
- de l'augmentation éventuelle du coût des prestations intellectuelles ou honoraires.

*Art. 7. — Modalités de paiement*

Sous réserve de la disponibilité des crédits, les modalités de versement des financements conformes aux engagements financiers de l'Etat et de la Polynésie française définis au 5.1 et 5.2 sont les suivantes :

- une avance pourra être versée jusqu'à hauteur de 30 % du montant prévisionnel de la participation financière de chacun des partenaires, sur présentation de la Polynésie française de justificatifs de démarrage de l'opération (certificat administratif de démarrage d'opération) ;
- des acomptes peuvent être versés jusqu'à hauteur de 80 % du montant prévisionnel de la participation financière de chacun des partenaires, sur présentation de justificatifs de l'Etat d'avancement financier (état de mandatement HTVA visé par le payeur de la Polynésie française et situation d'avancement de l'opération certifiée exacte ou facture acquittée).
- le solde sera versé sur production par la Polynésie française de la justification technique et financière de la réalisation effective de l'opération et de la concordance de ses caractéristiques avec celles du dossier d'engagement (états de mandatement HTVA et TTC visés par le payeur de la Polynésie française et courrier attestant de la réalisation effective de l'opération).

Prise en compte des mandats : seuls seront retenus les documents dont la date respecte les délais prévus de début et de fin d'opération prolongée de douze mois (pour tenir compte du délai global de paiement).

*Art. 8. — Autres engagements de la Polynésie française*

En contrepartie des engagements précédents, la Polynésie française s'engage à :

- respecter le plan de financement prévu à l'article 4 ;
- réaliser ou faire réaliser l'opération définie à l'article 2 ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit de l'Etat ;
- exécuter cette opération dans les délais prévus à l'article 3 ;
- tenir une comptabilité particulière à l'opération dans le cadre de son plan comptable général,
- faciliter les contrôles, sur pièces, techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles ;
- fournir toute information utile au suivi et à l'évaluation du projet par le comité opérationnel visé à l'article 8.2 du contrat de projets ;
- porter à la connaissance du public les éléments d'information prévus à l'article 11 du contrat de projets ;
- faire référence à la participation de chacun des partenaires financiers dans le cadre du contrat de projets, à l'occasion de chaque action de médiatisation.

*Art. 9. — Contrôle**a) Contrôle de la légalité*

Le haut-commissaire s'assure du respect par la Polynésie française des procédures légales de passation des marchés publics. Pour ce faire, la Polynésie française transmettra au fur et à mesure de la procédure de passation des marchés, les pièces permettant de s'assurer de la légalité de la procédure.

*b) Contrôle de la réalisation de l'opération*

Les services techniques de l'Etat et de la Polynésie française assureront, sous l'autorité respective du haut-commissaire de la République et du Président de la Polynésie française, le contrôle de la réalisation de l'opération.

*Art. 10. — Conséquences du non-respect des engagements*

Il sera mis fin à l'aide et le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de :

- refus de la Polynésie française de se soumettre aux contrôles ;
- non-respect des clauses de la présente convention ;
- non-exécution partielle ou totale de l'opération dans les délais prévus à l'article 3 ;
- constat d'un changement dans l'objet du financement ou dans l'affectation de la dépense sans autorisation préalable expresse donnée dans les mêmes formes que la décision attributive.

En cas d'abandon de l'opération, la Polynésie française s'engage à en informer l'Etat sans délai, par écrit, et à demander qu'il soit mis fin à la convention. Elle devra procéder au reversement des sommes perçues non utilisées dans les plus brefs délais.

*Art. 11. — Caducité de la convention*

La convention deviendra caduque de plein droit si :

- l'exécution de l'opération a commencé avant la date d'accusé de réception du dossier complet d'engagement sauf dérogation prévue à l'article 9.3 du contrat de projets ;
- l'opération ne fait pas l'objet d'un commencement d'exécution dans le délai prévu à l'article 3.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai prévu à cet article entraîne la caducité de la présente convention, sauf autorisation de report octroyée par les partenaires financiers, par avenant modificatif, sur demande justifiée de la Polynésie française antérieure à l'expiration de ce délai.

*Art. 12. — Modifications*

Sur demande de la Polynésie française présentée dans les délais prévus à l'article 3, les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant, soumis à la signature des parties.

*Art. 13. — Responsabilité civile et financière*

La Polynésie française en sa qualité de maître d'ouvrage, assure les conséquences directes des responsabilités civiles et financières qu'elle encourt en application du droit commun dans le cadre de l'exécution des dispositions de la présente convention.

Fait en 4 exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le 3 décembre 2012.

Pour la Polynésie française :  
Le Président  
de la Polynésie française.

Pour l'Etat :  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
Le secrétaire général,  
du haut-commissariat,  
Gilles CANTAL.

**AVENANT n° 359-12 du 27 novembre 2012 à la convention d'application n° 38-10 du 18 février 2010 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'opération de construction et d'aménagement d'un logement de fonction pour les besoins du personnel de santé, situé sur l'atoll de Tikehau, dans l'archipel des Tuamotu-Gambier, dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Santé", action 1.1 "Construire des centres de santé et des logements" (contrat de projets 2008-2013).**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi de finances n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 pour 2009 ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 92-1176 du 30 octobre 1992 modifié relatif à la caisse française de développement ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement auquel il est fait référence à l'article 9.6 du contrat de projets ;

Vu le contrat de projets 2008-2013 signé entre l'Etat et la Polynésie française le 27 mai 2008 ;

Vu la convention d'exécution n° 171-08 du 21 juillet 2008 modifiée relative au volet santé ;

Vu la délégation d'autorisation d'engagement n° 123PFM0387006401 du 21 janvier 2009 d'un montant de 167 891 339 euros délégué sur le programme 123 "conditions de vie outre-mer" du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

Vu la demande présentée par le bénéficiaire le 12 octobre 2009 par lettre n° 1884 MSP, le dossier d'engagement (prévu à l'article 9.4 du contrat de projets) ayant été déclaré complet par accusé de réception du 16 novembre 2009 ;

Vu le courrier n° 5668 PR du 22 octobre 2012 relatif à une demande de prolongation du délai de fin d'opération,

- L'Etat (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Et :

- La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,

Conviennt de ce qui suit :

#### Article 1er. — *Objet*

Le présent avenant à la convention n° 38-10 du 18 février 2011 repousse la date limite de fin d'opération, ce qui porte le délai de fin de l'opération de 24 mois à 36 mois.

#### Art. 2. — *Exécution de l'avenant*

L'article 3, paragraphe 3 de la convention susvisée est modifié comme suit :

*Au lieu de :* "La Polynésie française s'engage à terminer l'opération dans un délai de 24 mois à compter de la date de démarrage de ladite opération, précisée sur l'attestation de commencement des travaux, la lettre de commande ou l'ordre de service de démarrage des études prévues au marché, conformément au délai d'exécution prévu au dossier technique."

*Lire :* "La Polynésie française s'engage à terminer l'opération dans un délai de 36 mois à compter de la date de démarrage de ladite opération, précisée sur l'attestation de commencement des travaux, la lettre de commande ou l'ordre de service de démarrage des études prévues au marché."

#### Art. 3. — *Disposition finale*

Toutes les autres dispositions de la convention susvisée modifiée restent inchangées.

Fait en 4 exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2012.

Pour la Polynésie française :  
*Le Président  
de la Polynésie française.*

Pour l'Etat :  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général,  
du haut-commissariat,  
Gilles CANTAL.*

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE SA COMMISSION PERMANENTE

**DELIBERATION n° 2012-55 APF du 10 décembre 2012 portant modification de la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures".**

NOR : DAE1202311DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1680 CM du 19 novembre 2012 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 7053-2012 APF/SG du 23 novembre 2012 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 115-2012 du 21 novembre 2012 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 10 décembre 2012,

Adopte :

**Article 1er.**— L'article 7 de la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée susvisée est rédigé ainsi qu'il suit :

**"Art. 7.**— Pour chaque produit, le montant de stabilisation unitaire est la différence entre le prix de revient toutes taxes comprises et marges réglementaires comprises et le prix de vente fixé par le conseil des ministres.

"Les montants de stabilisation sont définis, en francs CFP par kilogramme pour le gaz butane et en francs CFP par litre pour chacun des autres produits mentionnés à l'article 2 de la présente délibération.

"Les montants de stabilisation sont fixés par arrêté pris en conseil des ministres, sous réserve que les dépenses unitaires du fonds, exprimées en francs CFP par litre ou par kilogramme, ne dépassent pas les valeurs suivantes pour les produits hydrocarbures suivants :

- essences à teneur en plomb inférieur à 0,013 g/litre destinées aux entreprises perlicoles dûment agréées : 0 F CFP/litre ;
- gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea : 20 F CFP/litre ;
- gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime entre Tahiti et Moorea : 18 F CFP/litre ;
- gazole destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire : 27 F CFP/litre ;
- gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français muni d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle : 52 F CFP/litre ;
- gazole destiné aux entreprises perlicoles dûment agréées : 0 F CFP/litre."

**Art. 2.**— Les dispositions de la présente délibération entrent en vigueur à compter du 1er janvier 2013.

**Art. 3.**— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire      Le Président,*  
Juliana MATI.      Jacqui DROLLET.

**AVIS n° 2012-8 A/APF du 12 décembre 2012 sur le projet de modification des limites territoriales entre les deux sections de communes de Parea et Haapu sur le territoire de la commune de Huahine.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 807 DRCL du 9 juillet 2012 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de modification des limites territoriales entre les deux sections de communes de Parea et Haapu sur le territoire de la commune de Huahine ;

Vu la lettre n° 7053-2012 APF/SG du 23 novembre 2012 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 72-2012 du 22 août 2012 de la commission des institutions et des relations internationales ;

Dans sa séance du 12 décembre 2012,

Emet l'avis suivant :

Le projet de modification des limites territoriales entre les deux sections de communes de Parea et Haapu sur le territoire de la commune de Huahine recueille un avis favorable de l'assemblée de la Polynésie française.

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire et au Président de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Juliana MATI.

Le président,  
Jacqui DROLLET.

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 1818 CM du 13 décembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française dans le cadre de l'organisation de la foire agricole 2012.**

NOR : SDR1202141AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'une subvention de l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française en date du 5 septembre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *trois cent soixante mille francs CFP* (360 000 F CFP) en faveur de l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française dans le cadre de l'organisation de la foire agricole 2012.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-01, article 6574, centre de travail 740-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte de l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française, selon les modalités et dans les conditions déterminées par une convention séparée :

- une 1<sup>re</sup> fraction de 50 %, soit *cent quatre-vingt mille francs CFP* (180 000 F CFP) à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- et le solde de 50 %, soit *cent quatre-vingt mille francs CFP* (180 000 F CFP) sur présentation des pièces justificatives de la 1<sup>re</sup> fraction perçue.

Art. 4.— L'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès du service du développement rural, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté, dans un délai de 6 mois à compter de la date du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination autre que celle prévue à l'article 1<sup>er</sup>, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :  
Le ministre de l'économie, des finances,  
du travail et de l'emploi,  
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'agriculture,  
de l'élevage et de la forêt,  
Kalani TEIXEIRA.



**MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ELEVAGE ET DE LA FORÊT,  
en charge de la promotion et de la formation  
aux métiers de la terre,  
de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies**

POLYNESIE FRANÇAISE

CONVENTION N°

/ MAE / du

## CONVENTION

**DEFINISSANT LES OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION D'ELEVEURS  
ET D'AGRICULTEURS DE LA POLYNESIE FRANCAISE ET LES  
OBJECTIFS A ATTEINDRE AU MOYEN DE LA SUBVENTION DE  
FONCTIONNEMENT ACCORDEE PAR LA POLYNESIE FRANÇAISE  
POUR LA FOIRE AGRICOLE 2012**

« LE BENEFICIAIRE »

**L'ASSOCIATION D'ELEVEURS ET  
D'AGRICULTEURS DE LA POLYNESIE  
FRANCAISE**

### IMPUTATIONS BUDGETAIRES

CHAPITRE	ARTICLE	N° AP	N° AAP	MONTANT TTC
<b>96501</b>	<b>6574</b>			<b>360 000</b>

DATE D'APPROBATION

CONVENTION n° MAE du définissant les obligations de l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention de fonctionnement accordée par la Polynésie française dans le cadre de l'organisation de la foire agricole 2012.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1695 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'une subvention de l'association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française en date du 5 septembre 2012 ;

Vu l'arrêté n° 1818 CM du 13 décembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française dans le cadre de l'organisation de la foire agricole 2012,

Entre :

- La Polynésie française, pour le compte du service du développement rural (SDR), représentée par le Président de la Polynésie française, M. Oscar Manutahi Temaru,

d'une part,

Et :

- L'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française, représentée par M. Wilber White, son président, ci-après désignée l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française,

d'autre part,

Etant préalablement exposé que :

L'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française a été créée en juin 2005. Elle a pour but :

- l'amélioration des races d'animaux existantes et l'achat de races n'existant pas sur le territoire de la Polynésie française ;
- l'achat de produits nécessaires aux sociétaires ;
- la transformation, le conditionnement, la commercialisation des produits des sociétaires à condition qu'ils fassent la demande au conseil ;
- l'organisation et la participation aux foires agricoles ou commerciales.

L'association a participé à l'organisation de la foire agricole 2012 en y présentant leurs animaux d'élevage.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

#### Article 1er. — *Objet de la convention*

La présente convention a pour objet de définir les obligations de l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention accordée par la Polynésie française pour l'organisation de la foire agricole 2012.

Dans la limite des crédits disponibles et dans les conditions définies par la présente convention, la Polynésie française consent à l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française, qui l'accepte sans réserve ni restriction, l'octroi d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *trois cent soixante mille francs CFP* (360 000 F CFP).

#### Art. 2. — *Obligations du bénéficiaire de la subvention*

A l'exclusion de toutes autres dépenses, l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française est tenue d'affecter la subvention reçue à la couverture intégrale ou partielle des frais pour financer la foire agricole 2012 tels qu'ils ont été définis dans la demande du 5 septembre 2012.

#### Art. 3. — *Modalités de paiement*

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le payeur de la Polynésie française.

#### Art. 4. — *Imputation budgétaire*

La dépense est imputable au budget de fonctionnement, budget de la Polynésie française 100, exercice 2012, sous-chapitre 965-01, article 6574.

#### Art. 5. — *Modalités de versement*

Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte de l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française et selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *cent quatre-vingt mille francs CFP* (180 000 F CFP) à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- et le solde de 50 %, soit *cent quatre-vingt mille francs CFP* (180 000 F CFP) sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

L'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès du service du développement rural, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté, dans un délai de 6 mois à compter de la date du versement de ce dernier.

#### Art. 6. — *Remboursement*

A défaut de présentation des justificatifs définis aux articles 2 et 5 ou dans les cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination ou un emploi non conforme aux dispositions de la présente convention, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie des crédits perçus.



Art. 7. — *Election de domicile*

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile au service du développement rural (SDR), BP 100, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, Tahiti, Pirae, rue Tuterai-Tane, tél. : (689) 42 81 44, fax. : (689) 42 08 31, email : sdr.dir@rural.gov.pf, ou à l'Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la Polynésie française, BP 10200, 98711 Paea, tél. : (689) 73 31 54.

Art. 8. — *Litiges*

Les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sont portés, au gré de la partie la plus diligente et après vaine tentative de conciliation amiable, devant la juridiction compétente de Papeete, Tahiti.

Art. 9. — *Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires*

La présente convention est établie, au jour de la signature, en 5 exemplaires originaux (REG-MAE-Association d'éleveurs et d'agriculteurs de la PF-SDR-DGFP) pour une période de 6 mois.

Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à, le  
Pour l'association :

*Le président,*  
Wilber WHITE.

Fait à, le  
Pour la Polynésie française :  
*Le Président*  
*de la Polynésie française,*  
Oscar Manutahi TEMARU.

<sup>1</sup>Mention manuscrite "lue et approuvée" avant signature.

NOR : CSP1202502AC

**Par arrêté n° 1820 CM du 14 décembre 2012.** — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 8-2012 CSPC du 10 décembre 2012 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 2 de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 2012.

Le budget de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 2012, après intervention de la décision modificative n° 2, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de *deux milliards deux cent millions six cent quarante et un mille deux cent cinquante-trois francs CFP* (2 200 641 253 F CFP) se décompose comme suit (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
- Recettes	1 750 000 000	420 530 000	2 170 530 000
- Dépenses	1 780 641 253	420 000 000	2 200 641 253
Résultats	- 30 641 253	+ 530 000	- 30 111 253

L'équilibre budgétaire est assuré par la contraction du fonds de roulement de 30 111 253 F CFP.

DELIBERATION n° 8-2012 CSPC du 10 décembre 2012 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 2 de l'exercice de la Caisse de soutien des prix du coprah.

Le conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 67-99 du 11 août 1967 modifiée de l'assemblée de la Polynésie française créant une Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu la délibération n° 95-205 AT modifiée du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 32-2010 APF/SG du 4 mai 2010 prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 548 CM du 3 juin 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1584 CM du 16 septembre 2010 portant nomination de M. Patrice Perrin en qualité de directeur de la Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 1418 CM du 14 septembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 7-2012 CSPC du 20 septembre 2012 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 1 de l'exercice 2012 de la Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 741 CM du 18 juin 2012 portant nomination du commissaire de gouvernement auprès de la Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 1224 PR du 20 novembre 2012 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein du conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 10 décembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Le budget modifié n° 2 de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 2012, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de *deux milliards deux cent millions six cent quarante et un mille deux cent cinquante-trois francs CFP* est approuvé.

Il se décompose comme suit (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
- Recettes	1 750 000 000	420 530 000	2 170 530 000
- Dépenses	1 780 641 253	420 000 000	2 200 641 253
Résultats	- 30 641 253	+ 530 000	- 30 111 253

L'équilibre budgétaire est assuré par la contraction du fonds de roulement de 30 111 253 F CFP.

Art. 2. — Le directeur de l'établissement et l'agent comptable de la Caisse de soutien des prix du coprah sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Un administrateur,*  
Daniel LANGY.

*Le président*  
*du conseil d'administration*  
*de la Caisse de soutien*  
*des prix du coprah,*  
Pierre FREBAULT.

## **BUDGET PRINCIPAL**

### **CAISSE DE SOUTIEN AUX PRIX DU COPRAH**

#### **DECISION MODIFICATIVE DE l'EXERCICE 2012**

**DBM2**

**CADRE 1**  
**( DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 5 )**

Feuillet 1

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG	MONTANTS DES CREDITS						OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2011 à la date du 27/11/12 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2012 (2)	Montant reporté (3)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(3)+(4)-(5)	
									Augmentations (4)	Diminutions (5)		
60	6				<b>SECTION I - FONCTIONNEMENT</b>							
					ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS							
					ACHATS APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	337 384	350 000				350 000	
					Sous-total 606	337 384	350 000				350 000	
					Total chapitre 60.....	337 384	350 000				350 000	
61	5				ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES							
					TRAVAUX ENTRETIEN ET REPARATIONS	139 982	200 000				200 000	
					Sous-total 615	139 982	200 000				200 000	
					PRIMES ASSURANCES	61 134	90 000				90 000	
					Sous-total 616	61 134	90 000				90 000	
					Total chapitre 61.....	201 116	290 000				290 000	
62	5				AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI							
					DEPLACEMENTS MISSIONS ET RECEPTIONS	128 355	1 150 000				1 150 000	
					Sous-total 625	128 355	1 150 000				1 150 000	
					FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS	5 500	10 000				10 000	
					Sous-total 626	5 500	10 000				10 000	
					CHARGES EXTERNES DIVERSES	186 360	5 000 000				5 000 000	
					Sous-total 628	186 360	5 000 000				5 000 000	
					Total chapitre 62.....	320 215	6 160 000				6 160 000	
64	1				CHARGES DE PERSONNEL							
					REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET S/EMPLOI BLOQ	11 232 466	11 510 000				11 510 000	
					Sous-total 641	11 232 466	11 510 000				11 510 000	
					CHARGES SOCIALES CPS	2 424 584	2 500 000				2 500 000	
					Sous-total 645	2 424 584	2 500 000				2 500 000	
					AUTRES CHARGES SOCIALES	16 200	28 000				28 000	
					Sous-total 647	16 200	28 000				28 000	
					Total chapitre 64.....	13 673 250	14 038 000				14 038 000	

**CADRE 1**  
( DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4 )

Feuillet 2

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG		MONTANTS DES CREDITS					OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2011 à la date du 27/11/12 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2012 (2)	Montant reporté (3)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(3)+(4)-(5)	
									Augmentations (4)	Diminutions (5)		
65	8				SECTION I - FONCTIONNEMENT							
					AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE							
					DIVERS.AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	967 013 224	1 462 609 253		296 664 000		1 759 273 253	
					Sous-total 658	967 013 224	1 462 609 253		296 664 000		1 759 273 253	
					Total chapitre 65.....	967 013 224	1 462 609 253		296 664 000		1 759 273 253	
68	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS							
					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	530 000	530 000				530 000	
					Sous-total 681	530 000	530 000				530 000	
					Total chapitre 68.....	530 000	530 000				530 000	
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT .....	982 075 189	1 483 977 253		296 664 000		1 780 641 253	

**CADRE 1**  
( DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4 )

Feuillet 3

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG		MONTANTS DES CREDITS					OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2011 à la date du 27/11/12 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2012 (2)	Montant reporté (3)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(3)+(4)-(5)	
									Augmentations (4)	Diminutions (5)		
21	8				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL							
					IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES		767 706				767 706	
					Sous-total 218		767 706				767 706	
					Total chapitre 21.....		767 706				767 706	
27	4				AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
					PRETS	336 000 000	420 000 000				420 000 000	
					Sous-total 274	336 000 000	420 000 000				420 000 000	
					Total chapitre 27.....	336 000 000	420 000 000				420 000 000	
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	336 000 000	420 767 706				420 767 706	

**CADRE 2**  
**( DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 7 )**

Feuillet 4

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG.	MONTANTS DES RECETTES					OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2011 à la date du 27/11/12 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2012 (2)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(4)-(5)	
								Augmentations (4)	Diminutions (5)		
74	4				SECTION I - FONCTIONNEMENT						
					SUBVENTION EXPLOITATION						
					SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POLYNESIE FRANCAISE	600 000 000	1 450 000 000	300 000 000		1 750 000 000	
					Sous-total 744	600 000 000	1 450 000 000	300 000 000		1 750 000 000	
					Total chapitre 74.....	600 000 000	1 450 000 000	300 000 000		1 750 000 000	
75	8				AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						
					DIVERS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	7 973				0	
					Sous-total 758	7 973				0	
					Total chapitre 75.....	7 973				0	
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT .....	600 007 973	1 450 000 000	300 000 000		1 750 000 000	

**CADRE 2**  
**( DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4 )**

Feuillet 5

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG.	MONTANTS DES RECETTES					OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2011 à la date du 27/11/12 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2012 (2)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(4)-(5)	
								Augmentations (4)	Diminutions (5)		
27	4				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL						
					AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
					PRETS	336 000 000	420 000 000			420 000 000	
					Sous-total 274	336 000 000	420 000 000			420 000 000	
					Total chapitre 27.....	336 000 000	420 000 000			420 000 000	
28	1				AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS						
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	530 000	530 000			530 000	
					Sous-total 281	530 000	530 000			530 000	
					Total chapitre 28.....	530 000	530 000			530 000	
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL .....	336 530 000	420 530 000			420 530 000	

## CADRE 3

### TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES

#### Paramètres d'édition :

**Organisme :** 107

**Exercice :** 2012

**Budget :** B07

**Etape :** %

**CADRE 3**  
**(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)**

DEPENSES			Section I - FONCTIONNEMENT		RECETTES
NUMEROS des	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	350 000	74	SUBVENTION EXPLOITATION	1 750 000 000
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES	290 000			
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI	6 160 000			
64	CHARGES DE PERSONNEL	14 038 000			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 759 273 253			
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	530 000			
	<b>Total des DEPENSES ....</b>	<b>1 780 641 253</b>		<b>Total des RECETTES ....</b>	<b>1 750 000 000</b>
	Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement à la section II)			Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement de la section II)	<b>30 641 253</b>
	<b>Montant TOTAL .....</b>	<b>1 780 641 253</b>		<b>Montant TOTAL .....</b>	<b>1 780 641 253</b>



**CADRE 3**  
**(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)**

DEPENSES			Section II - OPERATION EN CAPITAL			RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES		
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	420 000 000	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	420 000 000		
			28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	530 000		
	<b>Total des DEPENSES ....</b>	<b>420 000 000</b>		<b>Total des RECETTES ....</b>	<b>420 530 000</b>		
	Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement à la section I) Augmentation du fonds de roulement	30 641 253		Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement de la section I) Diminution du fonds de roulement	30 111 253		
	<b>Montant TOTAL .....</b>	<b>450 641 253</b>		<b>Montant TOTAL .....</b>	<b>450 641 253</b>		
	<b>TOTAL BRUT DES DEPENSES ...</b>	<b>2 231 282 506</b>		<b>TOTAL BRUT DES RECETTES ....</b>	<b>2 231 282 506</b>		
	A déduire : dépenses internes (Virements entre sections)	30 641 253		A déduire : recettes internes (Virements entre sections)	30 641 253		
	<b>TOTAL NET DES DEPENSES ....</b>	<b>2 200 641 253</b>		<b>TOTAL NET DES RECETTES .....</b>	<b>2 200 641 253</b>		

## ANNEXE I

CAISSE DE SOUTIEN  
DES PRIX DU COPRAH

## BUDGET MODIFIÉ N° 2 DE L'EXERCICE 2012

1 - SECTION FONCTIONNEMENT				RECETTES			
Cptes	LIBELLES	BUDGET MODIFIÉ N° 1 2 012	Modifications supplémentaires		Cptes	LIBELLES	BUDGET MODIFIÉ N° 1 2 012
			en + F CFP	en - F CFP			
006	Achat approvisionnement aux stocks	330 000			744	Subvention de la Polynésie française	1 450 000 000
0012	Courants et utilités	150 000					
0003	Fournitures matériel et petit équipement :	100 000					
0004	Fournitures administratives :	100 000					
613	Locations	0					
615	Travaux entretiens et réparations	200 000					
616	Assurances	50 000					
6183	Documentation technique	0					
6251	Déplacements, missions	1 000 000					
6257	Réceptions	150 000					
626	Frais poste et télécommunications	10 000					
6283	Autres prestations extérieures diverses	5 000 000					
6411	Rémunération du personnel	9 350 000					
6414	Indemnités - Directeur 150 000 F CFP/mois - Gestionnaire : 30 000 F CFP/mois	2 160 000					
643	Rémunération du personnel sur crédits	0					
645	Cultivations C.P.S.	2 500 000	0				
647	Autres charges sociales	28 000					
658	Autres charges de gestion courante	1 483 487 253					
658	Dotations aux amortissements	530 000					
675	Dotations de soutien de l'exercice 2010	1 483 487 253					
675	Charges exceptionnelles, valeurs comptables des éléments actifs cédés	0					
676	Autres charges exceptionnelles	0					
Sous-total 1 :		1 483 487 253	296 664 000	0			1 450 000 000
681	Dotations aux amortissements	530 000					
Sous-total 2 :		1 483 977 253	296 664 000	0			1 450 000 000
Mode de réalisation de l'équilibre :							
Excédent de la section		0					
(viatement à la 2ème section)		1 483 977 253	296 664 000	0			30 641 253
TOTAL :		1 483 977 253	296 664 000	0			1 780 641 253
Sous-total 1 :		1 450 000 000	300 000 000	0			1 750 000 000
Sous-total 2 :		1 450 000 000	300 000 000	0			1 750 000 000
Mode de réalisation de l'équilibre :							
Excédent de la section							
(viatement à la 2ème section)		1 483 977 253	296 664 000	0			30 641 253
TOTAL :		1 483 977 253	296 664 000	0			1 780 641 253

DEPENSES						RECETTES					
Cptes	LIBELLES	BUDGET MODIFIEN°1 2012	Modifications propres et F CFP		BUDGET MODIFIEN°2 2012	Cptes	LIBELLES	BUDGET MODIFIEN°1 2012	Modifications propres et F CFP		BUDGET MODIFIEN°2 2012
			F CFP	en F CFP					F CFP	en F CFP	
218	Actes d'immobilisations	0			0						
21831	Matériel bureau et informatique ; 0 F CFP					274	RECROUVREMENT AVANCES	420 000 000			420 000 000
21833	Matériel informatique ;					2748 1	Recouvrement avance budgétaire de l'Etat				
2184	Matériel informatique ;					2818	Amortissements	530 000			530 000
2182	Matériel de transport ;										
274	AVANCES RECUPERABLES	420 000 000			420 000 000						
2748 1	Avance accordée à l'Etat	0			0						
	SOUS-TOTAL	420 000 000	0	0	420 000 000		SOUS-TOTAL	420 530 000	0	0	420 530 000
	Mode de réalisation de l'équilibre						Mode de réalisation de l'équilibre :				
	Déficit de l'exercice (Virement de la section 1)	33 977 253		3 336 000	30 641 253		Excédent de l'exercice (virement de la section 1)				
	Augmentation du Fonds de roulement						Diminution du Fonds de roulement	33 447 253		3 336 000	30 111 253
	TOTAL:	453 977 253	0	3 336 000	450 641 253		TOTAL:	453 977 253	0	3 336 000	450 641 253
	TOTAL GENERAL (1 + II)	1 937 954 506	296 664 000	0	2 234 618 506		TOTAL GENERAL (1 + II)	1 937 954 506	300 000 000	3 336 000	2 231 282 506
A déduire : virement entre sections											
		33 977 253			30 641 253		A déduire : virement entre sections				
	TOTAL NET	1 903 977 253			2 203 977 253		TOTAL NET	1 903 977 253			2 203 641 253

**ERRATUM à l'arrêté n° 1809 CM du 6 décembre 2012** approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2-2003 et n° 3-2003 du 7 avril 2003, n° 2-2004 et n° 3-2004 du 5 avril 2004, n° 2-2005 et n° 3-2005 du 11 avril 2005, n° 4-2006 et n° 5-2006 du 3 avril 2006, n° 8-2007 et n° 9-2007 du 3 avril 2007, n° 5-2008 et n° 6-2008 du 24 avril 2008, n° 9-2009 et n° 10-2009 du 23 mars 2009, n° 8-2009-2010 et n° 9-2009-2010 du 23 mars 2010, n° 2-2001 et n° 3-2001 du 21 mars 2011, n° 3-2012 et n° 4-2012 du 27 mars 2012 des conseils d'établissement portant adoption des comptes financiers et affectation des résultats des années 2002 à 2011 du collège de Faaroa, paru au JOPF n° 50 du 13 décembre 2012, page 7869.

*Au lieu de :* n° 2-2001 et n° 3-2001 du 21 mars 2011 ;  
*Lire :* n° 2-2011 et n° 3-2011 du 21 mars 2011.

**ERRATUM à l'arrêté n° 1811 CM du 6 décembre 2012** approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2-2006 et n° 3-2006 du 23 mars 2006, n° 18 et n° 19 du 5 avril 2007, n° 11-2008 et n° 12-2008 du 17 mars 2008, n° 14-2009 et n° 15-2009 du 17 mars 2009, n° 2-2010 et n° 3-2010 du 26 avril 2010, n° 22-2010-2011 et n° 23-2010-2011 du 21 mars 2011, n° 00-2012 et n° 24-2011-2012 du 26 mars 2012 des conseils d'établissement portant adoption des comptes financiers et affectation des résultats des années 2005 à 2011 du collège de Paopao, paru au JOPF n° 50 du 13 décembre 2012, page 7869.

*Au lieu de :* n° 2-2010 et n° 3-2010 du 26 avril 2010 ;  
*Lire :* n° 2-2010 et n° 3-2010 du 23 mars 2010.

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 1312 PR du 11 décembre 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes.**

Le Président de la Polynésie française

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Antony Geros, vice-président, en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication, des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes, pendant l'absence de M. Temauri Foster du 12 au 19 décembre 2012 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.  
Oscar Manutahi TEMARU.

**ARRETE n° 1313 PR du 11 décembre 2012 portant agrément de l'appareil de désinfection des déchets d'activités de soins Matachana série 2000 RBE.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2001-81 APF du 5 juillet 2001 modifiée portant réglementation de l'élimination des déchets d'activité de soins ;

Vu l'arrêté n° 133 CM du 8 février 2010 modifié fixant les modalités d'agrément, d'autorisation, de mise en œuvre et d'exploitation des appareils de désinfection des déchets d'activités de soins ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 21 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 4 de l'arrêté n° 133 CM du 8 février 2010 modifié, l'appareil de désinfection Matachana série 2000 RBE est agréé comme appareil de désinfection des déchets d'activités de soins.

Art. 2. — Cet agrément est conditionné au respect du barème de désinfection de 142 °C pendant 55 minutes et des conditions techniques citées en annexe.

Art. 3. — Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.  
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé  
et de la solidarité,  
Charles TETARIA.*

## ANNEXE

Dispositions relatives à l'appareil de prétraitement pour la désinfection des déchets d'activités de soins  
Matachana série 2000 RBE

*Description de l'appareil :*

L'appareil de désinfection Matachana série 2000 RBE est composé :

- d'un autoclave d'une capacité de 2 000 litres ;
- et d'un broyeur disposé dans un environnement proche de l'autoclave.

Un élévateur permet de faire basculer la benne de déchets au-dessus du broyeur.

*Principe de fonctionnement :*

La benne est introduite à l'intérieur de l'autoclave. Un cycle de prétraitement par chaleur humide (palier de 142 °C pendant 55 minutes sous 3,8 bars) est appliqué.

À la suite du prétraitement par désinfection, la benne est acheminée vers le broyeur afin de modifier l'apparence des déchets.

**ARRETE n° 1317 PR du 13 décembre 2012 portant attribution d'une licence d'agence de voyages à l'EURL Polynésie Trip.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages et de séjours touristiques ;

Vu l'arrêté n° 80 CM du 28 janvier 1988 fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 en matière de détermination de la caution et de la mise en œuvre de la garantie financière ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 29 janvier 1988 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions ;

Vu l'arrêté n° 1285 PR du 21 mars 2011 modifié portant nomination des membres de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions au titre des intérêts professionnels ;

Vu la demande de licence de Mme Sylvie Hubert du 1er mars 2012 ;

Vu le compte rendu n° 1307 PR/SDT du 23 août 2012 de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions du 19 juillet 2012 ;

Vu le courrier n° 4679 PR du 3 septembre 2012 ;

Vu le recours gracieux de l'intéressée du 4 octobre 2012 ;

Vu le courrier n° 6350 PR du 30 novembre 2012,

## Arrête :

Article 1er. — Une licence d'agence de voyages, ou licence A, est délivrée à l'EURL Polynésie Trip, n° RC : 12 3B, n° TAHITI : A10311 de Mme Sylvie Hubert, domiciliée à la résidence Teiki, quartier Hamuta, Pirae, Tahiti.

Art. 2. — La licence est délivrée sous réserve que soient fournis les documents justificatifs de la garantie financière définie à l'article 12 de la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 susvisée et l'attestation d'assurance garantissant la responsabilité civile professionnelle prévue à l'article 14 de ladite délibération, ainsi qu'une copie certifiée conforme d'un titre de propriété ou de location relatif à un local à usage commercial approprié. Faute de production de ces documents dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'autorisation est caduque de plein droit.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Oscar, Manutahi TEMARU.

**ARRETE n° 1318 PR du 14 décembre 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1692 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines ;

Vu les nécessités de service,

## Arrête :

Article 1er. — M. Antony Geros, vice-président, en charge du budget, du développement des collectivités de l'économie numérique, de la communication, des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du

gouvernement, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'environnement, de l'énergie et des mines, pendant l'absence de M. Jacky Bryant, le 19 décembre 2012.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 décembre 2012.  
Oscar Manutahi TEMARU.

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

**ARRETE n° 9198 MEF du 11 décembre 2012 proclamant les résultats du concours externe pour le recrutement, sur titres, de 35 praticiens hospitaliers relevant de la fonction publique de la Polynésie française, appelés à exercer au Centre hospitalier de la Polynésie française.**

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 34 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-136 APF du 21 novembre 1996 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des praticiens hospitaliers de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-199 APF du 24 octobre 1997 portant statut particulier du cadre d'emplois général des praticiens hospitaliers territoriaux de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1061 CM du 6 octobre 1997 modifié relatif au concours de recrutement des fonctionnaires du cadre d'emplois des praticiens hospitaliers territoriaux de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 744 CM du 18 juin 2012 autorisant l'ouverture de concours relevant de la filière santé et de la filière technique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7036 MEF/MSS du 18 septembre 2012 déclarant la vacance de 35 postes de praticiens hospitaliers au Centre hospitalier de la Polynésie française et portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe pour le recrutement sur titres de 35 praticiens hospitaliers relevant de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8406 MEF/DGRH du 8 novembre 2012 nommant les membres du jury du concours externe, pour le recrutement sur titres de 35 praticiens hospitaliers relevant de la fonction publique de la Polynésie française appelée à exercer au Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal n° 19766 MEF/DGRH du 27 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Sont déclarés admis au concours externe, sur titres, pour le recrutement de 35 praticiens hospitaliers relevant de la fonction publique de la Polynésie française, appelés à exercer au Centre hospitalier de la Polynésie française, dans l'ordre alphabétique :

*Pour la spécialité : anesthésie-réanimation*

*Liste principale d'aptitude* : MM. Damien Bierlaire, Xavier Da Col, Frédéric Garcin, Jérôme Liotier, Guillaume Louart, Mme Florence Petitfaux épouse Tremouilhac et M. Marc Vallee.

*Pour la spécialité : biologie médicale*

*Liste principale d'aptitude* : M. Stéphane Lastere.

*Pour la spécialité : cardiologie et maladies vasculaires*

*Liste principale d'aptitude* : M. Anthony Fontan, Mme Marion Maurin épouse Mulard et M. Rainui Richaud.

*Pour la spécialité : chirurgie générale et digestive*

*Liste principale d'aptitude* : M. Pierre Colau.

*Pour la spécialité : chirurgie maxillo-faciale et stomatologie*

Infructueux.

*Pour la spécialité : médecine d'urgence*

*Liste principale d'aptitude* : MM. Axel Buchs, Karim Hellal, Tãm Hoang-Oppermann, Laurent Mahuet, Olivier Manessiez et Mme Mélanie Tranchet.

*Pour la spécialité : médecine générale*

*Liste principale d'aptitude* : Mme Stéphanie Lalande épouse Valle, Mlle Sylvie Leou et M. Erwan Oehler.

*Pour la spécialité : médecine interne*

*Liste principale d'aptitude* : Mme Roma Vasilescu épouse Malval.

*Pour la spécialité : odontologie polyvalente*

*Liste principale d'aptitude* : M. Christophe Melix.

*Pour la spécialité : pédiatrie*

*Liste principale d'aptitude* : Mlle Hélène Gatti et Mme Marianne Lao épouse Besnard.

*Pour la spécialité : pharmacie hospitalière*

*Liste principale d'aptitude : Mlle Valérie Chaumette.*

*Pour la spécialité : pneumologie*

*Liste principale d'aptitude : Mlle Lourdes Hernandez Plaza.*

Sous réserve de la justification de la nationalité française au 28 janvier 2013 (date de vacance de poste fixée par arrêté n° 7036 MEF/MSS du 18 septembre 2012).

*Pour la spécialité : psychiatrie polyvalente*

*Liste principale d'aptitude : MM. Christian Sueur et Raymond Videlaïne.*

*Liste complémentaire d'aptitude : Mlle Stéphanie Levêque.*

*Pour la spécialité : radiologie*

*Liste principale d'aptitude : MM. Alexandre Faury, Bertrand Feuillet et Mme Prisca Guillemette épouse Artur.*

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.  
Pierre FREBAULT.

**ARRETE n° 9267 MEF du 14 décembre 2012 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade de rédacteur principal, au titre de l'année 2011 (régularisation).**

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-227 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 17155 MEF/DGRH/SGC du 16 octobre 2012 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 2 compétente à l'égard des rédacteurs du mardi 16 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 17 de la délibération n° 95-227 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisées, sont inscrits sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2011, pour l'accès au grade de rédacteur principal, les agents dont les noms suivent :

Civilité	Nom	Epouse	Prénoms	Date de naissance
Mme	Fortez	Hargous	Vaea Armelle	29 mars 1965
M.	Kellermann		Yves Jean-Robert	20 janvier 1965
M.	Lucas		Heipua Marc	14 mars 1968
Mlle	Mallegoll		Gwenola	26 août 1971
Mlle	Tahuaitu		Tumata Vanina	25 juin 1972
M.	Yuen Sang		Jimmy	28 janvier 1971

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 décembre 2012.  
Pierre FREBAULT.

#### **MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS TERRESTRES**

**ARRETE n° 9079 MET/DTT du 7 décembre 2012 portant remise en exploitation de la licence de transport touristique n° 01B 09CTG délivrée à Mme Cécile Ariihohoa épouse David pour l'île de Rangiroa.**

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1688 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 7880 MET du 16 octobre 2012 portant délégation de signature à M. Ronald Tsu, directeur des transports terrestres ;



Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1140 CM du 25 octobre 1990 modifié fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-74 AT du 12 juin 1987 en matière de service de transport occasionnel à vocation touristique ;

Vu l'arrêté n° 2448 MET/DTT du 2 avril 2012 portant délivrance d'une licence de transport touristique sur l'île de Rangiroa (îles des Tuamotu et Gambier) à Mme Cécile Ariihohoa épouse David ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 27 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— La licence de transport touristique n° 01B 09CTG attribuée à Mme Cécile Ariihohoa épouse David est remise en exploitation à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 2.— L'arrêté n° 7232 MET/DTT du 24 septembre 2012 portant suspension provisoire de la licence de transport touristique n° 01B 09CTG délivrée à Mme Cécile Ariihohoa épouse David pour l'île de Rangiroa est abrogé.

Art. 3.— Le directeur des transports terrestres et le tavana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Cécile Ariihohoa épouse David et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des transports terrestres,*  
Ronald TSU.

**ARRETE n° 9106 MET du 7 décembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 8444 MET du 9 novembre 2012 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.**

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1688 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports ;

Vu l'arrêté n° 2019 MET du 24 mai 2011 modifié portant délégation de signature du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports, à Mlle Hinatevahinetureiariki Delva, directeur de cabinet ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8444 MET du 9 novembre 2012 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes ;

Attendu que l'arrêté de consignation cité au huitième visa de l'arrêté ci-dessus énoncé est erroné ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté de consignation cité dans le huitième visa de l'arrêté n° 8444 MET du 9 novembre 2012 est remplacé ainsi qu'il suit :

“Vu l'arrêté n° 354 CM du 14 mars 2007 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes”.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le trésorier-payeur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de cabinet,*  
Hinatevahinetureiariki DELVA.

**ARRETE n° 9176 MET/DTT du 11 décembre 2012 portant délivrance d'une licence de transport touristique sur l'île de Nuku Hiva (îles Marquises), à M. Eric Bastard.**

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1688 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports ;

Vu la délibération n° 2000-32 APF du 13 juin 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1140 CM du 25 octobre 1990 modifié fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-74 AT du 12 juin 1987 en matière de service de transport occasionnel à vocation touristique ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 7880 MET du 16 octobre 2012 portant délégation de signature à M. Ronald Tsu, directeur des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 8996 MET du 5 décembre 2012 portant autorisation préalable d'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Nuku Hiva (îles Marquises), délivrée à M. Eric Bastard,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 8996 MET du 5 décembre 2012 susvisé, une licence de transport touristique portant le n° 01C 44MQ est délivrée à M. Eric Bastard, sur l'île de Nuku Hiva (îles Marquises).

Art. 2.— Conformément à l'article 18 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée susvisée, le service autorisé à l'article 1er doit être assuré dans le délai maximum de six mois à compter de la notification à M. Eric Bastard de son arrêté d'autorisation d'inscription au plan de transport.

Le non-respect de ce délai entraîne le retrait du service et de la ou des licences qui y sont rattachées.

Art. 3.— Conformément à l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, susvisée, le défaut d'exploitation d'une ou plusieurs licences pendant plus de six mois est considéré comme une interruption partielle de service.

Toute interruption entraîne la radiation de la ou des licences de transport inexploitées.

Art. 4.— Le directeur des transports terrestres et le tavana hau de la circonscription des îles Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Eric Bastard et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des transports terrestres,  
Ronald TSU.

**ARRETE n° 9221 MET/DTT du 12 décembre 2012 portant délivrance d'une licence de transport touristique sur l'île de Moorea, à Mlle Paloma Taumihau.**

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1688 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7880 MET du 16 octobre 2012 portant délégation de signature à M. Ronald Tsu, directeur des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1140 CM du 25 octobre 1990 modifié fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-74 AT du 12 juin 1987 en matière de service de transport occasionnel à vocation touristique ;

Vu l'arrêté n° 8975 MET du 5 décembre 2012 portant autorisation préalable d'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea délivrée à Mlle Paloma Taumihau,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 8975 MET du 5 décembre 2012 susvisé, portant autorisation préalable d'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea délivrée à Mlle Paloma Taumihau, une licence de transport touristique portant le n° 01B 55M est délivrée à l'intéressée.

Art. 2.— Conformément à l'article 18 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, le service autorisé à l'article 1er doit être assuré dans le délai maximum de six mois à compter de la notification à Mlle Paloma Taumihau de son arrêté d'autorisation d'inscription au plan de transport.

Le non-respect de ce délai entraîne le retrait du service et des licences qui y sont rattachées.

Ce retrait modifie ou annule l'autorisation ; cette modification est notifiée par arrêté du Président de la Polynésie française ou, par délégation, par arrêté du ministre chargé des transports terrestres et enregistrée, dans le plan de transport, par la direction des transports terrestres.

La reprise éventuelle d'un service ou d'une autorisation ainsi retirée nécessite la constitution d'une nouvelle demande.

Art. 3.— Conformément à l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, le défaut d'exploitation d'une ou plusieurs licences pendant plus de six mois est considéré comme une interruption partielle de service.

Toute interruption entraîne la radiation de la ou les licences de transport inexploitées et la modification de l'autorisation par arrêté du Président de la Polynésie française ou, par délégation, par arrêté du ministre chargé des transports terrestres. Celles-ci sont notifiées à Mlle Paloma Taumihau et enregistrées dans le plan de transport par la direction des transports terrestres.

La radiation de la dernière licence de transport est considérée comme une interruption totale de service et entraîne *ipso facto* l'abrogation de l'autorisation par arrêté du Président de la Polynésie française ou, par délégation, par arrêté du ministre chargé des transports terrestres. La direction des transports terrestres l'enregistre dans le plan de transport.

Toutefois, si la titulaire de l'autorisation justifie d'un cas de force majeure l'ayant empêché de respecter le délai prévu au premier alinéa du présent article auprès de la direction des transports terrestres, le délai pourra être porté à douze mois maximum par arrêté du Président de la Polynésie française ou, par délégation, par arrêté du ministre chargé des transports terrestres.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mlle Paloma Taumihau et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des transports terrestres,  
Ronald TSU.

**ARRETE n° 9222 MET/DTT du 12 décembre 2012 portant délivrance de deux licences de transport touristique sur l'île de Moorea, à la SARL "GEM Pearls".**

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1688 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7880 MET du 16 octobre 2012 portant délégation de signature à M. Ronald Tsu, directeur des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1140 CM du 25 octobre 1990 modifié fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-74 AT du 12 juin 1987 en matière de service de transport occasionnel à vocation touristique ;

Vu l'arrêté n° 8976 MET du 5 décembre 2012 portant autorisation préalable d'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea délivrée à la SARL "GEM Pearls",

Arrête :

Article 1er. — Conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 8976 MET du 5 décembre 2012 susvisé, portant autorisation préalable d'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea délivrée à la SARL "GEM Pearls", deux licences de transport touristique portant les n° 01B 54M et n° 02B 54M sont délivrées à l'intéressée.

Art. 2. — Conformément à l'article 18 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, le service autorisé à l'article 1er doit être assuré dans le délai maximum de six mois à compter de la notification à la SARL "GEM Pearls" de son arrêté d'autorisation d'inscription au plan de transport.

Le non-respect de ce délai entraîne le retrait du service et des licences qui y sont rattachées.

Ce retrait modifie ou annule l'autorisation ; cette modification est notifiée par arrêté du Président de la Polynésie française ou, par délégation, par arrêté du ministre chargé des transports terrestres et enregistrée, dans le plan de transport, par la direction des transports terrestres.

La reprise éventuelle d'un service ou d'une autorisation ainsi retirée nécessite la constitution d'une nouvelle demande.

Art. 3. — Conformément à l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, le défaut d'exploitation d'une ou plusieurs licences pendant plus de six mois est considéré comme une interruption partielle de service.

Toute interruption entraîne la radiation de la ou les licences de transport inexploitées et la modification de l'autorisation par arrêté du Président de la Polynésie française ou, par délégation, par arrêté du ministre chargé des transports terrestres. Celles-ci sont notifiées à la SARL "GEM Pearls" et enregistrées dans le plan de transport par la direction des transports terrestres.

La radiation de la dernière licence de transport est considérée comme une interruption totale de service et entraîne *ipso facto* l'abrogation de l'autorisation par arrêté du Président de la Polynésie française ou, par délégation, par arrêté du ministre chargé des transports terrestres. La direction des transports terrestres l'enregistre dans le plan de transport.

Toutefois, si la titulaire de l'autorisation justifie d'un cas de force majeure l'ayant empêché de respecter le délai prévu au premier alinéa du présent article auprès de la direction des transports terrestres, le délai pourra être porté à douze mois maximum par arrêté du Président de la Polynésie française ou, par délégation, par arrêté du ministre chargé des transports terrestres.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL "GEM Pearls" et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des transports terrestres,*  
Ronald TSU.

**ARRETE n° 9223 MET/DTT du 12 décembre 2012 portant remise en exploitation de la licence de transport touristique n° 08B 10T sur l'île de Tahiti attribuée à la SARL "Marama Transports Touristiques" et portant modification de l'arrêté n° 8571 MET/DTT du 16 novembre 2012.**

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1688 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 7880 MET du 16 octobre 2012 portant délégation de signature à M. Ronald Tsu, directeur des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1140 CM du 25 octobre 1990 modifié fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-74 AT du 12 juin 1987 en matière de service de transport occasionnel à vocation touristique ;

Vu l'arrêté n° 148 CM du 26 janvier 1998 relatif à la mise en conformité des inscriptions au plan de transport occasionnel à vocation touristique des îles de Tahiti et Moorea ;

Vu l'arrêté n° 786 CM du 31 mai 1999 portant inscription au plan de transport public routier de voyageurs des îles de Tahiti et Moorea ;

Vu l'arrêté n° 2173 PR du 24 septembre 2001 portant inscriptions supplémentaires au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti, de la SARL "Marama Transports Touristiques" ;

Vu l'arrêté n° 8571 MET/DTT du 16 novembre 2012 portant suspension provisoire des licences de transport touristique n° 01A 10T, 02A 10T, 03A 10T, 04A 10T, 08B 10T, 09B 10T, 11B 10T et 12B 10T, délivrées à la SARL "Marama Transports Touristiques", pour l'île de Tahiti ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 5 décembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — La licence de transport touristique n° 08B 10T attribuée à la SARL "Marama Transports Touristiques", et suspendue provisoirement pour une durée de douze (12) mois, du 14 novembre 2012 jusqu'au 13 novembre 2013 inclus, par arrêté n° 8571 MET/DTT du 16 novembre 2012 susvisé, est remise en exploitation à compter de la notification du présent arrêté à ladite société.

Art. 2. — L'article 1er de l'arrêté n° 8571 MET/DTT du 16 novembre 2012 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

"Article 1er. — En application de l'article 19 de la délibération n° 2000-12 AP F du 13 janvier 2000 modifiée, la SARL "Marama Transports Touristiques" est autorisée à suspendre provisoirement ses licences de transport touristique n° 01A 10T, 02A 10T, 03A 10T, 04A 10T, 09B 10T, 11B 10T et 12B 10T, qui lui ont été attribuées pour l'île de Tahiti, pour une durée maximale de douze (12) mois. Cette suspension court à compter du 14 novembre 2012 jusqu'au 13 novembre 2013 inclus".

Art. 3. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL "Marama Transports Touristiques" et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des transports terrestres,*  
Ronald TSU.

**ARRETE n° 9224 MET/DTT du 12 décembre 2012 portant retrait définitif de la licence de transport touristique n° 01B 40T, délivrée à Mlle Paloma Taumihau, pour l'île de Tahiti.**

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1688 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 7880 MET du 16 octobre 2012 portant délégation de signature à M. Ronald Tsu, directeur des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1140 CM du 25 octobre 1990 modifié fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-74 AT du 12 juin 1987 en matière de service de transport occasionnel à vocation touristique ;

Vu l'arrêté n° 1998 PR du 18 septembre 2003 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti, de Mlle Paloma Taumihau ;

Vu la demande de Mlle Paloma Taumihau en date du 17 mai 2012 ;

Vu la lettre de réponse du ministère n° 1821 MET/DTT du 3 juillet 2012 à Mlle Paloma Taumihau,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée susvisée, et conformément à sa demande susvisée, la licence de transport touristique n° 01B 40T, délivrée pour l'exploitation d'un véhicule de catégorie B, sur l'île de Tahiti à Mlle Paloma Taumihau, est définitivement retirée.

Art. 2.— L'arrêté n° 107 MTT du 30 septembre 2003 portant attribution d'une licence de transport touristique sur l'île de Tahiti à Mlle Paloma Taumihau, est abrogé.

Art. 3.— Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mlle Paloma Taumihau et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des transports terrestres,*  
Ronald TSU.

**ERRATUM à l'arrêté n° 8940 MET du 4 décembre 2012 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Fakahaga ou Fakahanga (plan 8) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu, paru au JOPF n° 50 du 13 décembre 2012, page 7871.**

Au lieu de : "Arrêté n° 8940 MET du 4 décembre 2012 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Fakahaga ou Fakahanga (plan 8) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu" ;

Lire : "Arrêté n° 8940 MET du 4 décembre 2012 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Fakahaga ou Fakahanga (plan 8) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu."

#### MINISTÈRE DES RESSOURCES MARINES

**ARRETE n° 9154 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 7954 MRM/PRL du 12 novembre 2010 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mlle Thérèse Teretia Heirai Tekopunui-Teapiki à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 303).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7 MPI du 7 janvier 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Thérèse Teretia Heirai Tekopunui-Teapiki sis aux Gambier ;

Vu l'arrêté n° 7954 MRM/PRL du 12 novembre 2010 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mlle Thérèse Teretia Heirai Tekopunui-Teapiki à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier ;

Vu les factures justificatives au 17 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 7954 MRM/PRL du 12 novembre 2010, susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 400 litres d'essence sans plomb".

Art. 2.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur par intérim*  
*de la direction des ressources marines,*  
Stephen YEN KAI SUN.

**ARRETE n° 9155 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. William Geoffrey Nijland à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 394).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4406 MRM du 8 juin 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. William Geoffrey Nijland sise à Takaroa ;

Vu les factures justificatives au 30 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. William Geoffrey Nijland, titulaire de la carte de producteur de perles de culture de Tahiti à échéance du 29 août 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Takaroa.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 4 000 litres d'essence sans plomb et à 600 litres de gazole.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur par intérim*

*de la direction des ressources marines,*  
Stephen YEN-KAI SUN.

**ARRETE n° 9156 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 427 MPI/PRL du 27 octobre 2008 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Charles Avaëmai à l'usage de son exploitation perlicole sise à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 242).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 406 MPI du 9 octobre 2008 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Charles Avaëmai, sise à Manihi ;

Vu l'arrêté n° 991 MRM du 23 février 2011 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Charles Avaemai sise à Manihi ;

Vu l'arrêté n° 427 MPI/PRL du 27 octobre 2008 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Charles Avaemai à l'usage de son exploitation perlicole sise à Manihi ;

Vu la demande de M. Charles Avaemai du 19 novembre 2012 et les factures justificatives,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 427 MPI/PRL du 27 octobre 2008 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 3 000 litres d'essence sans plomb et à 800 litres de gazole".

Art. 2.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur par intérim*  
de la direction des ressources marines,  
Stephen YEN KAI SUN.

**ARRETE n° 9157 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1599 MRM/PRL du 29 avril 2011 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Antoine Teapiki à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, communé des Gambier (exploitant n° 95).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5572 MRM du 27 août 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Antoine Teapiki sis aux Gambier ;

Vu l'arrêté n° 1599 MRM/PRL du 29 avril 2011 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Antoine Teapiki à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier ;

Vu la demande de M. Antoine Teapiki du 16 novembre 2012 et les factures justificatives,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 1599 MRM/PRL du 29 avril 2011 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 11 200 litres d'essence sans plomb et à 4 600 litres de gazole".

Art. 2.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur par intérim*  
de la direction des ressources marines,  
Stephen YEN KAI SUN.

**ARRETE n° 9158 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Heremoana Gérard Hiti à l'usage de son exploitation perlicole sise à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 107).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;



Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8075 MRM du 23 octobre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Heremoana Gérard Hiti sise à Raroia ;

Vu la demande de M. Heremoana Gérard Hiti du 13 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. Heremoana Gérard Hiti, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 31 octobre 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Raroia.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 400 litres d'essence sans plomb et à 600 litres de gazole.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur par intérim*  
de la direction des ressources marines,  
Stephen YEN KAI SUN.

**ARRETE n° 9159 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Daniel Ismaël Tuamea Takotua à l'usage de son exploitation perlicole sise à Katiu, commune de Makemo (exploitant n° 112).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2656 MRM du 11 avril 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Daniel Ismaël Tuamea Takotua sise à Katiu ;

Vu la demande de M. Daniel Ismaël Tuamea Takotua du 29 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. Daniel Ismaël Tuamea Takotua, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 18 avril 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Katiu.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 200 litres d'essence sans plomb.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur par intérim*  
de la direction des ressources marines,  
Stephen YEN KAI SUN.

**ARRETE n° 9160 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de Mlle Teta Mahine Teuruna Roi à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 296).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8065 MRM du 23 octobre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Teta Mahine Teuruna Roi sise à Arutua ;

Vu la demande de Mlle Teta Mahine Teuruna Roi du 29 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à Mlle Teta Mahine Teuruna Roi, titulaire des cartes de producteur de perles de culture de Tahiti et de producteur d'huîtres perlières à échéance du 31 octobre 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Arutua.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 3 600 litres d'essence sans plomb et à 2 600 litres de gazole.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur par intérim*

*de la direction des ressources marines,*  
Stephen YEN KAI SUN.

**ARRETE n° 9161 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Heimata Léry Oaoa à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 295).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8064 MRM du 23 octobre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Heimata Léry Oaoa sise à Arutua ;

Vu la demande de M. Heimata Léry Oaoa du 29 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. Heimata Léry Oaoa, titulaire des cartes de producteur de perles de culture de Tahiti et de producteur d'huîtres perlières à échéance du 31 octobre 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Arutua.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 600 litres d'essence sans plomb et à 2 000 litres de gazole.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur par intérim*

*de la direction des ressources marines,*  
Stephen YEN KAI SUN.

**ARRETE n° 9162 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 259).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2758 MRM du 16 avril 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai sise à Arutua ;

Vu l'arrêté n° 39 MPR/PRL du 7 novembre 2007 modifié portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua ;

Vu les factures justificatives au 2 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai, titulaire de la carte de producteur de perles de culture de Tahiti à échéance du 1er août 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Arutua.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 5 200 litres d'essence sans plomb et à 2 200 litres de gazole.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur par intérim*

*de la direction des ressources marines,*  
Stephen YEN KAI SUN.

**ARRETE n° 9163 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Robert Meurisse à l'usage de son exploitation perlicole sise à Tikehau, commune de Rangiroa (exploitant n° 79).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7266 MRM du 25 septembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Robert Meurisse sise à Tikehau ;

Vu la demande de M. Robert Meurisse du 3 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. Robert Meurisse, titulaire de la carte de producteur de perles de culture de Tahiti à échéance du 3 octobre 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Tikehau.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 4 800 litres d'essence sans plomb et à 9 600 litres de gazole pour l'exploitation perlicole et à 6 000 litres de gazole pour les transferts de nacres interinsulaires.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur par intérim  
de la direction des ressources marines,  
Stephen YEN KAI SUN.*

**ARRETE n° 9164 MRM du 10 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 7749 MRM du 8 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Tumaraa, au profit de M. Ahiti Teuia.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé du 9 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 7749 MRM du 8 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Tumaraa, au profit de M. Ahiti Teuia, pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons d'une superficie de 1 000 mètres carrés chacun, est abrogé.

Art. 2.— En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, les installations réalisées sur l'emplacement concédé doivent être enlevées et le domaine public maritime remis en son état d'origine, aux frais exclusifs de l'intéressé et ce, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

*Le ministre de l'économie, des finances  
du travail et de l'emploi,  
Pierre FREBAULT.*

*Le ministre des ressources marines,  
Temaury FOSTER.*

*Le ministre de l'aménagement  
et du logement,  
Louis FREBAULT.*

**ARRETE n° 9165 MRM du 10 décembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Poutoru, commune de Tahaa, au profit de M. Gilbert Teva Pia.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 30 mars 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Poutoru du 12 avril 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 6 août 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 24 mai 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Gilbert Teva Pia, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres carrés sis à Poutoru, commune de Tahaa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé près du récif, face à la baie de Apu. Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4.— La présente autorisation consentie au profit de M. Gilbert Teva Pia est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressée décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressée, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— L'arrêté n° 7768 MRM du 9 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Tapuamu, commune de Tahaa, au profit de M. Gilbert Teva Pia, est abrogé.

Art. 12.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.  
Le ministre de l'économie, des finances  
du travail et de l'emploi,  
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,  
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'aménagement  
et du logement,  
Louis FREBAULT.

**ARRETE n° 9166 MRM du 10 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 2435 MRM du 8 juin 2011 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de Mme Tetaahi Poimata Christine Fareata épouse Buillard.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressée du 20 août 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 2435 MRM du 8 juin 2011 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de Mme Tetaahi Poimata Christine Fareata épouse Buillard, pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons d'une superficie de 1 000 mètres carrés, est abrogé.

Art. 2. — En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, les installations réalisées sur l'emplacement concédé doivent être enlevées et le domaine public maritime remis en son état d'origine, aux frais exclusifs de l'intéressée et ce, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — L'arrêté n° 7312 MRM du 26 septembre 2012 portant abrogation de l'arrêté 2435 MRM du 8 juin 2011 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de Mme Tetaahi Poimata Christine Fareata épouse Buillard, est abrogé.

Art. 4. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.  
Le ministre de l'économie, des finances  
du travail et de l'emploi,  
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,  
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'aménagement  
et du logement,  
Louis FREBAULT.

**ARRETE n° 9167 MRM du 10 décembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Tagata Rehua.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 1355 CM du 27 novembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Tagata Rehua ;

Vu la demande de l'intéressé du 25 août 2011 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Arutua en date du 5 septembre 2011 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 18 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 24 mai 2012 ;

Vu le procès-verbal de contrôle des concessions maritimes de la direction des ressources marines du 12 avril 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordé, au profit de M. Tagata Rehua, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 1 467 mètres carrés à Arutua, commune de Arutua.



Art. 2.— Le renouvellement d'autorisation d'occupation précité est accordé pour l'exploitation de deux (2) parcs à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 467 mètres carrés, situé à 420 mètres du motu Agahuru ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 1 000 mètres carrés, situé au droit du motu Agahuru.

Et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3.— Le renouvellement de l'autorisation d'occupation défini aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordé pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du 27 novembre 2011. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4.— La présente autorisation consentie au profit de M. Tagata Rehua, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;

9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;

10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à quinze mille (15 000) francs CFP, conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons et 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter du 27 novembre 2011. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini),



Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— L'arrêté n° 8951 MRM du 6 décembre 2011 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Tagata Rehua, est abrogé.

Art. 12.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.  
Le ministre de l'économie, des finances  
du travail et de l'emploi,  
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,  
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement  
et du logement,  
Louis FREBAULT.

**ARRETE n° 9168 MRM du 10 décembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Tagata Rehua.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 27 avril 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Arutua du 13 avril 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier du 18 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 24 mai 2012 ;

Vu le procès-verbal de contrôle des concessions maritimes de la direction des ressources marines du 12 avril 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Tagata Rehua, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 783 mètres carrés sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à 420 mètres du motu Agahuru.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée

peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4.— La présente autorisation consentie au profit de M. Tagata Rehua est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période

d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *quinze mille* (15 000) *francs CFP*, conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité, soit 15 000 F CFP pour le 3e parc à poissons de l'intéressé.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des Affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.  
Le ministre de l'économie, des finances  
du travail et de l'emploi,  
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,  
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement  
et du logement,  
Louis FREBAULT.

**ARRETE n° 9169 MRM du 10 décembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de M. Roddy Ruta Tiroa.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 30 mars 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Takaroa du 4 mai 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier du 18 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 24 mai 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Roddy Ruta Tiroa, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 600 mètres carrés sis à Takaroa, commune de Takaroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé près du terrain Parahoheke.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4.— La présente autorisation consentie au profit de M. Roddy Ruta Tiroa, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;

- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6. — En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à cinq mille (5 000) francs CFP, conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des Affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8. — Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9. — A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10. — Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la periculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.  
Le ministre de l'économie, des finances  
du travail et de l'emploi,  
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,  
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'aménagement  
et du logement,  
Louis FREBAULT.

**ARRETE n° 9170 MRM du 10 décembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de M. Bernard Marii Natua.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 3 novembre 2011 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Rangiroa du 23 novembre 2011 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier du 12 janvier 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 24 mai 2012 ;

Vu le procès-verbal de contrôle des concessions maritimes de la direction des ressources marines du 15 mai 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Bernard Marii Natua, une autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 749 mètres carrés sis à Rangiroa, commune de Rangiroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de deux (2) parcs à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 137 mètres carrés à la pointe du lagon vert ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 612 mètres carrés en face du motu Fara.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de M. Bernard Marii Natua est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;

10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6. — En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *vingt-cinq mille* (25 000) francs CFP, conformément aux dispositions de l'article 1er A/a de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité, soit 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons et 15 000 F CFP, pour le 3e parc à poissons de l'intéressé.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des Affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8. — Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9. — A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10. — Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.

*Le ministre de l'économie, des finances  
du travail et de l'emploi,*  
Pierre FREBAULT.

*Le ministre des ressources marines,*  
Temaui FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement  
et du logement,*  
Louis FREBAULT.

**ARRETE n° 9174 MRM du 11 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 7748 MRM du 8 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Tumaraa au profit de M. Rodrigue Tihoni Raapoto.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;



Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé du 24 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 7748 MRM du 8 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Tumaraa au profit de Rodrigue Tihoni Raapoto, pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons d'une superficie de 1 000 m<sup>2</sup>, est abrogé.

Art. 2. — En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, les installations réalisées sur l'emplacement concédé doivent être enlevées et le domaine public maritime remis en son état d'origine, aux frais exclusifs de l'intéressé et ce, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.  
Le ministre de l'économie, des finances,  
du travail et de l'emploi,  
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,  
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement  
et du logement,  
Louis FREBAULT.

**ARRETE n° 9227 MRM/DRM du 12 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Gabriel Tevai Haumani à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 261).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7262 MRM du 25 septembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Gabriel Tevai Haumani sise à Takapoto ;

Vu l'arrêté n° 290 MPR/PRL du 9 janvier 2008 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Gabriel Tevai Haumani à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takapoto ;

Vu les factures justificatives au 10 mars 2012,

Arrête :

Article 1er. — A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. Gabriel Tevai Haumani titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti à échéance du 3 octobre 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Takapoto.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 600 litres d'essence sans plomb et à 600 litres de gazole.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
*La directrice des ressources marines,*  
Anne-Sandrine TALFER.

**ARRETE n° 9228 MRM/DRM du 12 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Claude Rua Rehua à l'usage de son exploitation perlicole sise à Apataki, commune de Arutua (exploitant n° 79).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6389 MRM du 27 août 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Claude Rua Rehua sise à Apataki ;

Vu l'arrêté n° 33 MER du 11 avril 2008 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Claude Rua Rehua à l'usage de son exploitation perlicole sise à Apataki ;

Vu les factures justificatives au 24 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. Claude Rua Rehua titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti à échéance du 24 octobre 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Apataki.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 2 800 litres d'essence sans plomb.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
*La directrice des ressources marines,*  
Anne-Sandrine TALFER.

**ARRETE n° 9229 MRM/DRM du 12 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Hio Raioho à l'usage de son exploitation perlicole sise à Mopelia, commune de Maupiti (exploitant n° 231).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;



Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9545 MRM du 21 décembre 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Hio Raioho sise à Mopelia ;

Vu la demande de M. Hio Raioho du 6 décembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. Hio Raioho titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 28 décembre 2016, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Mopelia.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 800 litres d'essence sans plomb et à 400 litres de gazole.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
*La directrice des ressources marines,*  
Anne-Sandrine TALFER.

**ARRETE n° 9230 MRM/DRM du 12 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Marcello Raioho à l'usage de son exploitation perlicole sise à Mopelia, commune de Maupiti (exploitant n° 98).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9550 MRM du 21 décembre 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Marcello Raioho sise à Mopelia ;

Vu la demande de M. Marcello Raioho du 6 décembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. Marcello Raioho titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 28 décembre 2016, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Mopelia.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb et à 400 litres de gazole.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
*La directrice des ressources marines,*  
Anne-Sandrine TALFER.

**ARRETE n° 9246 MRM du 13 décembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Robert Tevaeaari sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 114).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Takaroa du 15 février 2011 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Robert Tevaeearai en date du 7 mars 2011 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 14 février 2012,

#### Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Robert Tevaeearai aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Robert Tevaeearai, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.

*Le ministre de l'économie, des finances,  
du travail et de l'emploi,*  
Pierre FREBAULT.

*Le ministre des ressources marines,*  
Temaui FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement  
et du logement,*  
Louis FREBAULT.

**ARRETE n° 9247 MRM du 13 décembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Julien Teuira Tiiahau sis à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 24).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Kauehi du 28 septembre 2011 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Julien Teuira Tiaihau en date du 19 octobre 2011 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 14 février 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 28 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Julien Teuira Tiaihau aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Kauehi, commune de Fakarava.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 7 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent cinq mille francs CFP* (105 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 7 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 105 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Julien Teuira Tiaihau, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.

*Le ministre de l'économie, des finances,  
du travail et de l'emploi,*  
Pierre FREBAULT.

*Le ministre des ressources marines,*  
Temaui FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement  
et du logement,*  
Louis FREBAULT.

**ARRETE n° 9248 MRM du 13 décembre 2012 accordant l'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française au profit de M. Augustin Teiho Tuhoe.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des aquaculteurs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2035 CM du 8 novembre 2010 portant application de la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des aquaculteurs de Polynésie française ;

Vu la demande d'agrément aquacole de M. Augustin Teiho Tuhoe en date du 15 novembre 2012 ;

Vu l'avis favorable de la direction des ressources marines n° 7448 DRM du 6 décembre 2012,

## Arrête :

Article 1er.— L'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française est octroyé à M. Augustin Teiho Tuhoe demeurant à Tatakoto, identifié par le n° TAHITI 416909.

Art. 2.— L'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française est accordé pour une durée de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

L'agrément ainsi octroyé est spécifiquement matérialisé par une carte d'aquaculteur agréée de Polynésie française, émise par la direction des ressources marines au nom du titulaire.

Art. 3.— L'octroi et le maintien de la qualité d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française sont soumis aux clauses et conditions toutes de rigueur prévues par la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 susvisée, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1 - pratiquer l'aquaculture conformément aux techniques définies à l'article 2 de la délibération susvisée ;
- 2 - compléter et remettre à la direction des ressources marines :
  - ses données de production avant le 31 mars de chaque année ;
  - ses comptes de résultat avant le 30 juin de chaque année ;
  - ses statistiques mensuelles de vente.

Art. 4.— La demande de renouvellement de l'agrément d'aquaculteur professionnel devra être effectuée deux (2) mois au moins avant le terme de la période de validité prévue à l'article 2 du présent arrêté, par le titulaire et adressée par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur la demande.

Art. 5.— Toute modification des informations relatives au bénéficiaire ayant prévalu à la délivrance de l'agrément d'aquaculteur professionnel, doit faire l'objet par son titulaire ou une personne dûment mandatée, d'une déclaration des dits changements à la direction des ressources marines au plus tard lors du renouvellement prévu à l'article 4 ci-dessus.

Art. 6.— L'agrément d'aquaculture professionnel accordé supra, peut être suspendu ou abrogé tel que prévu par les dispositions de l'article 10 de la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 précitée.

Art. 7.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temaury FOSTER.

**ARRETE n° 9249 MRM du 13 décembre 2012 accordant la qualité d'éleveur de bénitiers ainsi que l'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française au profit de M. Moerani Taromahina Lehartel.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 modifiée relative à la réglementation des activités de collectage, d'élevage et de repeuplement de bénitiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des aquaculteurs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9 CM du 8 janvier 2008 modifié portant application de la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 relative à la réglementation des activités de collectage, d'élevage et de repeuplement de bénitiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 2035 CM du 8 novembre 2010 portant application de la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des aquaculteurs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8558 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime sis dans la commune de Papara au profit de M. Moerani Taromahina Lehartel ;

Vu la demande d'autorisation d'exercice de l'activité d'élevage de bénitiers en date du 27 septembre 2010 ;

Vu la demande d'agrément aquacole en date du 13 octobre 2011 ;

Vu l'avis favorable de la direction des ressources marines n° 2782 DRM du 16 mai 2012,

## Arrête :

Article 1er.— La qualité d'éleveur de bénitiers en Polynésie française est octroyée à M. Moerani Taromahina Lehartel demeurant à Papara, identifié par le n° TAHITI 933788.

Art. 2.— Est conjointement accordé au profit de M. Moerani Taromahina Lehartel, l'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française.

Art. 3.— La qualité d'éleveur de bénitiers et l'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française, accordés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, sont tous deux valables pour une durée de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

La qualité d'éleveur de bénitiers et l'agrément ainsi octroyés, sont spécifiquement matérialisés par une carte, émise par la direction des ressources marines au nom du titulaire.

Art. 4.— L'octroi et le maintien de la qualité d'éleveur de bénitiers en Polynésie française ainsi que de l'agrément d'aquaculteur professionnel accordés *supra*, sont soumis aux clauses et conditions toutes de rigueur prévues par la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 modifiée, l'arrêté n° 9 CM du 8 janvier 2008 modifié et la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 susvisés que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir notamment :

- 1 - pratiquer l'aquaculture conformément aux techniques définies à l'article 2 de la délibération susvisée ;
- 2 - compléter et remettre à la direction des ressources marines :
  - ses données de production avant le 31 mars de chaque année ;
  - ses comptes de résultat avant le 30 juin de chaque année ;
  - ses statistiques mensuelles de vente,
- 3 - tenir à jour un carnet à souches des flux d'entrées et sorties de bénitiers collectés, ainsi que les opérations de transfert ;
- 3 - respecter les modalités de gestion des autorisations d'occupation du domaine public maritime.

Art. 5.— Les demandes de renouvellement de la qualité d'éleveur de bénitiers et de l'agrément d'aquaculteur professionnel devront être effectuées deux (2) mois au moins avant le terme de la période de validité prévue à l'article 3 du présent arrêté, par le titulaire et adressée par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur les demandes.

Art. 6.— Toute modification des informations relatives au bénéficiaire ayant prévalu à la délivrance de la qualité d'éleveur de bénitiers et de l'agrément d'aquaculteur professionnel, doit faire l'objet par son titulaire ou une personne dûment mandatée, de la déclaration desdits changements à la direction des ressources marines au plus tard lors du renouvellement prévu à l'article 5 ci-dessus.

Art. 7.— L'autorisation à des fins d'élevage de bénitiers ainsi que l'agrément d'aquaculture professionnel accordés *supra*, peuvent être suspendus ou abrogés tel que prévu par les dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 modifiée, article 17 de l'arrêté n° 9 CM du 8 janvier 2008 modifié et l'article 10 de la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 précitées.

Art. 8.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temaui FOSTER.

**ARRETE n° 9250 MRM du 13 décembre 2012 accordant à M. Lazar Choig Chong Ah-Min le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 9 février 2012 portant application de l'article 6 de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 septembre 2012 ;

Vu la demande d'autorisation de pêche présentée par M. Lazar Choig Chong Ah-Min du 21 août 2012 ;

Vu le permis de navigation en date du 6 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Lazar Choig Chong Ah-Min, armateur du navire dénommé "Box III", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4548, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2.— Le navire défini à l'article 1er, à la date de la présentation du permis de navigation susvisé, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) *Type* : "poti marara" armé en pêche ;
- b) *Nationalité* : française ;
- c) *Longueur hors tout* : 7,20 mètres ;
- d) *Largeur hors tout* : 2,50 mètres ;
- e) *Puissance motrice* : 240 CV (diesel) ;
- f) *Nombre et composition de l'équipage* : 1 capitaine.

Art. 3.— Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) *Technique(s) ou engin(s) de pêche* : pêche au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne ;
- b) *Espèces ciblées* : petits et grands pélagiques et vivaneaux.

Art. 4.— M. Lazar Choig Chong Ah-Min est soumis aux obligations suivantes :

- tenir à jour un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et de remettre ce document à la direction des ressources marines tous les trimestres de l'année en cours et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante ;
- fournir les informations complémentaires touchant l'activité de pêche et/ou à la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre d'embauche par exploitation, la consommation de carburant. Sur ce dernier point, le suivi statistique de la part de carburant subventionné est subordonné à l'obligation de restitution du carnet de carburant précédent avant toute remise d'un nouveau carnet.

Art. 5.— La validité de la présente licence de pêche est conditionnée par celle du permis de navigation du navire délivré par la direction polynésienne des affaires maritimes.

Art. 6.— La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Art. 7.— Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 7212 MRM du 24 septembre 2012, accordant à M. Lazar Choig Chong Ah-Min le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 8.— Le présent arrêté sera notifié à M. Lazar Choig Chong Ah-Min et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temaury FOSTER.

**ARRETE n° 9251 MRM du 13 décembre 2012 accordant à M. Hector Vetea Panapa le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 5 juin 2012 ;

Vu la demande d'autorisation de pêche présentée par M. Hector Vetea Panapa du 30 avril 2012,

Arrête :

Article 1er.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Hector Vetea Panapa, armateur du navire dénommé "Afaiture II", pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2.— Le navire défini à l'article 1er, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en projet de commande auprès de l'entreprise Deane Georges, sise à Arue.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) *Type* : "poti marara" armé en pêche ;
- b) *Nationalité* : française ;
- c) *Longueur hors tout* : 6,70 mètres ;
- d) *Largeur hors tout* : 2,49 mètres ;
- e) *Puissance motrice* : 240 CV (diesel) ;
- f) *Nombre et composition de l'équipage* : 1 capitaine.

Art. 3.— Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) *Technique(s) ou engin(s) de pêche* : pêche au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne.
- b) *Espèces ciblées* : petits et grands pélagiques.

Art. 4.— La présente licence de pêche est valable jusqu'à la délivrance du permis de navigation du navire par la direction polynésienne des affaires maritimes.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à M. Hector Vetea Panapa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temaury FOSTER.

**ARRETE n° 9252 MRM du 13 décembre 2012 accordant à M. Jonathan Philippe Constant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 9 février 2012 portant application de l'article 6 de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des

ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 9 décembre 2008 ;

Vu la demande d'autorisation de pêche présentée par M. Jonathan Philippe Constant du 18 novembre 2008 ;

Vu le permis de navigation en date du 30 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Jonathan Philippe Constant, armateur du navire dénommé "Rakiti", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4553, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française,

Art. 2.— Le navire défini à l'article 1er, à la date de la présentation du permis de navigation susvisé, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) *Type* : "poti marara" armé en pêche ;
- b) *Nationalité* : française ;
- c) *Longueur hors tout* : 7,20 mètres ;
- d) *Largeur hors tout* : 2,50 mètres ;
- e) *Puissance motrice* : 200 CV (diesel) ;
- f) *Nombre et composition de l'équipage* : 1 capitaine et 1 marin pêcheur.

Art. 3.— Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) *Technique(s) ou engin(s) de pêche* : pêche au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne.
- b) *Espèces ciblées* : petits et grands pélagiques, et vivaneaux.

Art. 4.— M. Jonathan Philippe Constant est soumis aux obligations suivantes :

- tenir à jour un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et de remettre ce document à la direction des ressources marines tous les trimestres de l'année en cours et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante ;
- fournir les informations complémentaires touchant l'activité de pêche et/ou à la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre d'embauche par exploitation, la consommation de carburant. Sur ce dernier point, le suivi statistique de la part de carburant subventionné est subordonné à l'obligation de restitution du carnet de carburant précédent avant toute remise d'un nouveau carnet.

Art. 5.— La validité de la présente licence de pêche est conditionnée par celle du permis de navigation du navire délivré par la direction polynésienne des affaires maritimes.

Art. 6.— La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.



Art. 7.— Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 9 MPA du 12 janvier 2009 accordant à M. Jonathan Philippe Constant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 8.— Le présent arrêté sera notifié à M. Jonathan Philippe Constant et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temauri FOSTER.

**ARRETE n° 9253 MRM/DRM du 13 décembre 2012 portant abrogation des dispositions de l'arrêté n° 7223 MRM/PRL du 2 octobre 2009 modifié relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Petario dit Puea Taerea à l'usage de son exploitation pericole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 59).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié, portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial Fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations pericoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2794 MRM du 15 juin 2009 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Petario dit Puea Taerea sis aux Gambier ;

Vu l'arrêté n° 3859 MRM du 18 mai 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la SCA Puea sis aux Gambier,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 7223 MRM/PRL du 2 octobre 2009 modifié relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Petario dit Puea Taerea à l'usage de son exploitation pericole sise aux Gambier est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur par intérim*  
de la direction des ressources marines,  
Stephen YEN KAI SUN.

**ARRETE n° 9254 MRM/DRM du 13 décembre 2012 portant abrogation des dispositions de l'arrêté n° 6855 MRM/PRL du 27 septembre 2010 modifié relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Vairau Philippe Otare à l'usage de son exploitation pericole sise à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 100).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;



Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial Fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8630 MRM du 20 novembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 7812 MRM du 21 octobre 2009 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Vairau Philippe Otare sis à Kaukura,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 6855 MRM/PRL du 27 septembre 2010 modifié relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et le gazole au bénéfice de M. Vairau Philippe Otare à l'usage de son exploitation perlicole sise à Kaukura est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur par intérim*  
de la direction des ressources marines,  
Stephen YEN KAI SUN.

**ARRETE n° 9255 MRM/DRM du 13 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Eddy Ririfatu Moeterauri Horoi à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 299).**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8275 MRM du 30 octobre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Eddy Ririfatu Moeterauri Horoi sise à Arutua ;

Vu la demande de M. Eddy Ririfatu Moeterauri Horoi du 7 décembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. Eddy Ririfatu Moeterauri Horoi titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti à échéance du 7 novembre 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Arutua.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 2 400 litres d'essence sans plomb.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur par intérim*  
de la direction des ressources marines,  
Stephen YEN KAI SUN.

**ARRETE n° 9256 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 21 MPA du 4 février 2009 accordant à M. Vaitua Chee Ayee le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 décembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 21 MPA du 4 février 2009 accordant à M. Vaitua Chee Ayee le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Toarani", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4379, est abrogé.

Art. 2.— La direction des ressources marines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Vaitua Chee Ayee et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temaui FOSTER.

**ARRETE n° 9257 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 1167 CM du 27 octobre 1997 accordant à M. Paul Noël Teuna o Hema Teikipupuni le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 décembre 2012 ;

Vu l'acte de vente du navire en date du 23 janvier 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 1167 CM du 27 octobre 1997 accordant à M. Paul Noël Teuna o Hema Teikipupuni le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Koimaa II", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 3908 est abrogé.

Art. 2.— La direction des ressources marines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Paul Noël Teuna o Hema Teikipupuni et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temaui FOSTER.

**ARRETE n° 9258 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 1242 CM du 23 septembre 1998 accordant à M. Temarii Teriipaia le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 décembre 2012 ;

Vu l'acte de décès en date du 1er décembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1242 CM du 23 septembre 1998 accordant à M. Temarii Teriipaia le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Vaianapa II", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 1099, est abrogé.

Art. 2. — La direction des ressources marines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Temarii Teriipaia et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temauri FOSTER.

**ARRETE n° 9259 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 491 MRM du 12 janvier 2012 accordant à M. Emile Faito le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 décembre 2012 ;

Vu la demande d'annulation du 12 novembre 2012 de la licence de pêche professionnelle de M. Emile Faito,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 491 MRM du 12 janvier 2012 accordant à M. Emile Faito le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Tihani II", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4508, est abrogé.

Art. 2. — La direction des ressources marines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Emile Faito et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temauri FOSTER.

**ARRETE n° 9260 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 4836 MRM du 21 juin 2012 accordant à M. Albert Tapi le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 décembre 2012 ;

Vu la demande d'annulation du 4 octobre 2012 de la licence de pêche professionnelle de M. Albert Tapi,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 4836 MRM du 21 juin 2012 accordant à M. Albert Tapi le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Anuheia II", est abrogé.

Art. 2.— La direction des ressources marines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Albert Tapi et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temaui FOSTER.

**ARRETE n° 9261 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 7177 MRM du 11 octobre 2011 accordant à Mme Raina Diana Teauna le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 décembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 7177 MRM du 11 octobre 2011 accordant à Mme Raina Diana Teauna le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Aikau", est abrogé.

Art. 2.— La direction des ressources marines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui, sera notifié à Mme Raina Diana Teauna et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temaui FOSTER.

**ARRETE n° 9262 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 5012 MRM du 28 juillet 2010 accordant à M. André Poehina Koheatu le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 décembre 2012 ;

Vu la demande d'annulation du 9 novembre 2012 de la licence de pêche professionnelle de M. André Poehina Koheatu,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 5012 MRM du 28 juillet 2010 accordant à M. André Poehina Koheatu le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Tahia O Tanaoa", est abrogé.

Art. 2. — La direction des ressources marines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. André Poehina Koheatu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temaui FOSTER.

**ARRETE n° 9263 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 7484 MRM du 27 octobre 2010 accordant à M. Gérard Aurentz le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 décembre 2012 ;

Vu l'acte de donation du navire en date du 1er octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 7484 MRM du 27 octobre 2010 accordant à M. Gérard Aurentz le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Natanaera", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4111, est abrogé.

Art. 2. — La direction des ressources marines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Gérard Aurentz et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temaui FOSTER.

**ARRETE n° 9264 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 3721 MRM du 8 juillet 2009 accordant à M. Jean-Luc Marutea Chavey le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 décembre 2012 ;

Vu l'acte de vente du navire en date du 10 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 3721 MRM du 8 juillet 2009 accordant à M. Jean-Luc Marutea Chavey le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Rautearii", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 1653 est abrogé.

Art. 2. — La direction des ressources marines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Luc Marutea Chavey et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temaui FOSTER.

**ARRETE n° 9265 MRM du 13 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 9163 MRM du 15 décembre 2009 accordant à M. Patrick Manavarere le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.**

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 décembre 2012 ;

Vu l'acte de vente du navire en date du 10 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 9163 MRM du 15 décembre 2009 accordant à M. Patrick Manavarere le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Manu Hiti Tua II", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4247 est abrogé.

Art. 2. — La direction des ressources marines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Patrick Manavarere et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 2012.  
Temaui FOSTER.

**MINISTRE DE L'EDUCATION,  
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

**ARRETE n° 9183 MEJ du 11 décembre 2012 portant attribution du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française.**

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, eu charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu la délibération n° 2004-17 APF du 22 janvier 2004 modifiée portant création du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 463 CM du 12 mars 2004 modifié relatif à l'organisation, aux conditions de préparation et de délivrance du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8522 MEJ du 13 novembre 2012 portant composition du jury du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu le procès-verbal du jury de la session d'examen du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française, organisée le 24 novembre 2012 à Pirae, Tahiti,

Arrête :

Article 1er.— Le brevet de surveillant aquatique en Polynésie française est attribué à :

- n° 41-2012 BSA/PF M. Bryan Wayne Faata Autai, né le 28 juillet 1992 à Papeete, Tahiti ;
- n° 42-2012 BSA/PF Mlle Nathalie Turia Tepare Avaepii, née le 27 décembre 1988 à Papeete, Tahiti ;
- n° 43-2012 BSA/PF Mlle Marina Tetuanui Faaio, née le 19 mai 1981 à Toulon, Var (83) ;
- n° 44-2012 BSA/PF M. Ludvic Matahi Adolphe Iorss, né le 21 mai 1976 à Papeete, Tahiti ;
- n° 45-2012 BSA/PF Mlle Vehearui Nanuheiti Jurd, née le 6 mars 1989 à Papeete, Tahiti ;
- n° 46-2012 BSA/PF Mlle Marine Vaitehi Anaïs Juventin, née le 2 février 1990 à Uturoa, Raiatea ;
- n° 47-2012 BSA/PF M. Alfred Charlot Taro Maraetafau, né le 5 mai 1980 à Papeete, Tahiti ;
- n° 48-2012 BSA/PF M. Adam Manuarii Paari, né le 12 avril 1991 à Papeete, Tahiti ;
- n° 49-2012 BSA/PF M. William Heiurarii Jean-Claude Pia, né le 19 janvier 1993 à Papeete, Tahiti ;
- n° 50-2012 BSA/PF M. Manarii Dan Pito, né le 4 juin 1984 à Papeete, Tahiti ;
- n° 51-2012 BSA/PF Mme Hinanui Stéphanie Tevepauhu épouse Brothers, née le 23 décembre 1983 à Papeete, Tahiti.

Art. 2.— Les titulaires du brevet de surveillant de baignade ou du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française dont les noms suivent sont recyclés pour une durée de cinq années à compter du 24 novembre 2012 :

- n° 50-2007 BSA/PF M. Jean-Pierre Halfon, né le 4 mai 1952 à la Goulette, Tunisie ;

- n° 05-2007 BSA/PF Mlle Terava Constance Tumata Le Gayic, née le 23 mai 1979 à Papeete, Tahiti ;
- n° 52-2012 BSA/PF Mlle Myriam Miriama Tariu, née le 13 novembre 1978 à Papeete, Tahiti.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.  
Tauhiti NENA.

## MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

**ARRETE n° 9087 MAA du 7 décembre 2012 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Teamae 5, cadastrée commune de Moorea-Maiao, section de commune de Paopao, section EN n° 149, au profit du service de l'artisanat.**

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 262 MET du 26 janvier 2012 du ministre en charge de l'équipement ;

Vu la lettre n° 247 PR/SDT du 9 février 2012 du service du tourisme ;

Vu la lettre n° 152 MCA du 16 février 2012 du ministre en charge de l'artisanat,

Arrête :

Article 1er.— La parcelle dépendant de la terre Teamae 5, cadastrée commune de Moorea-Maiao, section de commune de Paopao, section EN n° 149, d'une superficie de 1 084 mètres carrés, et les constructions y édifiées sont affectées au profit du service de l'artisanat.

Tel que le tout figure sur le document d'arpentage n° 103515 en date du 17 juillet 2012 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.



Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'implantation d'un centre artisanal. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— La valeur comptable de la parcelle affectée est estimée à *quatorze millions quatre-vingt-douze mille francs CFP* (14 092 000 F CFP), soit 13 000 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— Le ministre en charge de l'artisanat, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés et la direction des affaires foncières devra en être informée.

Art. 7.— L'arrêté n° 7385 MAE du 22 octobre 2010 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Teamae 5 parcelle, cadastrée commune de Moorea-Maiao, commune associée de Paopao, section EN n° 129, au profit du service du tourisme, est abrogé.

Art. 8.— Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 décembre 2012.

*Le ministre de l'aménagement  
et du logement,  
Louis FREBAULT.*

*Le ministre de la culture,  
de l'artisanat et de la famille,  
Chantal TAHIATA.*

**ARRETE n° 9088 MAA du 7 décembre 2012 portant affectation des parcelles dépendant des terres Teamae 4 et Teamae 5, cadastrées commune de Moorea-Maiao, section de commune de Paopao, section EN n° 12 et n° 150, au profit de la direction de l'équipement.**

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 262 MET du 26 janvier 2012 du ministre en charge de l'équipement ;

Vu la lettre n° 152 MCA du 16 février 2012 du ministre en charge de l'artisanat,

Arrête :

Article 1er.— Les parcelles dépendant des terres Teamae 4 et Teamae 5, cadastrées commune de Moorea-Maiao, section de commune de Paopao, section EN n° 12 et n° 150, d'une superficie respective de 2 890 mètres carrés et 1 835 mètres carrés, l'ensemble des installations et aménagements constituant la marina de Paopao, ainsi que toutes les constructions y édifiées, sont affectées au profit de la direction de l'équipement.

Tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral et le document d'arpentage n° 103515 en date du 17 juillet 2012, détenus par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'exploitation, la gestion et à l'entretien des sites.

Art. 3.— La valeur comptable totale des parcelles affectées est estimée à *soixante et un million quatre cent vingt-cinq mille francs CFP* (61 425 000 F CFP), soit 13 000 F CFP le mètre carré, répartie comme suit :

- la parcelle EN n° 12, d'une superficie de 2 890 mètres carrés, estimée à *trente-sept millions cinq cent soixante-dix mille francs CFP* (37 570 000 F CFP) ;
- la parcelle EN n° 150, d'une superficie de 1 835 mètres carrés, estimée à *vingt-trois millions huit cent cinquante-cinq mille francs CFP* (23 855 000 F CFP).

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— Le ministre en charge de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.



Art. 6.— En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés et la direction des affaires foncières devra en être informée.

Art.7.— Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 décembre 2012.

*Le ministre de l'équipement  
et des transports terrestres,*  
James SALMON.

*Le ministre de l'aménagement  
et du logement,*  
Louis FREBAULT.

**ARRETE n° 9107 MAA du 7 décembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 1318 VP du 29 mars 2011 autorisant la location d'une parcelle à détacher de la terre domaniale Paparatea, cadastrée section ID n° 1, sise à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, au profit de Mme Wong-Yoène Wong Lam.**

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu le constat des lieux n° 867-1°SA/SDR en date du 27 août 2012 effectué par le service du développement rural ;

Vu la demande de résiliation n° 3440 MAE/SDR/AER du chef de service du développement rural, département AER, en date du 14 septembre 2012 ;

Vu le constat des lieux n° 465 MAA/DAF/TAR en date du 22 octobre 2012 établi par la direction des affaires foncières, antenne de Taravao,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 1318 VP du 29 mars 2011 autorisant la location d'une parcelle à détacher de la terre domaniale Paparatea, cadastrée section ID n° 1, sise à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, au profit de Mme Wong-Yoène Wong Lam, est abrogé.

Art. 2.— L'acte administratif du 1er avril 2011, enregistré le 6 juillet 2011, folio 82, bordereau 2554/1, est résilié à compter du 31 octobre 2012.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 décembre 2012.

*Le ministre de l'économie, des finances  
du travail et de l'emploi,*  
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'aménagement  
et du logement,*  
Louis FREBAULT.

*Le ministre de l'agriculture,  
de l'élevage et de la forêt,*  
Kalani TEIXEIRA.

**ARRETE n° 9191 MAA du 11 décembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1730 MAA du 10 mai 2011 portant affectation de locaux sis au 3e et 4e niveau de l'immeuble Putia Oro, édifié sur la parcelle cadastrée commune de Papeete, section CR n° 11, à la direction de l'environnement.**

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1730 MAA du 10 mai 2011 portant affectation de locaux sis au 3e et 4e niveau de l'immeuble Putiaaoro, édifié sur la parcelle cadastrée commune de Papeete, section CR n° 11, à la direction de l'environnement ;

Vu la lettre n° 1769 MEM/ENV du 12 novembre 2012 de la direction de l'environnement,

Arrête :

Article 1er.— L'article 6 de l'arrêté n° 1730 MAA du 10 mai 2011 susvisé, est rédité ainsi qu'il suit :

Art. 6.— "L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté et notamment l'entretien de la station d'épuration attenante audit bâtiment. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers".

Art. 2.— Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.

*Le ministre de l'aménagement  
et du logement,*

Louis FREBAULT.

*Le ministre de l'environnement,  
de l'énergie et des mines,*  
Jacky BRYANT.

#### MINISTRE DE LA SANTE ET DE LA SOLIDARITE

**ARRETE n° 9297 MSS du 14 décembre 2012 portant désignation des membres médecins à la commission technique à l'adoption créée au sein de la direction des affaires sociales.**

Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu l'arrêté n° 1003 CM du 15 octobre 1985 portant création d'une commission technique à l'adoption au sein du service des affaires sociales ;

Vu la lettre n° 6092 MSS/DAS/ASE du 30 novembre 2012 demandant la désignation des médecins membres de la commission technique à l'adoption,

Arrête :

Article 1er.— Sont désignés en qualité de membres de la commission technique à l'adoption les médecins suivants :

- le Dr Patricia Giraud, responsable du centre de consultation spécialisé pour la protection maternelle et infantile, *titulaire* et le Dr Corinne Michel, *suppléant* ;
- le Dr Anita Vabret, médecin pédopsychiatre au Centre de consultation spécialisé d'hygiène mentale infanto-juvénile, *titulaire* et le Dr Jean-Marie Poulain, *suppléant*.

Art. 2.— L'arrêté n° 188 SR du 3 décembre 1985 portant désignation de deux médecins, membres de la commission technique chargée des problèmes de l'adoption, est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 décembre 2012.  
Charles TETARIA.

**ARRETE n° 9298 MSS du 14 décembre 2012 portant désignation des membres médecins à la commission technique à l'adoption créée au sein de la direction des affaires sociales.**

Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu l'arrêté n° 1003 CM du 15 octobre 1985 portant création d'une commission technique à l'adoption au sein du service des affaires sociales ;

Vu la lettre n° 6092 MSS/DAS/ASE du 30 novembre 2012 demandant la désignation des médecins membres de la commission technique à l'adoption,

Arrête :

Article 1er.— Sont désignés en qualité de membres de la commission technique à l'adoption les médecins suivants :

- le Dr Patricia Giraud, responsable du centre de consultation spécialisé pour la protection maternelle et infantile, *titulaire* et le Dr Corinne Michel, *suppléant* ;
- le Dr Anita Vabret, médecin pédopsychiatre au Centre de consultation spécialisé d'hygiène mentale infanto-juvénile, *titulaire* et le Dr Jean-Marie Poulain, *suppléant*.

Art. 2.— L'arrêté n° 188 SR du 3 décembre 1985 portant désignation de deux médecins, membres de la commission technique chargée des problèmes de l'adoption, est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 décembre 2012.  
Charles TETARIA.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE  
ET DE LA FORÊT**

**ARRETE n° 9108 MAE du 7 décembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 835 MAA du 14 février 2011 autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 8 du lotissement agricole Maraeroa sis à Raiatea, au profit de M. René Haapa.**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu le bail du 22 mars 2011 conclu entre la Polynésie française et M. René Haapa relatif à la location du lot n° 1 du lotissement agricole Maraeroa sis à Raiatea ;

Vu le courrier de restitution du 3 novembre 2012 formulé par M. René Haapa,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 835 MAA du 14 février 2011 autorisant la location du lot n° 8 du lotissement agricole Maraeroa sis à Raiatea au profit de M. René Haapa est abrogé.

Art. 2.— La résiliation du bail du 22 mars 2011 susvisé conclu entre la Polynésie française et M. René Haapa est autorisée à compter du dernier paiement constaté.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 décembre 2012.  
Le ministre de l'économie, des finances  
du travail et de l'emploi,  
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'aménagement  
et du logement,  
Louis FREBAULT.*

*Le ministre de l'agriculture,  
de l'élevage et de la forêt,  
Kalani TEIXEIRA.*

**ARRETE n° 9192 MAE du 11 décembre 2012 relatif à la cession gratuite de plants pour le lycée Tuiani-Le Gayic de Papara.**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres,

Arrête :

Article 1er.— Sont cédés à titre gratuit au lycée Tuiani-Le Gayic de Papara, les plants suivants :

- 1 plant d'orange, *Citrus sinensis* ;
- 1 plant de pamplemousse, *Citrus grandis* ;
- 1 plant de mandarine, *Citrus reticulata* ;
- 1 plant de goyave, *Psidium guajava* ;
- 2 plants de uru, *Artocarpus altilis* ;
- 1 plant de carambole, *Averrhoa carambola* ;
- 1 plant d'avocat, *Persea americana* ;
- 1 plant de pomme étoile, *Chrysophyllum cainito* ;
- 1 plant de pacaye, *Inga feuillei* ;
- 1 plant de longane, *Dimocarpus longan* ;
- 1 plant de cœur de boeuf, *Annona reticulata* ;
- 1 plant de tou, *Cordia subcordata* ;
- 2 plants de miro, *Thespesia populnea*.

La valeur de ces plants est de *vingt-deux mille cinq cents francs CFP* (22 500 F CFP).

Art. 2.— Les plants fournis seront utilisés à l'occasion des projets de création d'un arboretum dans l'enceinte du lycée et de labellisation "éco-école, éco-lycée".

Art. 3.— Les plants seront fournis par le service du développement rural, pépinière de Papara. Le transport des produits de la pépinière vers le lieu de plantation est à la charge du bénéficiaire.

Art. 4.— Le chef du service du développement rural est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.  
Kalani TEIXEIRA.

**ARRETE n° 9193 MAE du 11 décembre 2012 relatif à la cession gratuite de plants pour l'association Comité quartier Hotuarea Nui.**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres,

Arrête :

Article 1er. — Sont cédés à titre gratuit à l'association Comité quartier Hotuarea Nui, les plants fruitiers suivants :

- 1 plant de ramboutan, *Nephelium lappaceum* ;
- 1 plant de quenette, *Melicoccus bijugatus* ;
- 1 plant de pamplemousse, *Citrus grandis* ;
- 1 plant de mape, *Inocarpus fagifer* ;
- 1 plant de carambole, *Averrhoa carambola* ;
- 1 plant de pomme étoile, *Chrysophyllum cainito* ;
- 1 plant de pacaye, *Inga feuillei* ;
- 1 plant de longane, *Dimocarpus longan* ;
- 1 plant de pomme cannelle, *Annona squamosa* ;
- 1 plant de cœur de bœuf, *Annona reticulata*.

La valeur de ces plants est de douze mille francs CFP (12 000 F CFP).

Art. 2. — Les plants fournis seront utilisés à l'occasion du projet de réhabilitation du site du flamboyant et du projet de jardin partagé, à Faa'a.

Art. 3. — Les plants seront fournis par le service du développement rural, pépinière de Papara. Le transport des produits de la pépinière vers le lieu de plantation est à la charge du bénéficiaire.

Art. 4. — Le chef du service du développement rural est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.  
Kalani TEIXEIRA.

**ARRETE n° 9194 MAE du 11 décembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 808 CM du 4 juin 2010 et autorisant la résiliation du bail du 15 décembre 2010 relatif à la location du lot n° 3a dépendant du lotissement agricole "Vaianae" sis à Moorea, au profit de Mme Mere Etaia.**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu le bail du 15 décembre 2010 conclu entre la Polynésie française et Mme Mere Etaia, relatif à la location du lot n° 3a dépendant du lotissement agricole "Vaianae" sis à Moorea ;

Vu le courrier de mise en demeure n° 1599 SDR/AER/MAE du 5 avril 2012 ;

Vu le rapport dressé sur l'état de mise en valeur du lot n° 3a dépendant du lotissement agricole "Vaianae" sis à Moorea, du 4 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 808 CM du 4 juin 2010 autorisant la location du lot n° 3a dépendant du lotissement agricole "Vaianae" sis à Moorea, d'une superficie de 1,29 hectare, au profit de Mme Mere Etaia, est abrogé.

Art. 2. — La résiliation du bail du 15 décembre 2010 susvisé, conclu entre la Polynésie française et Mme Mere Etaia, est autorisée à compter du dernier paiement constaté.

Art. 3. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.  
Le ministre de l'économie, des finances,  
du travail et de l'emploi,  
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement  
et du logement,  
Louis FREBAULT.

Le ministre de l'agriculture,  
de l'élevage et de la forêt,  
Kalani TEIXEIRA.

**ARRETE n° 9195 MAE du 11 décembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 804 CM du 4 juin 2010 et autorisant la résiliation du bail du 13 décembre 2010 relatif à la location du lot n° 3a dépendant du lotissement agricole "Rotui" sis à Moorea, au profit de M. Marius Teihotaata.**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu le bail du 13 décembre 2010 conclu entre la Polynésie française et M. Marius Teihotaata, relatif à la location du lot n° 3a dépendant du lotissement agricole "Rotui" sis à Moorea ;

Vu le courrier de mise en demeure n° 1640 SDR/AER/MAE du 10 avril 2012 ;

Vu le rapport dressé sur l'état de mise en valeur du lot n° 3a dépendant du lotissement agricole "Rotui" sis à Moorea, du 10 octobre 2012,

**Arrête :**

Article 1er.— L'arrêté n° 804 CM du 4 juin 2010 autorisant la location du lot n° 3a dépendant du lotissement agricole "Rotui" sis à Moorea, d'une superficie de 0,5 hectare, au profit de M. Marius Teihotaata, est abrogé.

Art. 2.— La résiliation du bail du 15 décembre 2010 susvisé, conclu entre la Polynésie française et M. Marius Teihotaata, est autorisée à compter du dernier paiement constaté.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.  
Le ministre de l'économie, des finances,  
du travail et de l'emploi,  
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'aménagement  
et du logement,  
Louis FREBAULT.*

*Le ministre de l'agriculture,  
de l'élevage et de la forêt,  
Kalani TEIXIERA.*

**ARRETE n° 9196 MAE du 11 décembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 792 CM du 4 juin 2010 et autorisant la résiliation du bail du 7 juin 2011 relatif à la location du lot n° 5 dépendant du lotissement agricole "Opunohu Rive Gauche" sis à Moorea, au profit de M. Georges Ahupu.**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu le bail du 7 juin 2011 conclu entre la Polynésie française et M. Georges Ahupu, relatif à la location du lot n° 5 dépendant du lotissement agricole "Opunohu Rive Gauche", sis à Moorea ;

Vu le courrier de mise en demeure n° 1599 SDR/AER/MAE du 10 avril 2012 ;

Vu le rapport dressé sur l'état de mise en valeur du lot n° 5 dépendant du lotissement agricole "Opunohu Rive Gauche", sis à Moorea, du 4 octobre 2012,

**Arrête :**

Article 1er.— L'arrêté n° 792 CM du 4 juin 2010 autorisant la location du lot n° 5 dépendant du lotissement agricole "Opunohu Rive Gauche" sis à Moorea, d'une superficie de 1,7 hectare, au profit de M. Georges Ahupu, est abrogé.

Art. 2.— La résiliation du bail du 7 juin 2011 susvisé, conclu entre la Polynésie française et M. Georges Ahupu, est autorisée à compter du dernier paiement constaté.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.  
*Le ministre de l'économie, des finances,  
 du travail et de l'emploi,*  
 Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'aménagement  
 et du logement,*  
 Louis FREBAULT.

*Le ministre de l'agriculture,  
 de l'élevage et de la forêt,*  
 Kalani TEIXIERA.

**ARRETE n° 9197 MAE du 11 décembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 799 CM du 4 juin 2010 et autorisant la résiliation du bail du 7 juin 2011 relatif à la location du lot n° 13 dépendant du lotissement agricole "Opunohu Rive Gauche" sis à Moorea, au profit de M. Xavier Lopez.**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu le bail du 7 décembre 2010 conclu entre la Polynésie française et M. Xavier Lopez, relatif à la location du lot n° 13 dépendant du lotissement agricole "Opunohu Rive Gauche", sis à Moorea ;

Vu le courrier de mise en demeure n° 1637 SDR/AER/MAE du 10 avril 2012 ;

Vu le rapport dressé sur l'état de mise en valeur du lot n° 13 dépendant du lotissement agricole "Opunohu Rive Gauche", sis à Moorea, du 4 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 799 CM du 4 juin 2010 autorisant la location du lot n° 13 dépendant du lotissement agricole "Opunohu Rive Gauche" sis à Moorea, d'une superficie de 1,9 hectare, au profit de M. Xavier Lopez, est abrogé.

Art. 2.— La résiliation du bail du 7 décembre 2010 susvisé, conclu entre la Polynésie française et M. Xavier Lopez, est autorisée à compter du dernier paiement constaté.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.  
*Le ministre de l'économie, des finances,  
 du travail et de l'emploi,*  
 Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'aménagement  
 et du logement,*  
 Louis FREBAULT.

*Le ministre de l'agriculture,  
 de l'élevage et de la forêt,*  
 Kalani TEIXIERA.

**ARRETE n° 9200 MAE du 12 décembre 2012 portant mise sous surveillance de l'exploitation de poules pondeuses de M. Fati Wong Kui Long (Papara - Tahiti).**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1695 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu la délibération n° 2006-36 APF du 15 juin 2006 définissant les mesures applicables dans le cadre de la lutte contre les maladies transmissibles des animaux ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 modifié portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 760 CM du 4 juin 2007 modifié relatif à la nomenclature des maladies transmissibles des animaux à déclaration obligatoire et des maladies transmissibles des animaux faisant l'objet de mesures de police sanitaire ainsi que les modalités de leur déclaration ;

Vu l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 relatif à la lutte contre les infections à *Salmonella enterica* sérotype Enteritidis dans les troupeaux de l'espèce *Gallus gallus* en filière ponte œufs de consommation ;

Vu le code général des collectivités territoriales, livre II titre 1er chapitre 2, relatif à la police municipale, notamment son article L. 2212-2 ;

Considérant les résultats des prélèvements effectués dans l'exploitation du laboratoire LASEA de l'Institut Louis-Malardé à Papeete n° 2012.9-1 du 4 janvier 2012 ;

Sur proposition du chef du département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire,

Arrête :

Article 1er.— L'exploitation de poules pondeuses de M. Fati Wong Kui Long, sise au PK 36,5 côté montagne, commune de Papara, île de Tahiti, suspecte d'être infectée par *Salmonella enterica* sérotype Enteritidis, est mise sous surveillance.

Art. 2.— La présente mise sous surveillance entraîne l'application des mesures suivantes dans l'exploitation mentionnée à l'article 1er :

- A Tous les troupeaux de l'exploitation sont immédiatement séquestrés et maintenus isolés ;
- B Tout traitement antibiotique est interdit sauf dérogation écrite de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire ;
- C Tout mouvement de volailles à destination ou en provenance de l'exploitation du troupeau suspect est interdit, sauf autorisation de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire.

Art. 3.— Selon les résultats des prélèvements prévus à l'article 37 de l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 susvisé et sur proposition de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire, le présent arrêté est immédiatement :

- rapporté lorsque suite aux deux séries de prélèvements prévus à l'article 37 précité, tous les troupeaux de l'exploitation sont classés comme présentant un risque très faible ;
- remplacé par un arrêté portant déclaration d'infection lorsque la présence de l'infection est confirmée par la positivité d'au moins une des analyses prévues à l'article 37 précité.

Art. 4.— Les infractions aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté sont constatées par procès-verbal, elles sont passibles des peines prévues au chapitre V de la délibération n° 2006-36 APF du 15 juin 2006 définissant les mesures applicables dans le cadre de la lutte contre les maladies transmissibles des animaux.

Art. 5.— Le chef du service du développement rural, le commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française et le maire de la commune de Papara sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 12 décembre 2012.  
Kalani TEIXEIRA.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT  
DES ARCHIPELS  
ET DES TRANSPORTS INTERINSULAIRES**

**ARRETE n° 9138 MDA du 7 décembre 2012 autorisant le navire Hawaiki Nui à desservir à titre exceptionnel l'île de Moorea du 8 au 10 décembre 2012.**

Le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1696 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 304 CM du 3 mars 1998 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SARL Société de transports insulaires maritimes (STIM) pour l'exploitation du navire Hawaiki Nui sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de la SARL Société de transports insulaires maritimes (STIM) reçue le 7 décembre 2012 ;

Vu les avis des sociétés titulaires de la ligne maritime demandée,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 304 CM du 3 mars 1998 modifié susvisé, le navire Hawaiki Nui est autorisé à desservir à titre exceptionnel l'île de Moorea du 8 au 10 décembre 2012.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 décembre 2012.  
Daniel HERLEMME.

**ARRETE n° 9190 MDA du 11 décembre 2012 autorisant Mlle Lolita Teura Teivao à occuper le domaine public aéroportuaire de Aratika (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation du snack-bar.**

Le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie,



Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1696 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie ;

Vu la délibération n° 96-27 AT du 15 février 1996 fixant le régime des occupations temporaires du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicables aux autorisations d'occupation temporaire de dépendance du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2012 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation temporaire d'emplacement dépendant des aérodromes du pays ;

Vu l'arrêté n° 1093 CM du 28 juillet 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 4 juillet 2012,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Lolita Teura Teivao est autorisée à occuper pour une durée de neuf (9) ans renouvelable, une surface de 50,30 m<sup>2</sup> dépendante du domaine public aéroportuaire de Aratika (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation du snack-bar.

La présente autorisation précaire et révocable est particulière à Mlle Lolita Teura Teivao et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale.

Elle prend effet à compter de sa date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Art. 2.— Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Aratika (îles Tuamotu) par Mlle Lolita Teura Teivao font l'objet d'un cahier des charges auquel est annexé le plan d'occupation agréé correspondant.

Art. 3.— La présente occupation du domaine public aéroportuaire de Aratika (îles Tuamotu) donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010 susvisé, laquelle s'élève à 12 575 F CFP (douze mille cinq cent soixante-quinze francs CFP).

Art. 4.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 2012.  
Daniel HERLEMME.

Cahier des charges n° 1730 MDA/DAC du 7 décembre 2012 applicable au régime d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire de Aratika (îles Tuamotu) par Mlle Lolita Teura Teivao dans le cadre de l'exploitation commerciale du snack-bar de l'aérogare.

Article 1er.— *Autorisation d'occupation*

Mlle Lolita Teura Teivao, née le 2 février 1975 à Papeete, tél : 31 89 71, 78 79 01, BP 20 98764 Paparara, Aratika - n° TAHITI : 13355 N° RC : 06 1224 A ci-après dénommée "la bénéficiaire" est autorisée à occuper une surface de 50,30 m<sup>2</sup> dépendante du domaine public aéroportuaire de Aratika (îles Tuamotu), conforme au plan d'occupation correspondant ci-annexé, dans le cadre de l'exploitation commerciale du snack-bar de l'aérogare.

Art. 2.— *Durée de l'autorisation*

L'autorisation est accordée par arrêté à titre personnel, précaire et révocable pour une durée de neuf (9) ans.

A l'échéance de l'autorisation précitée ou en cas de retrait anticipé, la bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'aucun droit au maintien sur les lieux, sauf cas de renouvellement au gré de l'administration.

Art. 3.— *Renouvellement de l'autorisation*

Si la bénéficiaire désire obtenir le renouvellement de l'autorisation, elle devra en formuler la demande 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration.

L'administration aura la faculté de consentir à ce renouvellement soit dans des conditions identiques, soit dans des conditions différentes ou de le refuser.

Art. 4.— *Aménagement - Approbation préalable des projets*

Tout aménagement nouveau à caractère immobilier à celui agréé, entrepris par la bénéficiaire devra faire l'objet d'un projet et sera soumis à l'agrément de l'administration sans que cet agrément puisse en aucune manière engager sa responsabilité.

Les délais et conditions d'exécution de ces travaux seront fixés en accord avec l'administration.

La bénéficiaire ne sera admise à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance et des caractéristiques physiques de la surface allouée, qu'elle est censé bien connaître. Elle devra par ailleurs faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires.

En cas de contestation des surfaces, il sera procédé à une mission d'expertise de l'administration à charge de l'intéressée.

Art. 5.— Les fournitures d'eau et d'électricité sur les aérodromes font l'objet d'accord particulier avec le gestionnaire de l'aérodrome.

Art. 6.— Tous équipements particuliers mis en place dans le cadre de l'autorisation d'occupation doivent être en conformité avec la réglementation applicable en matière de sécurité et d'hygiène.



*Art. 7. — Propriété et exploitation des ouvrages*

La bénéficiaire sera propriétaire des constructions et installations agréées à l'article 4 précité pendant toute la durée de l'occupation suivant la procédure décrite.

*Art. 8. — Responsabilité pour dommages et garantie*

La bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations.

En conséquence, elle devra souscrire auprès d'une compagnie d'assurance, les assurances garantissant toutes responsabilités lui incombant en raison de son occupation ainsi que les dommages causés aux tiers, dont elle acquittera régulièrement les primes et cotisations.

*Art. 9. — Caractère de l'occupation*

La bénéficiaire est tenue d'occuper elle-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

*Art. 10. — Redevance*

La présente autorisation est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle dont le montant est fixé par arrêté du conseil des ministres.

La redevance est payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, BP 114-CCP 975-1205. En cas de versement tardif, quelle qu'en soit la cause et après mise en demeure, les sommes impayées seront majorées d'une pénalité telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

*Art. 11. — Révocation de l'autorisation*

Faute, par la bénéficiaire, de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières du présent cahier des charges et notamment :

- un détournement de l'objet initial de l'occupation comme posée dans l'article premier ;
- le non-paiement des redevances d'occupation, des charges et des impôts tiers correspondant ;
- le non-respect des règles d'hygiène et de sécurité (l'intéressée s'engage à garder propre le lieu de son exploitation de vente, mettre en place des poubelles, collecter et évacuer les ordures liées à son exploitation hors de l'emprise aéroportuaire) ;
- la non-occupation des lieux dans un délai de 3 mois à compter de la date d'effet de l'autorisation ;
- le non-respect des conventions ou accords particuliers concernant les fournitures d'eau et d'électricité décrits à l'article 5 précité ;
- l'autorisation pourra être révoquée si les recommandations de l'administration restent sans effet.

De même, il sera mis fin à l'autorisation en cas de non-occupation ou d'arrêt de l'objet de l'occupation, sans préjudice du droit pour la Polynésie française de poursuivre le recouvrement de toutes les sommes pouvant lui être dues.

Dans tous ces cas, les redevances payées d'avance par la bénéficiaire resteront acquises à la Polynésie française sans préjudice du droit, pour cette dernière, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

*Art. 12. — Retrait de l'autorisation*

L'administration aura toujours le droit de retirer l'autorisation accordée dès lors que l'ordre public ou l'intérêt

du service public qu'elle assure le justifiera, et en particulier en cas d'extension des installations de l'aérodrome, conformément aux dispositions précitées de l'article 2.

La bénéficiaire ne pourra prétendre dans ce cas à aucune indemnité pour préjudice subi.

Le retrait sera prononcé par décision motivée de l'autorité qui a délivré l'autorisation et qui sera notifiée au titulaire.

*Art. 13. — Résiliation de la convention par la bénéficiaire*

Dans le cas où elle aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de la présente convention, la bénéficiaire pourra résilier celle-ci en la notifiant, moyennant un préavis de trois mois.

La résiliation ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. Les redevances payées d'avance par la bénéficiaire resteront acquises à la Polynésie française sans préjudice du droit, pour cette dernière, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

*Art. 14. — Sort des installations à la cessation de l'autorisation*

A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations qui auront été réalisées sur les surfaces visées à l'article 1er devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par la bénéficiaire. A défaut, par celle-ci, de s'être acquittée de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office à ses frais et risques par l'administration.

Toutefois si, à la demande de la bénéficiaire, l'administration accepte que des installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement de matériel ou de mobilier, la bénéficiaire devra justifier auprès de l'administration du paiement de tous impôts, taxes ou redevances mis à sa charge,

*Art. 15. — Impôts et frais*

La bénéficiaire supportera tous les frais inhérents à la présente autorisation ainsi que tous les impôts, et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient être éventuellement assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent cahier des charges.

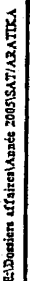
*Art. 16. — Autorité et contrôle*

L'occupant devra se conformer aux consignes du chef d'aérodrome.

L'administration pourra à tout instant faire exercer par un représentant de son choix tous contrôles et vérifications tendant à s'assurer de la parfaite exécution par la bénéficiaire des obligations lui incombant du fait de la présente autorisation. Il pourra si besoin est, donner toutes instructions en ce sens.

Fait à Papeete, le 7 décembre 2012.  
Pour le ministre et par délégation :  
Guy SUE.

La bénéficiaire,  
Mlle Lolita Teura TEIVAO.



## ARRETES DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

**ARRETE n° 19-2012 PR/APF du 10 décembre 2012 proclamant les résultats des concours externe et interne pour le recrutement de 4 fonctionnaires de catégorie B, relevant du statut du personnel de l'assemblée de Polynésie française.**

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française, notamment son article 24 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 31-2011 APF/SG du 14 avril 2011 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 77-2009 PR/APF du 14 mai 2009 modifié relatif aux modalités des concours à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A37-2012 PR/APF du 24 mai 2012 fixant la nature des épreuves des concours de recrutement des secrétaires d'administration affectés au service des commissions, relevant de la catégorie B de la fonction publique de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A38-2012 PR/APF du 24 mai 2012 portant ouverture et organisation matérielle de concours externe et interne de recrutement de 4 fonctionnaires relevant de la catégorie B à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A39-2012 PR/APF du 24 mai 2012 modifié nommant les membres du jury du concours externe et interne de recrutement de 4 fonctionnaires relevant de la catégorie B à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal n° 12113 de la réunion des membres du jury d'examen du 18 octobre 2012 ;

Vu le procès-verbal n° 14411 de la réunion des membres du jury d'examen du 7 décembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Sont déclarés admis par ordre de mérite, au concours externe de recrutement de quatre secrétaires d'administration de catégorie B affectés au service des commissions, relevant du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française, les candidats suivants :

*Sur la liste principale* : 1° Mme Heipoe Teahu ; 2° M. Jordan Wan ; 3° Mlle Titaina Tereopa ; 4° M. Félix Temarii.

*Sur la liste complémentaire* : 1° Mme Lenna Hunter ; 2° Mlle Renata Garbutt.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.  
Jacqui DROLLET.

**ARRETE n° 20-2012 PR/APF du 10 décembre 2012 proclamant les résultats des concours externe et interne pour le recrutement de 2 fonctionnaires de catégorie A, relevant du statut du personnel de l'assemblée de Polynésie française.**

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française, notamment son article 24 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 31-2011 APF/SG du 14 avril 2011 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 77-2009 PR/APF du 14 mai 2009 modifié relatif aux modalités des concours à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A40-2012 PR/APF du 24 mai 2012 fixant la nature des épreuves des concours de recrutement des administrateurs, spécialité traducteur-correcteur relevant de la catégorie A de la fonction publique de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A41-2012 PR/APF du 24 mai 2012 portant ouverture et organisation matérielle de concours externe et interne de recrutement de 2 fonctionnaires relevant de la catégorie A à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A42-2012 PR/APF du 24 mai 2012 modifié nommant les membres du jury du concours externe et interne de recrutement de 2 fonctionnaires relevant de la catégorie A à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal n° 12113 de la réunion des membres du jury d'examen du 18 octobre 2012 ;

Vu le procès-verbal n° 14411 de la réunion des membres du jury d'examen du 7 décembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Sont déclarés admis par ordre de mérite, au concours externe pour le recrutement d'un administrateur, spécialité traducteur-correcteur de catégorie A, relevant du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française, les candidats suivants :

*Sur la liste principale* : 1° M. Orava Guenin.

*Sur la liste complémentaire* : 1° Mme Heipoe Teahu ; 2° Mlle Amélie Tixier.

Art. 2. — Est déclaré admis par ordre de mérite, au concours interne pour le recrutement d'un administrateur, spécialité traducteur-correcteur de catégorie A, relevant du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française, le candidat suivant :

*Sur la liste principale* : Mlle Teremuura Rurua.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2012.  
Jacqui DROLLET.

## ACTES MUNICIPAUX

### COMMUNE DE BORA BORA

#### **DELIBERATION MUNICIPALE n° 88-2012 du 30 novembre 2012 relative au contrat d'affermage du service d'assainissement des eaux usées.**

M. le maire a exposé à l'assemblée :

Prenant fin le 31 décembre 2012, il convenait de renouveler le contrat d'affermage d'assainissement des eaux usées. Ainsi, un appel à candidatures a été lancé conformément à la loi de pays n° 2009-22 du 7 décembre 2009 relative au cadre réglementaire des délégations de service public des communes, de leurs groupements, et de leurs établissements publics. Seul un candidat a répondu à l'appel, il s'agit de la société Polynésienne des Eaux (ex-SPEA). Cette dernière a donc adressé sa proposition qui par la suite, a été revue et négociée par la commission de délégation de service public. Un projet de cette convention vous a donc été envoyé le 15 novembre 2012, soit quinze jours avant la tenue de la présente séance. Votre avis est donc sollicité.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le maire :

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu le code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française institué par l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 et modifié par la loi n° 2007-1720 et la loi n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 ;

Vu la loi de pays n° 2009-22 du 7 décembre 2009 relative au cadre réglementaire des délégations de service public des communes, de leurs groupements et de leurs établissements, et en particulier l'article LP. 12 dans son dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 2298 CM du 15 décembre 2009 pris en application de la loi de pays n° 2009-22 du 7 décembre 2009 relative au cadre réglementaire des délégations de service public des communes, de leurs groupements et de leurs établissements publics ;

Vu la délibération n° 21-2010 du 24 juin 2010 relative à la création de la commission de délégation du service public de la commune ;

Vu la délibération n° 62-2011 du 16 décembre 2011 relative à la délégation de service public d'assainissement des eaux usées ;

Vu les analyses de la société SPEED en date de septembre 2012, et les notes suivantes ;

Vu le compte-rendu n° 1, 2, 3, 4 et 5 de la commission de délégation de service public de 2012 ;

Vu le projet de contrat d'affermage ;

Dans sa séance du 30 novembre 2012,

Adopte à l'unanimité des membres présents :

Article 1er. — Le projet de contrat d'affermage du service d'assainissement des eaux usées avec la Société polynésienne des eaux (ex-SPEA) est approuvé.

Art. 2. — Le maire est invité à signer le projet de contrat d'affermage.

Art. 3. — Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et affichée partout où besoin sera.

Fait et délibéré le 30 novembre 2012.  
Ont signé l'ensemble des 18 membres  
présents à la séance.

Extrait certifié conforme au registre des délibérations.

*Le maire,*  
Gaston TONG SANG.

### COMMUNE DE PAPEETE

#### **ARRETE MUNICIPAL n° 2012-580 DST du 4 décembre 2012 autorisant une mesure temporaire d'occupation des places de stationnement payant dans la contre-allée du boulevard Pomare devant le centre Vaima par les taxis.**

Le maire de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée et le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code général des collectivités territoriales applicable en Polynésie française, et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2212-5 et L. 2213-3 ;

Vu le code pénal et notamment son article R. 610-5 ;

Vu le code de procédure pénale et notamment son article 21 ;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu l'arrêté municipal n° 9 du 21 mai 1964 réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la commune de Papeete, ensemble les textes complémentifs ou modificatifs subséquents ;

Vu l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 portant actualisation et adaptation de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, modifiée par la loi n° 99-1121 du 28 décembre 1999 ;

Vu le décret n° 2002-363 du 12 mars 2002 fixant la liste des contraventions à la réglementation générale sur la police de la circulation routière applicable en Polynésie française prévue à l'article 4 de l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT de l'assemblée territoriale de la Polynésie française en date du 24 juin 1985 et portant réglementation générale sur la police de la circulation routière modifiée ;

Vu l'arrêté n° 2000-71 du 7 juin 2000 relatif au transfert de 5 places de stationnement pour taxis situées côté mer dans la contre-allée du boulevard Pomare, tronçon compris entre la rue Lagarde, la rue Jeanne-d'Arc vers le côté montagne de la contre-allée du boulevard Pomare, tronçon compris entre la rue Jeanne-d'Arc et la rue du 22-septembre-1914 ;

Vu la demande du président des chauffeurs de taxis de Papeete en date du 15 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Les places de stationnement payant situées côté mer dans la contre-allée du boulevard Pomare en face du centre Vaima et comme précisé sur le plan ci-joint sont temporairement affectés aux taxis. Ces dispositions sont matérialisées par un marquage au sol et par des panneaux conformes à la réglementation (plan n° STAT 2012-11-01).

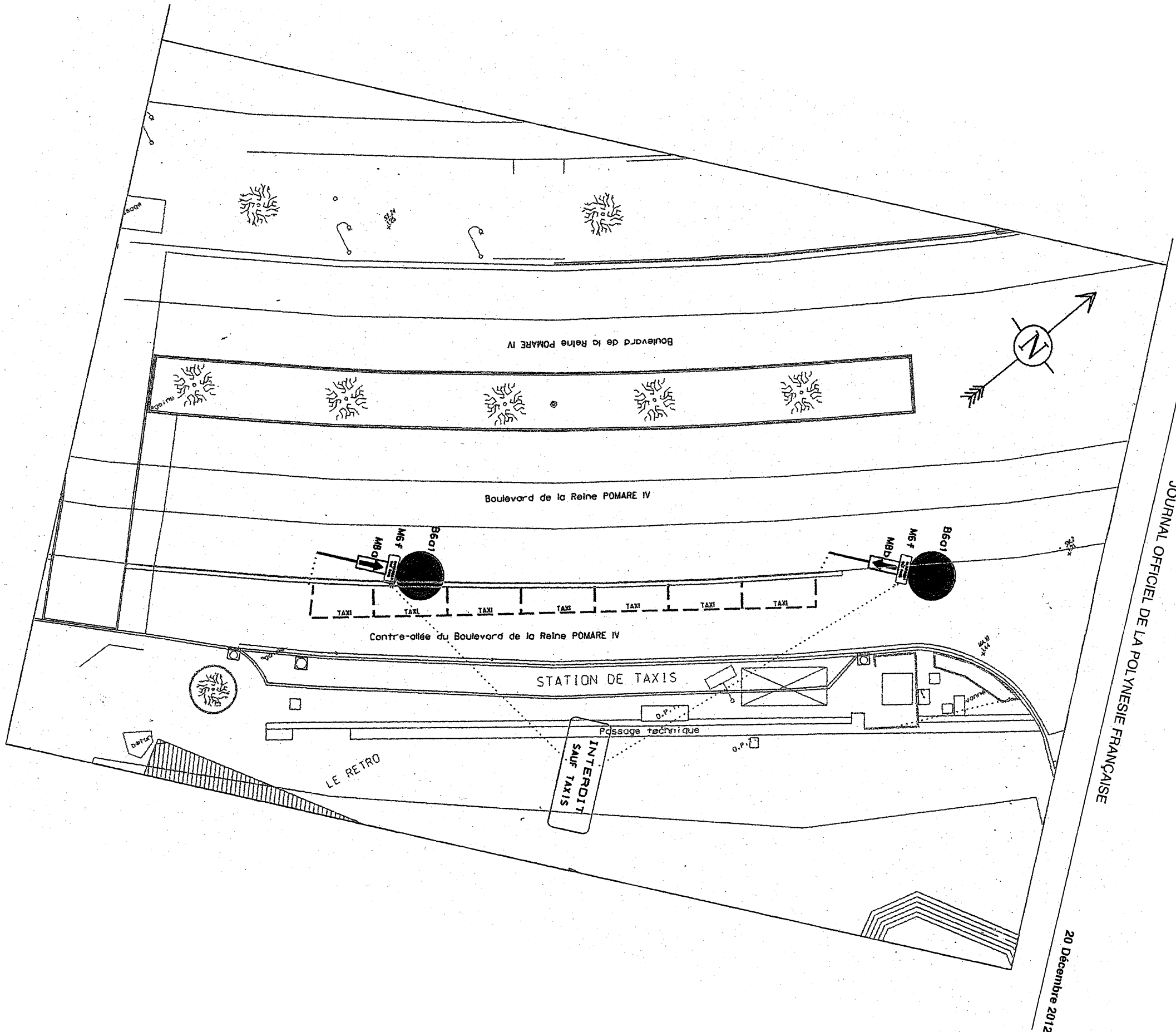
Art. 2. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 3. — Le directeur général des services, le directeur de cabinet du maire, le directeur de la police municipale, le directeur des services techniques municipaux et le directeur de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et affiché partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 décembre 2012.

Pour le maire et par délégation :

*La quatrième adjointe,*  
Nicole BOUTEAU.



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

20 Décembre 2012

8182

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**ARRETE MINISTERIEL du 5 décembre 2012 portant ouverture au titre de l'année 2013 de l'examen professionnel pour l'accès au premier grade du corps des greffiers de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.**

Par arrêté de la garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 5 décembre 2012, est autorisée au titre de l'année 2013 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au premier grade du corps des greffiers de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

La date limite de retrait et de dépôt des formulaires d'inscription est fixée au vendredi 8 février 2013, terme de rigueur. Les formulaires d'inscription devront être retirés du mercredi 2 janvier au vendredi 8 février 2013 inclus à l'adresse suivante : service administratif régional de la cour d'appel de Papeete (SAR), rue Edouard-Ahne, immeuble Uupa, 3e étage, couloir à droite, 98713 Papeete, Polynésie française, ouverture au public de 7 h 45 à 12 heures et de 13 h 30 à 15 h 30 (téléphone : 50 76 59).

Le formulaire d'inscription, dûment rempli par le candidat, devra être déposé ou adressé par pli recommandé, au plus tard le vendredi 8 février 2013, délai de rigueur, à l'une des adresses suivantes :

- adresse de dépôt des formulaires d'inscription : service administratif régional de la cour d'appel de Papeete (SAR), rue Edouard-Ahne, immeuble Uupa, 3e étage, couloir à droite, 98713 Papeete, Polynésie française, ouverture au public de 7 h 45 à 12 heures et de 13 h 30 à 15 h 30 (téléphone : 50 76 59) ;
- adresse d'expédition des formulaires d'inscription : cour d'appel de Papeete, service administratif régional de la cour d'appel de Papeete, 42, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 101, 98713 Papeete, Polynésie française.

L'épreuve écrite de l'examen professionnel pour l'accès au premier grade du corps des greffiers de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est fixée au mardi 5 mars 2013.

Le nombre de places offertes, la composition du jury, la liste des candidats autorisés à concourir et le centre d'examen feront l'objet d'arrêtés ultérieurs du garde des sceaux, ministre de la justice.

Le dossier RAEP est établi préalablement par le candidat en vue de l'épreuve orale d'admission. Ce dossier doit être envoyé par le candidat par voie postale, en cas d'admissibilité, pour le jeudi 4 avril 2013, date impérative, au

service organisateur de cet examen professionnel à l'adresse suivante : cour d'appel de Papeete, service administratif régional de la cour d'appel de Papeete, 42, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 101, 98713 Papeete, Polynésie française.

**AVENANT n° 347-12 du 23 novembre 2012 à la convention n° 70-12 du 30 mars 2012 relative aux bourses sur critères sociaux en faveur de l'Etablissement public d'enseignement et formation professionnelle agricole (EPEFPA PF).**

Entre :

- L'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'Etablissement public d'enseignement et formation professionnelle agricole (EPEFPA PF),

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1er. — Objet**

La présente convention a pour objet de définir les modalités et les conditions de participation de l'Etat à hauteur de 96 912,28 euros, soit 11 564 711 F CFP, pour les bourses sur critères sociaux, montant correspondant au 3e versement de l'année 2012 en faveur de l'Etablissement public d'enseignement et formation professionnelle agricole (EPEFPA PF).

**Art. 2. — Engagement comptable**

La participation de l'Etat est imputée sur le centre financier 0143-POLY-A0B7, domaine fonctionnel 0143-03-01, groupe de marchandises 07.02.06 et engagée dès signature de la présente convention sous réserve de la disponibilité des autorisations d'engagement.

LPA de Opunohu - EPEFPA.

Montant déjà engagé : 96 259,42 euros.

Montant déjà engagé : 11 486 804 F CFP.

Montant à engager : 96 912,28 euros.

Montant à engager : 11 564 711 F CFP.

Montant total engagé : 193 171,70 euros.

**AVENANT n° 348-12 du 23 novembre 2012 à la convention n° 97-12 du 27 avril 2012 relative aux bourses sur critères sociaux en faveur du comité polynésien des maisons familiales et rurales (CPMFR).**

Entre :

- L'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- Le comité polynésien des maisons familiales et rurales (CPMFR),

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1er. — Objet**

La présente convention a pour objet de définir les modalités et les conditions de participation de l'Etat à hauteur de 190 722,48 euros, soit 22 759 246 F CFP, pour les bourses sur critères sociaux, montant correspondant au 3e versement de l'année 2012 en faveur du comité polynésien des maisons familiales et rurales (CPMFR).

**Art. 2. — Engagement comptable**

La participation de l'Etat est imputée sur le centre financier 0143-POLY-A0B7, domaine fonctionnel 0143-03-01, groupe de marchandises 07.02.06 et engagée dès signature de la présente convention sous réserve de la disponibilité des autorisations d'engagement.

Le comité polynésien des maisons familiales et rurales (CPMFR).

Montant déjà engagé : 170 103,63 euros.

Montant déjà engagé : 20 298 763 F CFP.

Montant à engager : 190 722,48 euros.

Montant à engager : 22 759 246 F CFP.

Montant total engagé : 360 826,11 euros.

**AVENANT n° 365-12 du 29 novembre 2012 à la convention n° 228-12 du 3 août 2012 relative à la subvention "article 44" aux établissements d'enseignement technique agricole privés du temps plein, ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire, chapitre 143, article 02, exercice 2012.**

Entre :

- L'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- Le conseil d'administration de la Mission catholique (lycée Saint-Joseph de Tahiti),

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1er. — Objet**

Le présent avenant a pour objet de définir les modalités et les conditions de participation de l'Etat à hauteur de

1 449 euros, soit 172 912 F CFP, correspondant au second versement de l'année 2012 de la subvention "article 44", en faveur du comité d'administration de la Mission catholique (CAMICA, lycée Saint-Joseph de Tahiti).

**Art. 2. — Engagement comptable**

La participation de l'Etat est imputée sur le budget du ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire (203), sur le centre financier 0143-POLY-A0B7 et engagée dès signature de la présente convention sous réserve de la disponibilité des autorisations d'engagement.

CAMICA, lycée Saint-Joseph de Tahiti.

Montant déjà engagé : 23 683 euros.

Montant à engager : 1 449 euros.

Montant total à engager : 172 912 F CFP.

**ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**

**SERVICE DE L'URBANISME**

**ETAT RECAPITULATIF  
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS  
DES ILES SOUS-LE-VENT  
POUR LA PERIODE DU 19 AU 23 NOVEMBRE 2012**

**COMMUNE DE BORA BORA**

23 novembre 2012

N° 12-199-2 MAA.AU.ISLV, Mme Tina Temarii, parcelle de l'ilot Moute 2, cadastrée n° 1, section HB sise à Faanui, construction d'une maison d'habitation du type MTR.

**COMMUNE DE TAHAA**

22 novembre 2012

N° 12-62-2 MAA.AU.ISLV, M. Alberto Bono, parcelle de la terre Utere dite Paparei sise à Hipu, construction d'une maison d'habitation.

**PERMIS DE LOTIR**

**n° L 2012-01-2 MAA/AU/MAR**

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

**Certificat de conformité**

Réf. : Arrêté n° 5644 MAA/AU/MAR du 24 juillet 2012.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant les travaux du lotissement Matatini (1re tranche) sis à Taiohae, réalisés par M. Guy Lejeune, gérant de la société de développement de Taiohae, ayant été accomplies pour les travaux réalisés sur les 11 lots n°s 1 à 11, le présent certificat, prévu à l'article D. 143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Taiohae, le 3 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

Le chef de la subdivision du service  
de l'urbanisme des îles Marquises,

Débora KIMITETE.



## DIRECTION DE L'EQUIPEMENT

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS D'EXTRACTIONS D'AGREGATS  
DELIVREES SUR L'ILE DE TAHITI POUR LA PERIODE DU 31 OCTOBRE AU 31 DECEMBRE 2012**

N° et date d'autorisation	Bénéficiaires	Volume en mètre cube	Nature matériaux	Site	Commune ou section de commune	Date d'effet	Durée
7320 MET du 26/09/2012	Didier Maoni	1 000	Tout-venant	Rivière Vailiha	Faaone	5/11/2012	2 mois
8120 MET du 24/10/2012	EURL Chong On Yin Jean	5 000	Blocs	Terre Puehu	Tiarei	6/11/2012	24 mois
8290 MET du 31/10/2012	Pani Bacien	100	Sable	Rivière Papenoo	Papenoo	6/11/2012	10 jours
8291 MET du 31/10/2012	Entreprise Raimana	100	Sable	Rivière Papenoo	Papenoo	29/11/2012	10 jours
8289 MET du 31/10/2012	Entreprise P'ito	100	Sable	Rivière Papenoo	Papenoo	6/11/2012	10 jours
8293 MET du 31/10/2012	Entreprise Moetaua Julie	100	Sable	Rivière Papenoo	Papenoo	6/11/2012	10 jours
8294 MET du 31/10/2012	Entreprise Nuiatea	100	Sable	Embouchure Papenoo	Papenoo	6/11/2012	10 jours
8295 MET du 31/10/2012	Entreprise MHT	100	Sable	Embouchure Papenoo	Papenoo	6/11/2012	10 jours
8519 MET du 13/11/2012	Entreprise Moetaua William	100	Sable	Embouchure Papenoo	Papenoo	29/11/2012	10 jours

## TEXTES DES LOIS DU PAYS ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE

**ERRATUM à l'erratum au texte adopté n° 2012-117 LP/APF du 19 octobre 2012 de la loi du pays portant diverses dispositions en matière d'aides à l'emploi. (JOPF n° 47 NS du 29 octobre 2012, page 2899), paru au JOPF n° 50 du 13 décembre 2012, page 8064.**

*Au lieu de :* "ERRATUM au texte adopté n° 2012-117 LP/APF du 19 octobre 2012 de la loi du pays portant diverses dispositions en matière d'aides à l'emploi. (JOPF n° 47 NS du 29 octobre 2012, page 2899)";

*Lire :* "ERRATUM au texte adopté n° 2012-17 LP/APF du 19 octobre 2012 de la loi du pays portant diverses dispositions en matière d'aides à l'emploi. (JOPF n° 47 NS du 29 octobre 2012, page 2899)".

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

## EXTRAITS DE DECISIONS DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

1 - Jugement du 10 décembre 2012 prononçant le redressement judiciaire à l'égard de Joël TERAAMANO, *enseigne* : BABY BOUTIQUE ET ENTREPRISE TERAAMANO, RCS de Papeete n° 06 1230 A, activité : import et négociant en produits divers, travaux de constructions, adresse : Afaahiti.

*Date de cessation des paiements* : 22 novembre 2012.

*Représentant des créanciers* : Jean Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete, tél : 42 04 79, fax : 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

2 - Jugement du 10 décembre 2012 adoptant un plan de redressement par voie de continuation en faveur de Jean-Claude TATA, *enseigne* : MAVE MAI ET LE KOVIVI, RCS de Papeete n° 98 653 A, activité : pension de famille, transport de voyageur, restauration, adresse : Taiohae, Nuku Hiva.

*Durée du plan* : 9 ans.

*Commissaire à l'exécution du plan* : Patrick ANCEL, BP 3658 Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, [ancel@mail.pf](mailto:ancel@mail.pf).

3 - Jugement du 10 décembre 2012 prononçant la résolution du plan de cession adopté le 17 janvier 2011 en faveur de la société SEA HORSE EURL, RCS de Papeete n° 7959 B, siège social : Gare maritime de Uturoa, et la liquidation judiciaire de ladite société.

*Liquidateur judiciaire* : Maurice BAUD (BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, [mbaud@mail.pf](mailto:mbaud@mail.pf)).

4 - Jugement du 10 décembre 2012 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire en faveur de TIARE PACIFIQUE SANTE SARL, RCS de Papeete n° 08 285 B, activité : vente en gros et demi gros de produits pharmaceutiques, médicaux et paramédicaux, siège social : Maharepa, Moorea.

*Date de cessation des paiements* : 28 novembre 2012.

*Liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658 Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

5 - Jugement du 10 décembre 2012 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire en faveur d'INVESTISSEMENTS FINANCIERS ET DEFISCALISATION PACIFIQUE, *sigle* : IFD PACIFIQUE SARL, RCS de Papeete n° 08 12 B, activité : conseils et défiscalisation, siège social : rue Afarerii, à Pirae.

*Date de cessation des paiements* : 31 juillet 2012.

*Liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658 Papeete, tél 42.42.00 ou 770.200, fax 42.22.00, ancel@mail.pf.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

6 - Jugement du 10 décembre 2012 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire en faveur de TAHITI PUBLICITE SARL, RCS de Papeete n° 05 247 B, activité : agence de publicité, siège social : quartier Bopp-Dupont.

*Date de cessation des paiements* : 5 décembre 2012.

*Liquidateur judiciaire* : Maurice BAUD (BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

7 - Jugement du 10 décembre 2012 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire en faveur de ALTERNATIVE EURL, et l'autorisation de poursuite d'exploitation pendant deux mois, RCS de Papeete n° 5301 B, activité : agence de publicité, siège social : avenue du Prince-Hinoi, à Papeete.

*Date de cessation des paiements* : 5 décembre 2012.

*Liquidateur judiciaire* : Maurice BAUD (BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

8 - Jugement du 10 décembre 2012 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire en faveur d'ALTERNATIVE REGIE EURL, *nom commercial* : TAHITI MEDIA CINEMA - TMCINE, RCS de Papeete n° 04 166 B, activité : agence de publicité, siège social : Rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire, à Papeete.

*Date de cessation des paiements* : 5 décembre 2012.

*Liquidateur judiciaire* : Maurice BAUD (BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

9 - Jugement du 10 décembre 2012 remplaçant Pascal VERCIER en qualité de liquidateur judiciaire de Karl Vicky Tinivarii BRINCKFIELDT, RCS de Papeete n° 30 233 A et désignant aux lieu et place : Maurice BAUD (BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf).

10 - Jugement du 10 décembre 2012 remplaçant Pascal VERCIER en qualité de commissaire à l'exécution du plan de la SARL TIKI PRINT, RCS de Papeete n° 7978 B, et désignant aux lieu et place Maurice BAUD (BP 4552 Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf).

11 - Jugement du 10 décembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Franck CAILLAUD, RCS de Papeete n° 43 584 A, pour insuffisance d'actif.

12 - Jugement du 10 décembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de la SARL VONGUES, *nom commercial* : STATION SERVICE SHELL RDO, RCS de Papeete n° 6716 B, pour insuffisance d'actif.

13 - Jugement du 10 décembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de l'EURL MOOREA SURF SHOP, RCS de Papeete n° 7746 B, pour insuffisance d'actif.

14 - Jugement du 10 décembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Eric MASSON (associé de la SNC MASSON, *enseigne* : LE NAUTILUS, RCS de Papeete n° 3654 B), pour insuffisance d'actif.

15 - Jugement du 10 décembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Bernard LAFOURCADE à l'enseigne BLUE CAFE, RCS de Papeete n° 40 197 A, pour insuffisance d'actif.

16 - Jugement du 10 décembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de la SARL COPA-CABANA, RCS de Papeete n° 9059 B, pour insuffisance d'actif.

17 - Jugement du 10 décembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de la SARL LAK INTERNATIONAL, RCS de Papeete n° 7766 B, pour insuffisance d'actif.

18 - Jugement du 10 décembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Véronique Florence GIRIAT épouse TEAHUI, RCS de Papeete n° 37 914 A, pour insuffisance d'actif.

*Pour extrait certifié conforme,*  
Le greffier.

**SNC L & L FRERES**  
**SNC en liquidation**  
**Siège social : Immeuble Sienne, local C,**  
**rue Dumont-d'Urville, 98713 Papeete**  
**RCS de Papeete n° TPI 04 181 B Papeete**

*Avis de publicité*

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 4 décembre 2012, il résulte que :

L'associé unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a :

- approuvé les comptes de liquidation ;
- donné *quitus* au liquidateur LIS GUSTAVE, demeurant BP 4668, 98713 Papeete et déchargé ce dernier de son mandat ;
- prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 4 décembre 2012.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Mention sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis.

**PACIFIC GOURMETS**  
**Société à responsabilité limitée**  
**Au capital de 1 000 000 F CFP**  
**Siège social : Papeete, boulevard Pomare,**  
**Immeuble Paofai, bâtiment BC, 2e étage**  
**RCS n° 09 345 B - N° TAHITI 929323**

Suivant délibérations en date du 22 novembre 2012, l'assemblée générale a décidé de nommer en qualité de nouveaux gérants MM. Thierry COQUET et Jean-Christophe RABIER, pour une durée indéterminée, en remplacement de M. Gilles AFRIAT, gérant démissionnaire, et ce à compter du 1er décembre 2012.

*Ancienne mention*

Gérance : Gilles AFRIAT et David LOPEZ.

*Nouvelle mention*

Gérance : Thierry COQUET, Jean-Christophe RABIER et David LOPEZ.

*Pour avis,*  
La gérance.

**POLY-ENGINS**

**Société en nom collectif**  
**au capital de 1 000 000 F CFP**

**Siège social : Zone industrielle de la Punaruu, Punaauia**  
**RCS de Papeete n° TPI 06 95 B**

*Avis de dissolution*

Aux termes d'une décision en date du 1er décembre 2012, la société POLY-DIESEL, ENGINS ET USINAGES, société par actions simplifiée au capital de 15 875 000 F CFP, dont le siège social est à Punaauia, zone industrielle de la Punaruu, lot n° 54, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete, sous le numéro TPI 86 59 B, a, en sa qualité d'associée unique de la société POLY-ENGINS, société en nom collectif au capital de 1 000 000 F CFP, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro TPI 06 95 B, décidé la dissolution anticipée de ladite société sans liquidation. Cette dissolution entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société POLY-ENGINS à la société POLY-DIESEL, ENGINS ET USINAGES, associée unique.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5, alinéa 3 du code civil et de l'article 8, alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers de la société POLY-ENGINS peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours, à compter de la publication du présent avis. Ces oppositions doivent être présentées devant le tribunal de commerce de Papeete.

Cette dissolution mettra fin aux fonctions de M. Claude DRAGO, gérant.

*Pour avis,*  
La gérance.

**SCP Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET**  
**et Jean-Philippe PINNA**  
**Notaires associés**  
**Titulaires d'un office notarial à Papeete**

**SCI WING HEN**  
**Société civile immobilière**  
**au capital de 42 000 000 F CFP**  
**Siège à Papeete, rue François-Cardella, BP 2361 Papeete**

*Avis de publicité*

Aux termes d'un acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire associé à Papeete le 10 décembre 2012, Mme Lucie SANGUE épouse CHEN a démissionné de ses fonctions de gérant de ladite société à compter du jour de l'acte et M. Bruno A YOU et Mlle Fanny A YOU, ont été nommés gérants pour une durée illimitée. Aux termes du même acte, il a été apporté à compter du même jour des modifications au siège social en remplaçant la mention : "BP 2361 Papeete" par celle suivante : "BP 879 Papeete" et à la dénomination sociale qui sera désormais SCI SUN CHUI.

*Anciennes mentions*

*Art. 21. — Gérance*

Le gérant est Mme Lucie SANGUE, épouse de M. Pierre CHEN, demeurant à Pirae, lotissement Vetea Nui, née à Papeete le 11 septembre 1965, de nationalité française.

**Art. 3. — Dénomination**

La société est dénommée WING HEN.

**Art. 4. — Siège**

Le siège social est fixé à Papeete, rue François-Cardella, BP 2361.

**Nouvelles mentions**

**Gérants :** Les gérants sont Mlle Fanny A YOU, demeurant à Punaauia, lotissement Taapuna, numéro 143, BP 879 Papeete, née à Papeete le 25 novembre 1972 et M. Bruno A YOU, demeurant à Punaauia (98717), lotissement Faugerat, numéro 7, BP 879 Papeete, né à Papeete (98713) le 10 février 1974.

**Art. 3. — Dénomination**

La société est dénommée SUN CHUI.

**Art. 4. — Siège**

Le siège social est fixé à Papeete, rue François-Cardella, BP 879 Papeete.

*Pour avis,  
La gérance.*

**RED WOK CREATION****Avis**

Par décision du 10 octobre 2012, en application de l'article 18 des statuts de l'EURL RED WOK CREATION, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, RCS n° 12 208 B, l'associé unique a décidé de transférer le siège social qui était fixé à Papeete, à Taravao, PK 60, immeuble de la SCI LUDO, ancien restaurant Te Hono.

L'article 4 sur le siège social des statuts est modifié.

*Pour avis,  
Le gérant.*

**SARL BIOXEA PACIFIQUE**  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 800 000 F CFP

**Siège social :** lot n° 202, lotissement Mahina Tahua Rahi, Mahina, Tahiti  
**RCS de Papeete n° TPI 09 313 B - N° TAHITI 926287**

Suivant décisions extraordinaires des associés en date du 3 décembre 2012, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 3 décembre 2012.

Les associés ont nommé comme liquidateur : Joëlle PAULY, de nationalité française, demeurant au lotissement Mahina Tahua Rahi, Mahina, Tahiti, lot n° 202, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de liquidation est fixé au lotissement Mahina Tahua Rahi, Mahina, Tahiti, lot n° 202 (BP 14702 Arue).

RCS de Papeete.

*Pour avis,  
Le liquidateur.*

**Mes Julien CHAN - Jeanne LOLLICHON**  
Notaires associés  
BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia,

**Avis de constitution**

Aux termes d'un acte reçu par Me Jeanne LOLLICHON, notaire associé de la SCP Julien CHAN et Jeanne LOLLICHON, notaires à Punaauia, le 11 décembre 2012, a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

**Forme :** Société en nom collectif.

**Dénomination :** SVP CREATIONS.

**Siège social :** Anau (Bora Bora), terre Faaopore.

**Objet social :** L'acquisition, la création, la location, la prise en gérance, l'exploitation de tous fonds de commerce de bijouterie comprenant la fabrication, la création et la vente de tous bijoux et perles, et généralement, toutes opérations de nature commerciale, financière, mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes et tendant à en faciliter la réalisation.

**Durée :** 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

**Apports en numéraire :** 200 000 F CFP.

**Capital :** 200 000 F CFP, divisé en 200 parts de 1 000 F CFP chacune.

**Associés tenus indéfiniment des dettes sociales :** Mme Virginie CHAPRON, demeurant à Anau (Bora Bora) et Mlle Sylvie GUGLIOTTA, demeurant à Faanui (Bora Bora).

**Cogérants :** Idem.

**Immatriculation :** Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis et mention,  
Me Jeanne LOLLICHON,  
notaire associé.*

**SCP Office notarial Philippe CLEMENCET,  
Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA**  
Titulaires d'un office notarial  
85, rue du Commandant-Destremau  
Papeete (Tahiti)

**SOCIETE CIVILE VICTOR**  
Société civile  
Capital 50 000 F CFP  
**Siège social :** Papeete, 82, rue du Général-de-Gaulle  
RCS de Papeete n° 90 21 C (ancien n° 3854 C)

Aux termes d'un acte reçu aux minutes de Me Philippe CLEMENCET, notaire associé à Papeete, le 12 décembre 2012, M. et Mme AUBOIN ont démissionné de leur fonction de gérant de la SOCIETE CIVILE VICTOR, à compter du jour de l'acte. M. Richard BERNAIX a été nommé gérant en leurs lieu et place, pour une durée illimitée et le siège social a été transféré à l'adresse ci-après.

**Anciennes mentions**

**Gérant :** M. Bertrand Jacques AUBOIN et Mme Gaële OLIVEAU, son épouse.

**Siège :** Papeete, 82, rue du Général-de-Gaulle.

**Nouvelles mentions**

**Gérant :** M. Richard Robert BERNAIX, demeurant à Punaauia, lot n°108, Taapuna.

**Siège :** Punaauia, résidence marina Lotus, appartement n° 32, BP 141387, 98701 Arue.

*Pour avis,  
Le notaire.*

**MATRIOCHKA**

**Société à responsabilité limitée unipersonnelle**  
**au capital de 1 000 000 F CFP**  
**Siège social : Papeete, avenue du Général-de-Gaulle**  
**RCS Papeete n° 9219 B - N° TAHITI : 651653**

*Avis*

Suivant délibération en date du 10 décembre 2012, l'associée unique a prononcé la dissolution, sans liquidation, de la société avec transmission universelle du patrimoine, dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil.

Les créanciers peuvent former opposition devant le tribunal mixte de commerce de Papeete dans les 30 jours de la présente publication.

RCS Papeete.

Pour avis.

**EGBTP**

**Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée**

*Avis de constitution*

Au terme d'un acte établi sous seing privé, avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

*Dénomination* : EGBTP.

*Durée* : 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Capital social* : 100 000 F CFP, divisé en 100 parts égales de 1000 F CFP chacune, toutes souscrites et intégralement libérées en numéraire.

*Siège social* : Immeuble Te Papeava, Papeete.

*Objet* : Tous travaux de bâtiment, toutes activités pouvant concerner l'agencement, la restauration, la promotion, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la location, la vente en totalité ou en partie et l'échange de tous immeubles bâtis ou non bâtis, l'importation, l'achat, la vente en gros ou en détail, la représentation, la distribution, la fabrication, la réparation, la consignation, l'emménagement, la warrantage de tous matériels et matériaux, et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant à l'objet sus-indiqué, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par l'entreprise, son existence ou son développement.

*Gérance* : M. Emmanuel GABRIEL, demeurant à Punaauia, pour une durée indéterminée.

*Immatriculation* : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,  
 La gérance.

**DECO MAISON**

**Société à responsabilité limitée**  
**Au capital de 200 000 F CFP**  
**Siège social : rue Lagarde, Papeete, Tahiti,**  
**Polynésie française**  
**RCS de Papeete n° 09 262 B - N° TAHITI 920397**

*Avis de fusion*

Suivant une délibération en date du 10 décembre 2012, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société DECO MAISON, sus-désignée,

- 1° A approuvé le projet de fusion établi le 28 juin 2012 aux termes duquel la société IDEOBAIN, société absorbée, société à responsabilité limitée au capital de 7 000 000 F CFP, dont le siège est à Fariipiti, immeuble Wallis, 98713 Papeete, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 03 153 B, a fait apport, à titre de fusion, à la société DECO MAISON de la totalité de son patrimoine, l'évaluation du patrimoine ainsi transmis et sa rémunération ; ce projet de fusion ayant été auparavant approuvé par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société IDEOBAIN, société absorbée ;
- 2° A décidé d'augmenter le capital de la société DECO MAISON d'une somme de 30 000 000 F CFP par la création de 15 000 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 2 000 F CFP chacune, entièrement libérées et attribuées en totalité aux associés de la société IDEOBAIN.

Des termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société IDEOBAIN en date du 10 décembre 2012 et celui de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société DECO MAISON en date du 10 décembre 2012,

A décidé de modifier les articles 6 (Apports) et 7 (Capital social), ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :

*"Art. 6. – Apports*

Il a été fait apport à la société, en numéraire, à savoir :

- par Mlle Céline BELLENGER, de la somme de *quarante mille francs CFP*, ci 40 000 F CFP ;
- par M. Régis VIGNAL, de la somme de *quatre-vingt-seize mille francs CFP*, ci 96 000 F CFP ;
- par M. Thierry COQUET, de la somme de *trente-deux mille francs CFP*, ci 32 000 F CFP ;
- par M. Jean-Christophe RABIER, de la somme de *trente-deux mille francs CFP*, ci 32 000 F CFP.

Cette somme dépend de la communauté de biens existants entre l'apporteur et son conjoint. Mme Sophie JOSEPH, maquettiste, demeurant à Punaauia, Punavai montagne, née à Créteil (94000) le 2 décembre 1964 intervenant aux présentes, épouse de M. Jean-Christophe RABIER, informée de la souscription par son époux de seize (16) parts de la société DECO MAISON, déclare, en application de l'article 1832-2 du code civil, renoncer à la qualité d'associé du chef des parts souscrites par son époux.

Les parts souscrites par M. Jean-Christophe RABIER lui seront en conséquence toutes attribuées.

Soit au total la somme de *deux cent mille francs CFP*,  
 ci 200 000 F CFP.

Lors de la fusion par voie d'absorption par la société IDEOBAIN, société à responsabilité limitée au capital de 7 000 000 F CFP, dont le siège est Fariipiti, immeuble Wallis, 98713 Papeete, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 03 153 B, il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 30 000 000 F CFP.

**Art. 7. – Capital social**

Le capital social est actuellement fixé à la somme de *trente millions deux cent mille (30 200 000) francs CFP* et divisé en quinze mille cent (15 100) parts de *deux mille (2 000) francs CFP* de nominal, entièrement libérées, numérotées de 1 à 15 100 et réparties entre les associés”.

Pour avis.

**SCP Office notarial Philippe CLEMENCET,  
Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA**  
Titulaires d'un office notarial  
85, rue du Commandant-Destremau  
Papeete (Tahiti)

**SCI MATHERO**  
Société civile  
Capital : 100 000 F CFP  
Siège social : BP 21574 Papeete  
RCS de Papeete n° 06 250 C

Aux termes d'un acte reçu aux minutes de Me Philippe CLEMENCET, notaire associé à Papeete, le 14 décembre 2012, Mme Marie-Thérèse LACONI a démissionné de ses fonctions de gérante de la SCI MATHERO, à compter du jour de l'acte. M. et Mme Mahonery et Maïana TEMAHUKI ont été nommés gérants en ses lieu et place, pour une durée illimitée.

Le siège social qui était BP 21574 Papeete a été transféré à l'adresse ci-après.

**Anciennes mentions**

Gérante : Mme Marie-Thérèse LACONI née PASCALE.  
Siège : BP 21574 Papeete.

**Nouvelles mentions**

Gérants : M. Mahorery Rémy TEMAHUKI et Mme Maïana Huguette Jeanne Teheipuaotiu BODIN, son épouse, demeurant ensemble à Faa'a, Pamatai, résidence Te Ava Nui.

Siège : Punaauia, lieudit Outumaoro, résidence Hei Manu, BP 2826, 98703 Punavai Plaine.

Pour avis,  
Le notaire.

**IDEOBAIN**  
Société à responsabilité limitée  
Au capital de 7 000 000 F CFP  
Siège social : Fariipiti, immeuble Wallis  
98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française  
RCS de Papeete n° 03 153 B - N° TAHITI 667352

**Avis de dissolution**

Aux termes d'une délibération en date du 10 décembre 2012, l'assemblée générale extraordinaire de la société IDEOBAIN sus-désignée, société absorbée, a décidé :

1° D'approuver le projet de fusion établi le 28 juin 2012, avec la société DECO MAISON société à responsabilité limitée au capital de 200 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, Rue Lagarde, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 09 262 B aux termes duquel la société IDEOBAIN a transmis à la société DECO MAISON la totalité de son patrimoine

moyennant la création par la société absorbante de 15 000 parts sociales de 2 000 F CFP chacune, entièrement libérées ;

2° Que par le seul fait et à partir de la réalisation définitive de l'augmentation du capital de la société absorbante destinée à rémunérer la transmission de patrimoine de la société absorbée, IDEOBAIN se trouve dissoute de plein droit, sans liquidation.

La fusion et la dissolution de la société IDEOBAIN sont devenues définitives le 10 décembre 2012, ainsi qu'il résulte des décisions de l'assemblée générale extraordinaire de la société DECO MAISON en date du 10 décembre 2012.

Pour avis.

**ORGANISATION DES EXPERTS COMPTABLES  
DE POLYNESIE FRANÇAISE  
(OECPF)**  
BP 4509, 98713 PAPEETE  
Tél : 50 44 33 - fax : 43 56 89

L'an 2012, le mercredi 31 octobre à 14 heures les membres de l'OECPF ont élu le nouveau conseil d'administration.

**Membres :**

- M. Simon CHAIZE ;
- M. Patrick CHAINE ;
- M. Florent DOLIGEZ ;
- Mme Véronique MORIN ;
- M. Bruno OUDET ;
- M. Marc VAYSSIE ;
- M. Karl LIS ;
- Mme Elisabeth ALBERT.

Le conseil d'administration dans sa réunion du 31 octobre 2012 a procédé à la constitution du nouveau bureau.

**Ont été désignés :**

- M. Florent DOLIGEZ, *président* ;
- M. Simon CHAIZE, *vice-président* ;
- M. Marc VAYSSIE, *vice-président* ;
- M. Patrick CHAINE, *trésorier* ;
- Mme Elisabeth ALBERT, *secrétaire* ;
- M. Karl LIS, *assesseur* ;
- Mme Véronique MORIN, *assesseur* ;
- M. Bruno OUDET, *assesseur*.

Pour avis.

**SOCIETE CIVILE D'EXPLOITATION AGRICOLE  
POLYNESIENNE**  
Société civile d'exploitation  
au capital de 102 000 F CFP  
Siège social : Faaone, PK 48, côté montagne,  
BP 16116, Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra  
RCS de Papeete n° 08 269 C

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 5 décembre 2012, les associés ont nommé M. Philippe CHOQUET, demeurant à Faaone, en qualité de gérant non associé, lequel exercera ses fonctions conjointement avec M. Daniel CHOQUET.

Pour avis,  
La gérance.

**GTW HOLDINGS****Société civile****Capital de 200 000 F CFP****Siège social à Paea, PK 20,100, côté mer****RCS de Papeete n° 8633 C - N° TAHITI 612150***Avis de publicité*

Aux termes d'une délibération prise par l'assemblée générale extraordinaire du 14 octobre 2012, les associés ont agréé de nouveaux associés et ont nommé M. Heinui WALDREF en qualité de gérant pour une durée illimitée.

*Ancienne mention*

Le gérant est M. Grant Tozer WALDREF, demeurant à Paea, PK 20,100 côté mer.

*Nouvelle mention*

Le gérant est M. Heinui Tozer WALDREF.

*Pour avis,  
La gérance.*

**HINOI BRASSERIE****Société à responsabilité limitée****en redressement judiciaire****Capital de 1 500 000 F CFP****Siège à Papeete, avenue du Prince-Hinoi,****immeuble SCI E-Jardonnet****RCS de Papeete n° 2254 B***Avis de publicité*

Aux termes d'une délibération prise par l'assemblée générale extraordinaire du 14 octobre 2012, les associés ont nommé M. Heinui WALDREF en qualité de gérant pour une durée illimitée.

*Ancienne mention*

Le gérant est M. Grant Tozer WALDREF, demeurant à Paea, PK 20,100 côté mer.

*Nouvelle mention*

Le gérant est M. Heinui Tozer WALDREF.

*Pour avis,  
La gérance.*

**TAHITEE SHIRT****Société en nom collectif****au capital de 26 100 000 F CFP****Siège social : Mahina (Tahiti) Hitira'a Mahana, lot n° 38****RCS de Papeete n° TPI 86 92 B - N° TAHITI 134841***Avis de modification*

1 - Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 2008, il a été décidé de transférer le siège social de la société et d'augmenter le capital social de 3 000 000 F CFP pour le porter de 3 000 000 F CFP à 6 000 000 F CFP par souscription en numéraire ou par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées :

**SIEGE SOCIAL**

*Ancienne mention* : Papeete, immeuble Norman-Hall, angle de la rue du Général-de-Gaulle et du passage Cardella.

*Nouvelle mention* : Mahina, PK 10,500.

**CAPITAL SOCIAL**

*Ancienne mention* : 3 000 000 F CFP, divisé en 300 parts de 10 000 F CFP chacune.

*Nouvelle mention* : 6 000 000 F CFP, divisé en 600 parts de 10 000 F CFP chacune.

2 - Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 10 septembre 2010, il a été décidé :

- de modifier l'objet social ;
- de transférer le siège social ;
- d'augmenter le capital social de 20 100 000 F CFP pour le porter de 6 000 000 F CFP à 26 100 000 F CFP par souscription en numéraire ou par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées :

**OBJET SOCIAL**

*Ancienne mention* : La société a pour objet l'importation, la vente en gros et au détail, et l'impression de vêtements.

(Le reste de l'article n'est pas modifié).

*Nouvelle mention* : La société a pour objet l'importation, la vente en gros et au détail, la création de site internet et toutes opérations y afférentes.

(Le reste de l'article n'est pas modifié).

**SIEGE SOCIAL**

*Ancienne mention* : Mahina, PK 10,500.

*Nouvelle mention* : Mahina, Hitira'a Mahana, lot n° 38.

**CAPITAL SOCIAL**

*Ancienne mention* : 6 000 000 F CFP, divisé en 600 parts de 10 000 F CFP chacune.

*Nouvelle mention* : 26 100 000 F CFP, divisé en 2 610 parts de 10 000 F CFP chacune.

*Pour avis,  
La gérance.*

**SARL MANAVA REMORQUAGE MONSTER****Société à responsabilité limitée****à associé unique****au capital de 100 000 F CFP****Siège social : Heiri, lot n° 140, Faa'a**

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 13 décembre 2013 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société à responsabilité limitée à associé unique.

*Dénomination* : SARL MANAVA REMORQUAGE MONSTER.

*Siège social* : Heiri, lot n° 140, Faa'a.

*Objet* : La société a pour objet la création, l'achat, la prise ou la mise en gérance libre, l'exploitation de tout fonds de commerce et entreprise lié à l'automobile tel que

remorquage, réparation, entretien, vente, de voiture, ou de pièces détachées, et autres, le tout directement ou indirectement et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

*Durée* : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Capital* : 100 000 F CFP.

*Cogérant* : M. Ariiteata Jeffrey FAAIO.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*  
Le représentant légal.

### **AMOHQE** **Société à responsabilité limitée**

#### *Avis de constitution*

Au terme d'un acte établi sous seing privé, avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société à responsabilité limitée.

*Dénomination* : AMOHQE.

*Durée* : 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Capital social* : 20 000 F CFP, divisé en 200 parts égales de 100 F CFP chacune, toutes souscrites et intégralement libérées en numéraire.

*Siège social* : Immeuble Te Papeava, Papeete.

*Objet* : Assistance à la maîtrise d'ouvrage de bâtiments de haute qualité environnementale, toutes études techniques en rapport avec l'environnement, le bâtiment et les travaux publics, et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant à l'objet sus-indiqué, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par l'entreprise, son existence ou son développement.

*Gérance* : MM. Emmanuel GABRIEL et Alain DITER, demeurant tous deux à Punaauia, pour une durée indéterminée.

*Cession de parts sociales* : Les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société, y compris conjoints, ascendants ou descendants d'un associé, qu'après agrément de la collectivité des associés du cessionnaire proposé.

*Immatriculation* : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*  
La gérance.

### **ANNONCES DIVERSES**

#### **ERRATUM**

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 50 du 13 décembre 2012, page 8068.

### **ASSOCIATION MARO A AMO**

#### **RENOUVELLEMENT DU BUREAU :** (21 novembre 2012)

Présidente	: AMARU-AMO Thérèse
Vice-président	: MAKIROTO Gilbert
Secrétaire	: AMO Tehani
Secrétaire adjointe	: MAC-CARTHY Bélinda
Trésorier	: POROI Tavararo
Trésorier adjoint	: AMO André

### **ASSOCIATION TAUTU A TAMATA**

#### **RENOUVELLEMENT DU BUREAU :** (25 novembre 2012)

Président	: TIHONI Roland
Vice-président	: GUERRY Tamatoa
Secrétaire	: LECHAT Isabelle
Secrétaire adjointe	: RUAROO Valentine
Trésorier	: VAHIRUA Hugues
Trésorier adjoint	: AMARU Freddy
Assesseurs	: MAHAA Heiarii TETUAMANUHIRI Henri AMARU Freddy

### **SYNDICAT DES NEGOCIANTS EN PERLES DE CULTURE DE TAHITI**

#### **RENOUVELLEMENT DU BUREAU :** (13 novembre 2012)

Président	: WIART Loïc
Vice-présidente	: LORILLOU Sabine
Secrétaire	: SALMON Lowina
Trésorier	: HAJJAR Freddy

### **ASSOCIATION ADRENALINE**

#### **RENOUVELLEMENT DU BUREAU :** (1er octobre 2012)

Président	: TANEPAU Lysis
Vice-président	: PELAY Kimi
Secrétaire	: POLLET Laura
Secrétaire adjointe	: JACQUET Vaiani
Trésorière	: HAUATA Teuanui
Trésorier adjoint	: NGUYEN Tam
Assesseurs	: PERRY Doris VIRIAMU Wisheena DESCURE Vaihau

### **ASSOCIATION TIARE HEI FARA**

#### *Modification de statuts*

Les membres du bureau exécutif sont élus pour une durée de cinq ans.



### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (21 novembre 2012)

Présidente	: PAOLASSO Naea
Vice-présidente	: TINORUA Priscila
Secrétaire	: SAUZIER Hana
Secrétaire adjointe	: MAI Hereroa
Trésorier	: SAUZIER Robert
Trésorière adjointe	: TINORUA France

### FOYER DES LYCEENS DU LYCEE HOTELIER

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (25 novembre 2012)

Présidente	: DELACHAUSSEE Roseline
Vice-président	: EPERANIA Joannis
Secrétaire	: ELAKERMI Messaoud
Secrétaire adjoint	: LIMOUSIN Tehina
Trésorier	: D'HERVILLY Bertrand
Trésorier adjoint	: SANDFORD Teariinui

### ASSOCIATION FATU FENUA NO MAKATEA

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (1er décembre 2012)

Président	: ROBSON-TAPU Allain
Vice-présidente	: NORDMAN Tupuhina
Secrétaire	: WONG-SANG Albertine
Secrétaire adjoint	: TEMATUA Jacques
Trésorière	: TEMATUA Jocelyne
Trésorière adjointe	: GOODING Céline
Assesseurs	: HAOA Tepoe ORIORI Elsa POROI Elie GUILLOUX Théophile IOANE Jacky

### SYNDICAT INDEPENDANT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

#### *Modification de statuts* (5 décembre 2012)

Le SYNDICAT INDEPENDANT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (SIEN) assume les responsabilités syndicales pour les dossiers relevant de ses compétences.

Il a pour objet :

- l'étude et la défense des droits et des intérêts professionnels, matériels et moraux, tant individuels que collectifs de ses membres, la défense de leurs emplois dans le secteur des télécommunications ou tout autre secteur dont l'activité est exercée au sein de l'Office des postes et des télécommunications ou de ses filiales ;
- l'étude de toutes les questions pouvant améliorer les conditions de vie de ses membres et d'assurer éventuellement l'organisation et le fonctionnement d'organismes d'entraide ou de défense ;
- la représentation de ses membres auprès des pouvoirs publics, tant administratifs que politiques ainsi que des diverses juridictions ;

- d'agir en justice devant toutes les juridictions et d'exercer tous les droits réservés à la partie civile concernant les faits qui portent un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif des travailleurs dont les métiers sont exercés au sein de l'Office des postes et des télécommunications et de ses filiales ;
- d'agir en justice devant toutes les juridictions et d'exercer tous les droits réservés à la partie civile concernant les faits qui portent un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif relatifs à l'exécution, la gestion, l'organisation et le fonctionnement du service public dont l'Office des postes et des télécommunications ainsi que ses filiales ont la charge ;
- de créer ou de défavoriser tous moyens d'informations : bibliothèques, éditions de brochures, de bulletins d'informations et sites internet ;
- de défavoriser la promotion et la croissance de l'économie numérique au sein de l'Office des postes et des télécommunications et de ses filiales.

### ASSOCIATION TAMARII MANUIA

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (31 octobre 2012)

Présidente	: HUTIA Ginette
Vice-président	: TEROROHAEPA Max
Secrétaire	: TERIETIA Vanessa
Secrétaire adjointe	: TERIIRERE Laetitia
Trésorière	: TEHIHIRA Erena
Trésorière adjointe	: FAARA Sandrine

### ASSOCIATION TE U'I HERE

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (12 novembre 2012)

Président	: TCHONG-TAI Ioera
Secrétaire	: MOU FAT Hinata
Trésorière	: TERITETOOFA Manava

### LIGUE REGIONALE DE TAEKWONDO DE POLYNESIE FRANÇAISE

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (27 octobre 2012)

Présidente	: TIAOAO Myrthana
Vice-présidents	: KIIHAPAA Régamien CHUNG Kiyoji-Ken PAUTU Jim
Secrétaire	: TEUIRA Huguette
Secrétaire adjointe	: MAI Walter
Trésorier	: LIANT Léon
Trésorier adjoint	: GUERIN Philippe
Membres actifs	: TEHURITAU John QUIQUET François

### ASSOCIATION METUARI

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (12 novembre 2012)

Président	: MAIROTO Tepiiti
Secrétaire	: MAIROTO Maramanui
Trésorier	: MAIFANO Willy

**SYNDICAT DES INFIRMIERS LIBERAUX  
DE POLYNESIE FRANÇAISE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(6 décembre 2012)

Président : FERNANDEZ Jérôme  
Vice-présidents : BIDARD Yohan  
MARLIER Bruno  
Secrétaire : VANCOPPENOLLE Stéphanie  
Secrétaire adjoint : DEQUESNE François  
Trésorière : FOULOUNOUX Béatrice  
Trésorière adjointe : BRIATTE Katia

**ASSOCIATION SYNDICALE  
DU LOTISSEMENT FENUA UTE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(30 novembre 2012)

Président : MARQUANT Jean-Pierre  
Vice-président : SONEGOU Michel  
Trésorier : VONGUE Jean-Marc  
Trésorière adjointe : LY Catherine  
Assesseeurs : LANGY Sandra  
SCILLOUX Wilson

**ASSOCIATION AMICALE DU COLLEGE LA MENNAIS**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(17 octobre 2012)

Président : CHANSAY Steeve  
Secrétaire : ANESTIDES Emmanuel  
Secrétaire adjointe : LOUX Emmanuelle  
Trésorière : COLLIN-SHAN CHING SEONG  
Natacha  
Trésorière adjointe : BERROU Mareva  
Assesseeur : PAGNON Jean-Marc

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE  
DE HAO**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(21 septembre 2012)

Président : PUTUA Jean Noël  
Secrétaire : TERIIRERE Patricia  
Trésorier : PEDERSEN Kjeld

**ASSOCIATION TAMARII OCEANE  
DE AFAAHITI - TARAVAO**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(7 décembre 2012)

Présidente : FELIX Odette  
Vice-président : TCHEOU Pascal  
Secrétaire : TCHEOU Yasmina  
Trésorière : TCHEOU Marguerite

**EGLISE DU PLEIN EVANGILE DE POLYNESIE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(25 novembre 2012)

Président : MAROCCO James  
Vice-président : PAMBRUN Jean-Yann  
Secrétaire : TUIHANI Angéline  
Trésorière : BONNO Norine

**ASSOCIATION RIMA RAU NO RIMATARA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(5 décembre 2012)

Présidente : LENOIR Patetepa  
Secrétaire : TAHARIA Ate  
Trésorier : PITO Moehau

**ASSOCIATION TAMARII VAIHI NO PAMATAI**

*Dissolution*

Lors de l'assemblée générale du 10 décembre 2012 il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

**ASSOCIATION SPORTIVE NIU FA VA'A**

*Modification de statuts*

L'association a aussi pour objet le social et a créé une section d'athlétisme.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(8 décembre 2012)

Présidente : EPINETTE Linda  
Vice-président : HAOATAI Jean-Paul  
Secrétaire : TEPA Linda  
Secrétaire adjoint : PATERE Damiana  
Trésorier : TUPORO Apera

**AMICALE TE ARII NUI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(10 septembre 2012)

Président : TAAMINO Daniel  
Secrétaire : GARDELLA Catherine  
Trésorière : PUHETINI Urarama  
Assesseeur : MAITERE Taraina

**ASSOCIATION LES AMIS DU JOURNAL TE U'I MATA**

*Dissolution*

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 décembre 2012 il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

**ASSOCIATION TE ORA O FAKAHINA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(5 décembre 2012)

Présidente : FAATAUIRA Rosalie  
Vice-président : TUNOKO Alexis  
Secrétaire : AHINI Michel  
Trésorier : TEHU Marau

**ASSOCIATION KUO MIN TANG 2 RUE LAGARDE**  
anciennement dénommée  
**ASSOCIATION KUO MIN TANG**

*Modification de statuts*  
(6 décembre 2012)

L'association a modifié ses statuts.

**ASSOCIATION ERA'I VAA (TAMARII AVERA NO RURUTU)**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(1er décembre 2012)

Présidents d'honneur : MAIRAU Teheiheiarai  
NATIKI William  
Président : ALVES Antonio  
Vice-présidents : MANUEL Bruno  
TEMAROHIRANI Mahinui  
MAIRAU Paita  
Secrétaire : TAPUTU Toreta  
Secrétaire adjointe : TEURUARII Ginette  
Trésorier : IOANE Thierry  
Trésorier adjoint : ALVES Tamanee  
Commissaire aux comptes : ALVES Maria Lucia  
Assesseeurs : MAIRAU Tuura  
MEUNIER Annie  
MAIRAU Jeanette  
OPUU Zéburuna  
GUILLOUX Vetea  
NEAGLE Tareti

**CLUB TE FETIA O TE MAU MATO**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(29 août 2012)

Président : LEYRAL Pierre  
Vice-présidents : ARNOULD Françoise  
COLLIN François  
HAAPII Jean-Marc  
Secrétaire : LEROSIER Christophe  
Secrétaire adjoint : LEYRAL Jimmy  
Trésorière : ROBIN Yolande  
Trésorier adjoint : PRATIQUE François  
Membres : VIGNERON Bernard  
VIALLOU Jérôme  
CONTARDO Christian  
BIASON Roger  
FREBAULT Patricia  
CHEVEAU Alain  
BORDAS Angelina "Tetu"  
MAGRYS Danielle  
MERESSE Martine

**TE TOREA**  
**ASSOCIATION POLYNESIENNE DE PREVENTION**  
**SPECIALISEE (APPS)**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(23 octobre 2012)

Président : HARUA Tu  
Vice-président : ZOCCASTELLO Lorenzo  
Secrétaire : CONTIOS Titaina  
Secrétaire adjointe : PFENNIG Elga  
Trésorière : SVARC Maire  
Trésorière adjointe : LAI Elisabeth

**ASSOCIATION TERE NOA**

Rectificatif à l'annonce parue au JOPF n° 44 du  
1er novembre 2012 à la page 7057.

*Au lieu de :* Président : HARUA John ;  
*Lire :* Président : HARUA John-Ward Pepatearua.

**ASSOCIATION POUR LA DEFENSE**  
**DE LA TERRE RAUORO MAPEHAVA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(26 octobre 2012)

Président : HIRO Toni  
Président délégué : HIRO Adrien  
Vice-présidentes : MUI Béatrice  
MANEA Faanunariifautere  
Secrétaire : TAURU Maeva  
Secrétaire adjoint : TEAMOTUAITAU Jacques  
Trésorière : DURAND Elisabeth  
Trésorier adjoint : HIRO Henry  
Assesseeurs : HIRO Sandor  
MUI Léon

**PARURU IA HAUTI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(28 novembre 2012)

Président : TUNUTU Emmanuel  
Secrétaire : PAEAMARA Clara  
Trésorière : NAEA Haupepa

**LIGUE AIMEHO FUTSAL**

(Récépissé n° 1058 DRCL du 19 novembre 2012)

## Extraits de statuts

Il est fondé le 13 octobre 2012 une association régie par la  
loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée  
**LIGUE AIMEHO FUTSAL**.

Elle a pour but :

- de rassembler toutes les associations sportives faisant  
pratiquer le futsal originel et ses dérivés, selon les  
modalités définies à l'article 1er et alinéas suivants de  
l'Union nationale des clubs de futsal (UNCFs), ayant leur  
siège sur le territoire de la collectivité d'outre-mer de la  
Polynésie française définie selon la révision constitu-  
tionnelle du 28 mars 2003 (article 74 de la Constitution de  
la République française) ;

- d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du futsal originel sur le territoire de son ressort ;
- d'entretenir toutes relations utiles avec l'Union nationale des clubs de futsal, ci-après dénommée la Fédération UNCFs et la Fédération polynésienne de futsal (FPFs), les autres ligues et Fédérations territoriales et régionales, le comité olympique de Polynésie française et les collectivités territoriales, les communes et groupements de communes.

Son siège social est fixé à Moorea, district de Atiha, Haapiti, quartier Ropa, côté montagne, PK 18,500.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	TEMAURIORAA Tanya
Vice-présidents	:	TETUIRA Raymond TAPUTUARAI Franck
Secrétaire	:	CERAN-JERUSALEM Nathalie
Secrétaire adjoint	:	AGNIE Martin
Trésorière	:	TARDIVEL Juliette
Trésorier adjoint	:	CADOUSTEAU Ludovic

#### ASSOCIATION FAMILIALE VAIHAU

(Récépissé n° 1375 DRCL du 12 décembre 2012)

##### Extraits de statuts

Il est fondé le 10 novembre 2012 une association familiale régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée VAIHAU.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir des recherches et rencontrer d'autre parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Papeari, PK 51 900, côté mer.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	MAHAA Valérie
Vice-présidente	:	PAUTU Reina
Secrétaire	:	PAUTU Vénucia
Secrétaire adjointe	:	HAMBLIN Hunarii
Trésorière	:	TAHUROA Vai-Ura
Trésorier adjoint	:	PAUTU Torii

#### COMITE SPORTIF AHE MARU

(Récépissé n° 1296 DRCL du 26 novembre 2012)

##### Extraits de statuts

Il est constitué le 20 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée COMITE SPORTIF AHE MARU.

Il a pour but :

- de dynamiser le sport sur l'atoll de Ahe ou sur d'autres îles par la pratique de différentes disciplines telles que le beach-soccer, le basket-ball, le volley-ball, le football, le patia fa, la pêche sous-marine, la pétanque, le beach-volley et le va'a destinées à tous sportifs ;
- l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à la mairie annexe de Ahe, Tenukupara village.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	REID Roland
Président	:	MATA Augustin
Vice-président	:	KAUA Taperaatemahana
Secrétaire	:	TEAE Toimata
Secrétaire adjoint	:	RAGIVARU Roura
Trésorière	:	MATA Judy
Trésorière adjointe	:	TEURU Lisa

#### ASSOCIATION PUPU HIMENE TAMARII PAPEARI

(Récépissé n° 1323 DRCL du 1er décembre 2012)

##### Extraits de statuts

L'association PUPU HIMENE TAMARII PAPEARI, fondée le 11 novembre 2012, est régie par la loi de 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour but :

- de sensibiliser et d'encourager les adhérents à exercer l'artisanat, la pêche et la culture pour qu'ils puissent améliorer leur cadre de vie ;
- de rechercher, partager et protéger l'héritage culturel des aïeux ;
- de défendre les intérêts des adhérents.

Son siège social est fixé à Papeari, PK 51,800, côté mer.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	TIHONI Nordof
Président	:	TCHANG Rimine
Vice-président	:	LEVY Taraoura
Secrétaire	:	GRAFFE Tahia
Secrétaire adjointe	:	TCHANG Diana
Trésorier	:	VAHIRUA Hugues
Trésorière adjointe	:	PIHAATAE Hélène

#### ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE VAL FAUTUAU ELEMENTAIRE

(Récépissé n° 1283 DRCL du 23 novembre 2012)

##### Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE VAL FAUTUAU ELEMENTAIRE, fondée le 19 octobre 2012, a pour but de former à la responsabilité, au civisme et à

l'autonomie par la pratique d'activités physiques, sportives et de pleine nature, et d'activités socioculturelles, dans le cadre d'un fonctionnement démocratique. Elle contribue à l'éducation globale des enfants.

Elle est affiliée à l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP), association constituée au sein de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP), section sportive et de pleine nature de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente.

Elle participe aux rencontres, épreuves et manifestations organisées ou contrôlées par l'USEP.

Son siège social est fixé à l'école Val Fautaua élémentaire, rue Bernière, Pirae, BP 51117.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEUIRA Mickaël
Secrétaire	: HAAMARERE Vaimiti
Trésorière	: KEUVAHANA Roselynn

#### ASSOCIATION KINI TE RAU NUI

(Révisé n° 2820 SAISLV du 20 novembre 2012)

##### Extraits de statuts

Il est créé le 26 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée KINI TE RAU NUI.

Elle a pour objet :

- de promouvoir la danse tahitienne ;
- d'organiser des échanges culturels ;
- de participer aux heiva des écoles de danse ;
- d'organiser des événements tels que des journées sportives, des dîners-galas, des ventes de plats à emporter ;
- d'organiser des rencontres et des déplacements.

Son siège social est situé à Fare, Huahine, vallée de Haamene.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DEANE Alexandre
Secrétaire	: DEANE Vaimana
Trésorière	: DEANE Diana

#### ASSOCIATION VAIAAU 3

(Révisé n° 2916 SAISLV du 27 novembre 2012)

##### Extraits de statuts

L'ASSOCIATION VAIAAU 3, fondée le 21 novembre 2012, a pour objet :

- de faciliter et de développer l'esprit de l'insertion des jeunes et de la socialisation ;

- la sensibilisation des jeunes à l'embellissement du quartier et à protéger l'environnement ;
- de proposer des activités et des animations dans les quartiers, la commune et hors de la commune ;
- d'organiser des sorties récréatives et des manifestations diverses dans la commune et hors de la commune.

Son siège social est situé au PK 27,500, côté montagne, à Vaiaau.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TCHONG TAI Titaina
Secrétaire	: TEARIKI Maimiti
Trésorière	: TCHONG TAI Lan Kiau

#### ASSOCIATION SPORTIVE JMNG TRANSPORTS

(Révisé n° 1376 DRCL du 12 décembre 2012)

##### Extraits de statuts

Il est créé le 1er décembre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION SPORTIVE JMNG TRANSPORTS.

Elle a pour objet d'organiser, de favoriser et de développer la pratique d'activités sportives pour les salariés de l'entreprise JMNG et leurs ayants droit.

Son siège social est situé au lotissement Te Maruata, Punaauia.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MANIETTE Jacques
Vice-président	: GHERRA Jean-Marc
Secrétaire	: TUTURU Ariihau
Trésorier	: WHITTAKER Tim

#### ASSOCIATION OVAIHEI

(Révisé n° 2577 SAISLV du 30 novembre 2012)

##### Extraits de statuts

Il est fondé le 29 septembre 2012 une association régie par la loi de 1901 dénommée ASSOCIATION OVAIHEI.

Elle a pour objet d'organiser et de favoriser la pratique de l'artisanat par tous les jeunes du territoire acceptant les présents statuts. Elle peut étendre son action dans des domaines autres que l'artisanat (éducation populaire, éducation artistique, activité culturelle, etc.) décidés par le comité directeur.

Son siège social est situé à Vaitape, Bora Bora.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: WATANABE Mailly
Vice-président	: MOU SING Tearere
Secrétaire	: HUTIA Tehani
Secrétaire adjoint	: VAHAPATA Timiona
Trésorier	: RAPARII Herenui
Trésorier adjoint	: ATIU Rainui

**TAATIRA'A APETAHI URA***(Récépissé n° 1390 DRCL du 15 décembre 2012)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 9 décembre 2012 une association de protection de l'environnement régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée TAATIRA'A APETAHI URA.

Elle a pour but :

- la protection de la vallée de Pape'iha ou Vai'iha et sa préservation de toute dégradation matérielle et immatérielle susceptible de mettre en péril l'héritage environnemental des générations futures ;
- la protection et la conservation de l'intégrité du legs patrimonial naturel, historique et légendaire de la vallée de Pape'iha ou Vai'iha ;
- de manière générale, la protection des richesses naturelles et culturelles de Polynésie française ;
- l'adhésion à toute association ou fédération partageant les mêmes buts ;
- la participation à toute action en faveur de la protection et de la préservation de l'environnement en Polynésie et dans le monde ;
- l'adhésion à d'autres institutions visant les mêmes intérêts ou l'acceptation des autres associations désireuses de partager les mêmes expériences et les mêmes buts.

Son siège social est fixé à Hitia'a, PK 43,900, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente	: HIRA Inwrid
Vice-président	: FERRAND Gilbert
Secrétaire	: PITTMAN Danny
Secrétaire adjointe	: TEMANUPAIOURA Noëlla
Trésorière	: MAONI Barbara
Trésorière adjointe	: VARNEY Vahinerii
Assesseur	: HIRA Charley

**ASSOCIATION TOO HITU NO PUEU**  
**dite aussi ASSOCIATION TE VAA OIRE NO PUEU**

*(Récépissé n° 1400 DRCL du 17 décembre 2012)***Extraits de statuts**

Il est constitué le 26 novembre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION TOO HITU NO PUEU dite aussi ASSOCIATION TE VAA OIRE NO PUEU.

Les membres du TOO HITU NO PUEU dite aussi VAA OIRE NO PUEU ont comme outil de travail le code civil attestant les recherches, le partage, l'attribution de la quotité et la prescription des hypothèques et l'indivision avec la convention de partage.

Elle se fixe comme objectifs :

- d'établir une généalogie descendante, ascendante (le dé cujus) et collatérale exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens mobiliers et immobiliers appartenant aux ancêtres ;

- de recueillir tous les documents authentiques dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie, avocat, huissier...) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- de récupérer les terres vacantes ;
- d'acquérir des terres pour la prévention des tsunamis et autres (prévenir les glissements de terrain, créer un centre pour personnes âgées et personnes à mobilité réduite, un auditorium, un parc public ;
- de représenter, d'organiser et de défendre les intérêts des membres de l'association qui doivent être en partenariat avec les communes, le territoire et l'Etat ;
- de respecter les statuts et règlements de l'association.

Son siège social est fixé à la mairie de Pueu, au PK 9,500, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: TOOFA Moe
Vice-présidente	: VALLIER Vaihana
Secrétaire	: ROCHETTE Maria
Secrétaire adjointe	: PAPAURA Tiare
Trésorier	: ROOMATAAROA Alphonse
Trésorier adjoint	: VALLIER Armand
Assesseurs	: ROIRO Félix MATAITAI Tapa

**ASSOCIATION ARTISANALE OHIPA NUI***(Récépissé n° 2905 SAISLV du 15 décembre 2012)***Extraits de statuts**

Il est créé le 5 novembre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION ARTISANALE OHIPA NUI.

Elle a pour objet :

- d'avoir un local pour la vente des objets, des produits et d'autres choses ;
- de participer avec d'autres associations pour préparer soit des bals, soit des activités tels que la pétanque, le volleyball, le football, le futsal, etc. sur Huahine ou sur Tahiti ;
- d'organiser des événements tels que des gala, des bals, repas à emporter, des repas familiaux, etc. ;
- la vente de maa tels que des casses-croûtes, sandwichs, glace et plats à emporter ;
- l'artisanat et le marché aux puces.

Son siège social est fixé à Haamene.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente	: ITCHNER Jacqueline
Secrétaire	: COLOMBANI Anna
Trésorier	: BERTHO Franck

**ASSOCIATION TOKO IVA O TE AKA TUMU**  
(Récépissé n° 1890 DRCL du 20 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 27 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TOKO IVA O TE AKA TUMU.

Elle a pour but de conseiller et la protection des affaires de terres et des ressources ancestrales.

Son siège social est fixé à Taiohae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FALCHETTO Michel
Vice-président	: OMITAI Gilles
Secrétaire	: TAUPOTINI Marcelline
Secrétaire adjoint	: AH-SCHA Edmond
Trésorier	: AH- SCHA Paul
Trésorier adjoint	: HAPIPI Jacob

**ASSOCIATION TEIPO TE MARAMA**  
(Récépissé n° 1380 DRCL du 14 décembre 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 8 décembre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre TEIPO TE MARAMA.

Elle a pour objet : de développer la pratique de la danse par la mise en place de cours, d'entraînements, de démonstrations et de bals.

Elle vise l'apprentissage, le respect, le partage, la détente et l'épanouissement de ses membres par cette pratique.

Compte tenu de cet objectif d'intérêt général, l'association souhaite, dans la mesure du possible, pour faciliter son fonctionnement (mise à disposition de salles) et pour intégrer ses membres à la vie associative locale, placer ses activités sous l'égide de ses membres avec le soutien éventuel de sa municipalité.

Son siège social est fixé à Papeari au PK 54,500, coté montagne.

La durée de l'association est indéterminée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: VAN BASTOLAER Giannina
Vice-présidente	: TERIITAHU Heiura
Secrétaire	: TAUTU Heipua
Secrétaire adjointe	: REY Heirani
Trésorière	: TUPUAI Toimata
Trésorière adjointe	: SANGUE Raina

**ASSOCIATION USEP TARAHAE NO TUO'RO TAMARII**  
(Récépissé n° 1388 DRCL du 14 décembre 2012)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION USEP TARAHAE NO TUO'RO TAMARII fondée le 7 novembre 2012 a pour but de former à la responsabilité, au civisme, à l'autonomie par la pratique

d'activités physiques, sportives et de pleine nature, d'activités socioculturelles, dans le cadre d'un fonctionnement démocratique. Elle contribue à l'éducation globale des enfants. Elle est affiliée à l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP), association constituée au sein de la Ligne française de l'enseignement. Elle participe aux rencontres, épreuves et manifestations organisées ou contrôlées par l'USEP.

Elle a son siège social au village de Niutahi, Apataki.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: CHEUNG Hubert
Secrétaire	: ORBECK Tapairu
Secrétaire adjoint	: TEMAURI Hereiti
Trésorier	: BENNETT Yohan
Trésorier adjoint	: TUFANUI Pierre
Commissaire aux comptes	: ORBECK Diana

**AMICALE TEHONO TI'A**

(Récépissé n° 1378 DRCL du 14 décembre 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 19 octobre 2012 une association régie par la loi 1901 ayant pour titre AMICALE "TEHONO TI'A" ou Amicale des personnels de la Circonscription pédagogique regroupant les écoles de Taïarapu et des Australes.

Cette amicale a pour objets :

- de resserrer les liens entre adhérents en organisant des activités à visée éducative large, dans des domaines variés : culturels, linguistiques, sportifs, sociaux... ;
- d'organiser ou de participer à des événements dans les domaines précités dans un esprit ludique, éducatif et citoyen ;
- de favoriser l'équipement pédagogique des adhérents en organisant des achats groupés de matériels et ouvrages divers ;
- de faciliter la circulation de l'information et de la communication entre les écoles, les adhérents et les divers partenaires.

Le siège social est fixé à Taravao Ecole Heitama Here, BP 7022, 98719 Taravao.

La durée de l'amicale est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TETUAITEROI Maxo
Vice-présidente	: SOMMERS Juanita
Secrétaire	: DOUCET Sylvie
Secrétaire adjointe	: TOOFA Valmène
Trésorier	: FRANÇOIS Fano
Trésorier adjoint	: AMARU Tom



**ASSOCIATION TEMANUPAIOURA ET TARA**  
*(Récépissé n° 1379 DRCL du 14 décembre 2012)*

Extraits de statuts

Il est constitué le 20 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 qui prend le nom de TEMANUPAIOURA ET TARA.

L'association a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie la plus exacte et précise possible d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;

- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des membres de l'association.

Le siège social est fixé à Tiarei, PK 28, côté mer.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	:	DOMINGO Sophie
Président	:	TEMANUPAIOURA Joseph
Vice-présidente	:	TEMANUPAIOURA Mireille
Secrétaire	:	LE PRADO Davy
Secrétaire adjointe	:	DERRAND Elise
Trésorière	:	SAUVOT Valentine
Trésorier adjoint	:	TEMANUPAIOURA Bruno
Assesseurs	:	FAUA Teura LE PRADO Léo

## LOTO NATIONAL

### LOTO NATIONAL N° 148

Tirage du lundi 10 décembre 2012 :

**4 16 20 36 47**

Numéro chance : 8

	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	0	0
4 bons numéros.....	326	214 665
3 bons numéros.....	13 947	1 479
2 bons numéros.....	213 066	692
N° chance gagnant.....	336 320 grilles à 250 F CFP remboursées	
<b>Joker + : 4 496 170</b>		

### LOTO NATIONAL N° 149

Tirage du mercredi 12 décembre 2012 :

**19 20 32 36 37**

Numéro chance : 4

	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance .....	1	1 431 980 906
5 bons numéros .....	3	19 940 525
4 bons numéros .....	700	183 914
3 bons numéros .....	32 211	1 730
2 bons numéros .....	535 358	739
N° chance gagnant.....	886 776 grilles à 250 F CFP remboursées	
<b>Joker + : 7 328 312</b>		

### LOTO NATIONAL N° 150

Tirage du samedi 15 décembre 2012 :

**11 24 26 33 41**

Numéro chance : 9

	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	1	238 663 484
5 bons numéros.....	1	37 013 448
4 bons numéros.....	582	136 861
3 bons numéros.....	29 711	1 157
2 bons numéros.....	403 171	608
N° chance gagnant.....	555 618 grilles à 250 F CFP remboursées	
<b>Joker + : 3 360 743</b>		

# KENO

Lundi 10 décembre 2012

*1er tirage*

Jackpot : 1 27 36 49 — Joker + : 8 617 923

2	4	9	19	20	21	23	28	30	39
42	44	47	48	50	51	52	56	59	66

Multiplicateur : x 2

*2e tirage*

Jackpot : 6 52 59 38 — Joker + : 4 496 170

6	7	9	10	14	18	19	21	28	32
41	43	47	51	52	58	59	60	68	70

Multiplicateur : x 1

Mardi 11 décembre 2012

*1er tirage*

Jackpot : 5 50 95 47 — Joker + : 3 181 543

5	6	7	9	18	19	23	27	32	35
37	43	49	52	56	59	61	66	67	68

Multiplicateur : x 1

*2e tirage*

Jackpot : 7 41 37 98 — Joker + : 2 576 011

3	8	17	18	20	21	24	25	26	30
33	40	45	49	50	51	53	58	60	66

Multiplicateur : x 4

Mercredi 12 décembre 2012

*1er tirage*

Jackpot : 7 08 89 50 — Joker + : 1 042 318

4	7	11	17	23	24	27	33	36	38
41	47	50	51	53	54	55	56	60	68

Multiplicateur : x 3

*2e tirage*

Jackpot : 8 98 46 86 — Joker + : 7 328 312

4	7	13	20	22	27	28	31	37	41
42	49	50	51	52	59	62	65	66	67

Multiplicateur : x 3

Jeudi 13 décembre 2012

*1er tirage*

Jackpot : 9 49 44 97 — Joker + : 3 494 231

4	8	9	11	13	23	25	27	36	37
46	47	48	51	55	57	58	61	62	69

Multiplicateur : x 2

*2e tirage*

Jackpot : 8 95 91 29 — Joker + : 0 137 337

1	3	7	8	13	15	17	18	20	23
30	35	39	45	50	57	59	60	61	62

Multiplicateur : x 3

Vendredi 14 décembre 2012

*1er tirage*

Jackpot : 3 03 82 13 — Joker + : 0 959 708

3	4	5	7	14	15	16	21	22	24
25	26	28	30	35	38	46	48	52	62

Multiplicateur : x 1

*2e tirage*

Jackpot : 7 44 87 97 — Joker + : 0 605 918

2	4	5	10	15	18	25	27	29	38
40	41	43	49	50	53	55	56	64	65

Multiplicateur : x 4

Samedi 15 décembre 2012

*1er tirage*

Jackpot : 7 60 86 61 — Joker + : 4 955 899

2	8	11	15	17	30	31	34	40	44
46	48	51	52	53	62	64	65	67	70

Multiplicateur : x 2

*2e tirage*

Jackpot : 8 43 04 82 — Joker + : 3 360 743

3	9	12	16	22	26	28	30	32	42
49	50	51	52	55	64	65	66	67	68

Multiplicateur : x 3

Dimanche 16 décembre 2012

*1er tirage*

Jackpot : 1 62 45 26 — Joker + : 7 999 957

6	7	8	11	12	15	16	21	24	26
27	31	34	39	40	47	52	55	62	68

Multiplicateur : x 4

*2e tirage*

Jackpot : 6 90 64 49 — Joker + : 8 327 051

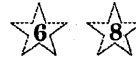
1	2	5	6	7	10	11	22	25	26
31	32	33	41	43	53	54	56	59	69

Multiplicateur : x 3

# EURO MILLIONS

Mardi 11 décembre 2012

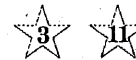
1 4 9 43 50



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	1	3	51 622 541
5		0	3	17 207 505
4 +	☆ ☆	9	43	600 250
4 +	☆	146	903	25 000
4		410	1 930	11 694
3 +	☆ ☆	438	2 148	7 505
2 +	☆ ☆	6 471	31 910	2 315
3 +	☆	8 494	41 806	1 694
3		18 749	88 479	1 348
1 +	☆ ☆	33 883	173 202	1 205
2 +	☆	125 409	594 997	942
2		256 169	1 195 199	477
<b>Joker + : 2 576 011</b>				

Vendredi 14 décembre 2012

10 11 29 40 43



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	2	4	59 144 653
5		3	16	4 928 711
4 +	☆ ☆	16	58	679 821
4 +	☆	234	1 188	29 033
4		571	2 537	13 591
3 +	☆ ☆	544	2 466	9 988
2 +	☆ ☆	7 745	36 455	3 102
3 +	☆	12 438	58 460	1 849
3		27 387	123 735	1 467
1 +	☆ ☆	41 531	193 321	1 646
2 +	☆	187 637	871 206	990
2		415 620	1 865 468	465
<b>Joker + : 0 605 918</b>				

**AVIS RELATIF AU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX  
DENOMME LOTO®**

Article 1er.— En application du sous-article 8.5.1.6 du règlement du jeu Loto® fait le 10 septembre 2008, modifié le 30 septembre 2008, le 21 juillet 2010, le 16 novembre 2010, le 10 juin 2011, le 4 janvier 2012, le 11 juillet 2012 et le 29 novembre 2012 publié au *Journal officiel* de la République française des 23 septembre 2008, 3 octobre 2008, 26 août 2010, 20 novembre 2010, 28 juin 2011, 8 janvier 2012, 23 septembre 2012 et du 5 décembre 2012 et du sous-article 8.5.1.6 du règlement du jeu dénommé Loto® en Polynésie française fait le 10 septembre 2008 et modifié le 21 juillet 2010, le 16 novembre 2010, le 11 juillet 2012 et le 29 novembre 2012 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, un montant minimum de 7 millions d'euros (soit 835 322 195 F CFP) sera garanti pour le 1er rang du tirage Loto® du samedi 22 décembre 2012.

Les dates mentionnées dans le présent additif font référence aux dates métropolitaines.

Fait à Paris, le 10 décembre 2012.

Par délégation pour le président-directeur général  
de La Française des Jeux,  
Charles LANTIERI.

Le président-directeur général  
de La Pacifique des Jeux,  
Pierre BRUNEAU.

**AVIS RELATIF AU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX  
DENOMME LOTO®**

Article 1er.— En application du sous-article 8.5.1.6 du règlement du jeu Loto® fait le 10 septembre 2008, modifié le 30 septembre 2008, le 21 juillet 2010, le 16 novembre 2010, le 10 juin 2011, le 4 janvier 2012, le 11 juillet 2012 et le 29 novembre 2012 publié au *Journal officiel* de la République française des 23 septembre 2008, 3 octobre 2008, 26 août 2010, 20 novembre 2010, 28 juin 2011, 8 janvier 2012, 23 septembre 2012 et du 5 décembre 2012 et du sous-article 8.5.1.6 du règlement du jeu dénommé Loto® en Polynésie française fait le 10 septembre 2008 et modifié le 21 juillet 2010, le 16 novembre 2010, le 11 juillet 2012 et le 29 novembre 2012 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, un montant minimum de 7 millions d'euros (soit 835 322 195 F CFP) sera garanti pour le 1er rang du tirage Loto® du lundi 31 décembre 2012.

Les dates mentionnées dans le présent additif font référence aux dates métropolitaines.

Fait à Paris, le 10 décembre 2012.

Par délégation pour le président-directeur général  
de La Française des Jeux,  
Charles LANTIERI.

Le président-directeur général  
de La Pacifique des Jeux,  
Pierre BRUNEAU.